UC-NRLF
$B 41 556

10825

University of California.

FROM THE LIBRARY OF

DR. FRANCIS LIEBER,

Professor of History and Law in Columbia College, New York.

THE GIFT OF

MICHAEL REESE,

Of San Francisco.

1873.

UNIVERSITY
Library.
Of California.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

LA

COMMISSION SANITAIRE

DES ÉTATS-UNIS

SON ORIGINE, SON ORGANISATION ET SES RÉSULTATS

AVEC

UNE NOTICE SUR LES HOPITAUX MILITAIRES AUX ÉTATS-UNIS

ET

SUR LA RÉFORME SANITAIRE DANS LES ARMÉES EUROPÉENNES

PAR

THOMAS W. EVANS

DOCTEUR EN MÉDECINE

Chirurgien-Dentiste de LL. MM. l'Empereur des Français et l'Empereur de Russie
Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse
Commandeur des Ordres de Saint-Stanislas et de Sainte-Anne, de Russie
Commandeur des Ordres de Medjidié et de l'Osmanié, de Turquie
etc., etc., etc.

UNIVERSITY
Library
Of California

PARIS
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS

1865

E631
E9

10825

UNIVERSITY
Library
Of California

PRÉFACE

Le développement prodigieux donné récemment au matériel de guerre, l'introduction dans les armées du canon rayé et de la poudre comprimée, l'emploi d'une artillerie plus lourde et plus destructive ont grandement aggravé les horreurs du champ de bataille et rendu plus terrible que jamais le fléau de la guerre, déjà si terrible en tout temps. Cet accroissement des forces employées à détruire est entré comme élément de calcul dans les spéculations des philanthropes, qui voudraient fixer l'époque à laquelle, la guerre devenant un fait de plus en plus exceptionnel, la paix sera la condition nor-

male d'une civilisation plus juste et plus humaine. Quelque plausibles et bien fondées que puissent nous sembler ces espérances, il est douteux, après les douloureuses expériences de la grande lutte américaine et du récent conflit dano-allemand, que l'ère désirée d'une entente cordiale et d'une affection mutuelle entre les nations soit autre chose qu'un rêve et une utopie, aussi longtemps que les passions des hommes et l'antagonisme de leurs intérêts resteront ce qu'ils sont aujourd'hui. Toutefois, au milieu de ces incertitudes, un cœur bienveillant peut tirer quelque soulagement de la doctrine des compensations, qui paraît exercer dans le monde moral une influence non moins universelle que celle de la gravitation dans le monde physique. Plus les mauvaises chances de mort et de blessures, avec leur terrible cortége de tortures et d'agonies, sont devenues nombreuses et redoutables dans les batailles modernes, plus aussi se sont multipliées les sympathies publiques, plus aussi s'est développée une volonté active et intelligente pour alléger les maux inséparables de la guerre et leur porter remède : plus les afflictions ont été grandes, plus les efforts entrepris pour en diminuer l'intensité ont été nobles et ingénieux. De fait, une carrière presque entièrement nouvelle pour la

pratique de la charité chrétienne a été ouverte au monde.

Un exemple, pris dans une campagne militaire encore présente à tous les esprits, nous servira de preuve: nous voulons parler de l'expédition de Crimée. Les ressources ordinaires du service médical de l'armée russe avaient été de bonne heure à peu près épuisées par les besoins extraordinaires qu'il s'agissait de satisfaire; les efforts tentés pour subvenir à cette disette cruelle, et presque soudaine, furent absolument insuffisants, quelque bonne volonté et quelque énergie que des particuliers aient pu déployer à cette occasion. Peu de temps après l'ouverture des hostilités, la grande-duchesse Hélène Paulowna de Russie, princesse wurtembergeoise et veuve du frère de Nicolas 1er, le grand-duc Michel, entreprit une œuvre admirable de charité en fondant un système d'ambulances et de secours hospitaliers qui, grâce à l'appui constant des autorités russes, rendit à l'humanité souffrante les plus précieux services. Animée d'une belle rivalité à l'égard de Miss Florence Nightingale, la grande-duchesse se rendit de Saint-Pétersbourg au théâtre de la guerre, accompagnée de trois cents personnes de son sexe qu'elle envoya aux endroits où leur activité

devait être le plus nécessaire. La présence de ces anges de compassion, que dirigeait la noble patronne, fut toujours saluée par des élans de vive admiration. A ce sujet, un éminent chirurgien de l'armée s'exprimait en ces termes :

« Elles étaient infatigables à soigner les blessés, non-seulement dans les hôpitaux de Sébastopol et de Simphéropol, ainsi que dans les ambulances, mais aussi dans la proximité immédiate des batteries, au milieu des plus effroyables scènes et sous le feu même de la mousqueterie et de l'artillerie. »

Pendant l'hiver de 1854 à 1855, le czar Alexandre II visita en personne les hôpitaux de la Crimée, et le spectacle des agonisants abandonnés agissant puissamment sur sa généreuse nature le détermina, probablement plus que toute autre considération, à conclure promptement la paix. Partout on voyait le manque de l'unité d'action nécessaire et d'une direction pratique dans la répartition des objets recueillis par les mains libérales des dames de Saint-Pétersbourg et des autres villes. On raconte un fait qui probablement n'est pas le seul de son espèce : nombre de ballots, remplis de charpie préparée par les femmes russes, ayant été expédiés de la capitale vers la Crimée, s'égarèrent en route et finirent par

tomber dans les cuves de fabricants de papier. Ayant eu l'occasion d'aller en Russie immédiatement après la signature du traité de paix, j'ai visité moi-même les hôpitaux de Moscou et de la partie septentrionale de l'empire moscovite. Mon attention fut douloureusement éveillée en mainte occasion par le spectacle des souffrances qu'avait causées principalement le manque de traitement et de secours médicaux en temps utile ; une impression profonde de tristesse se grava dans mon cœur, quand je vis l'impossibilité absolue de remédier à des maux occasionnés par de simples négligences.

Un souvenir très-vivant des exemples que j'avais eus sous les yeux me fit prendre la résolution de courir, pendant l'été de 1859, les champs de bataille de l'Italie. Grâce à la courtoisie de l'empereur Napoléon et de son ministre de la guerre, je reçus des passe-ports spéciaux me permettant l'inspection générale des hôpitaux militaires. Je visitai ceux de Turin, Milan, Brescia, Castiglione, Desenzano et plusieurs autres établissements provisoires, me donnant comme principal objet d'étude chirurgicale le traitement des blessures à la tête et au visage. Dans ces conditions, une opportunité favorable m'était donnée de connaître et de juger les règlements sa-

nitaires des armées alliés. Le travail soudainement imposé aux chirurgiens et à leurs aides, après cette série de batailles venant aboutir à Solférino, dépassait tellement les prévisions et les ressources, que de tous côtés l'œil rencontrait sous mille formes palpitantes l'aspect de tortures auxquelles aucune assistance ne pouvait être donnée.

Un relevé fait avec soin des tués et blessés des armées française, italienne et autrichienne, donne les chiffres suivants : 3 maréchaux, 9 généraux, 1,566 officiers de tous grades, et 40,000 simples soldats environ [1].

A ce nombre il faudrait ajouter, pour les deux mois qui suivirent, au moins 40,000 hommes attaqués de fièvres, ou morts de maladies occasionnées par la fatigue du champ de bataille ou par des marches forcées sous les terribles chaleurs d'un été d'Italie. Le sentiment de commisération qu'excita un aussi prodigieux désastre fut non moins profond qu'universel. Les citoyens de Milan, de Turin, de Brescia rivalisèrent de zèle pour calmer les agonies et panser les plaies de tant de martyrs et de victimes. Comme par un coup de baguette, des églises, des

[1] Voir *Un souvenir de Solférino*, par J. Henry Dunant; Genève, 1863. 3e édition, p. 135.

couvents, des palais et des maisons de particuliers se transformèrent en hôpitaux. A Brescia, M. Faraldo, intendant général, le docteur Galla, directeur de l'hôpital, le docteur Comisette, chirurgien en chef de l'armée italienne, le docteur Cotta, inspecteur d'hygiène pour la Lombardie, ainsi que le baron Larrey, inspecteur en chef du service médical de l'armée française, se distinguèrent spécialement dans l'organisation de cette œuvre philanthropique. A Milan, les dames des familles les plus aristocratiques envoyèrent, à la gare du chemin de fer, plus de cinq cents de leurs voitures, toutes remplies de lits, de coussins et d'oreillers pour recevoir les héros blessés et les transporter aux logis confortables qui leur étaient préparés. Mais l'enthousiasme du commencement, tout sincère qu'il était, ne fut pas soutenu avec persévérance, faute d'une organisation bien entendue qui contrôlât les efforts et les maintînt constamment au niveau des besoins. Dépourvu d'esprit de suite, le premier élan s'affaissa bientôt sous le poids des difficultés amoncelées par suite de l'inexpérience générale.

Pendant le cours prolongé de mes observations dans la campagne d'Italie, je ne pouvais manquer d'être frappé de la disette relative d'hospitalières.

Parmi elles, la plupart étaient des sœurs de charité, qui, semblables à des anges sous forme humaine, allaient partout en faisant du bien. Quoique faibles numériquement, elles savaient se multiplier par leur incessante énergie, leur douceur remarquable et leur zèle extraordinaire. Leur habileté à calmer le délire le plus aigu par un mot prononcé au moment convenable, leur tact pour faire pressentir à l'agonisant la fin probable qui l'attendait, était quelque chose de merveilleux, et qu'il est impossible d'exprimer dignement.

Ce qui faisait le plus défaut dans ces hôpitaux d'Italie étaient des gardes-malades ayant reçu quelque éducation et capables de converser en différentes langues. Les soldats autrichiens appartenaient aux nationalités les plus diverses ; on voyait parmi eux toutes les variétés d'Allemands, de Croates, de Serbes, de Hongrois et de Valaques. Sur des milliers de pauvres blessés, un à peine savait un mot d'italien ; les chirurgiens et les infirmiers étant de leur côté incapables de communiquer avec ces malheureux dans leur langue, cette circonstance produisait les complications les plus fâcheuses et augmentait de beaucoup les souffrances des patients. J'en vis un exemple : dans l'une des salles de l'hôpital de Brescia

était un malheureux soldat allemand, qu'un chirurgien de service avait plusieurs fois visité, mais sans pouvoir découvrir la cause de ses plaintes. L'Autrichien se lamentait et gémissait sans cesse comme un enfant, en marmottant des paroles qui semblaient le refrain d'un idiot; de grosses larmes roulaient à flots le long de ses joues bronzées. — « C'est pour nous en faire accroire, me répondit le chirurgien que j'interrogeai; il n'est pas le moins du monde blessé; il pleure pour faire semblant, et je vais donner des ordres afin qu'on le renvoie. » L'infortuné portait constamment la main à la tête pour indiquer le siége de sa souffrance, le langage des signes étant le seul qu'il pût employer. A force de l'interroger, je finis par comprendre qu'une balle de carabine ayant rasé le sommet de son crâne avait produit une dépression régulière en forme de gouttière longitudinale. L'attention du chirurgien ayant été dirigée vers cet endroit, le dire de l'Allemand se trouva justifié, et, après une très-simple opération de trépan, la cervelle fut dégagée du poids qui la comprimait. Le patient, soulagé, cessa de gémir, ses larmes s'arrêtèrent, et ses paroles n'eurent plus rien d'inintelligible.

Toutes les fois que je traversais les salles, j'étais appelé par une foule d'Autrichiens blessés, qui m'im-

ploraient d'une voix suppliante, en me confiant leurs derniers adieux pour leurs familles. Mais hélas! il n'y avait pas le dixième des personnes qui eussent été nécessaires pour faire droit à la moindre partie de ces prières déchirantes. Sauver ceux qu'on avait encore une chance de guérir semblait un devoir bien plus urgent que de répondre aux lamentables requêtes des mourants.

A mon retour à Paris, je communiquais aux autorités compétentes le résumé des faits dont j'avais été le témoin, et j'en pris occasion pour insister sur la nécessité d'opérer certaines réformes urgentes dans le service des hôpitaux et des ambulances appartenant aux armées en campagne. Ces représentations furent accueillies dans un esprit aussi libéral que celui qui les avait dictées. Les résultats que la campagne d'Italie avait mis en lumière ont servi de base à l'introduction de réformes importantes dans le service médical de l'armée française; déjà les troupes envoyées au Mexique ont profité de ces réformes.

La même communication que j'avais adressée aux autorités militaires, fut également faite par moi à la supérieure du couvent des Dames du Sacré-Cœur à Paris (institution qui mérite, ainsi

que la Société analogue de Saint-Vincent de Paul, une mention particulière pour son généreux envoi d'infirmières à la guerre d'Italie). Les vues que j'exposai rencontrèrent des sympathies cordiales et intelligentes. Quelque plan qui puisse être proposé dans la suite pour l'allégement des souffrances occasionnées par la guerre, ces dévouées et vertueuses filles de la Miséricorde doivent y être engagées comme par le passé, en qualité d'agents les plus actifs.

L'institution de la Commission sanitaire des États-Unis marque une période nouvelle dans l'histoire du monde. C'est l'acte de philanthropie le plus grandiose que l'humanité ait jamais médité et accompli. Par son influence, la société tout entière des États-Unis a été modifiée. C'est la grande pensée qui préoccupe l'attention publique presque exclusivement à toute autre. J'en ai eu les preuves les plus convaincantes dans un voyage tout récent que j'ai fait dans ma patrie, ma visite ayant spécialement pour but d'étudier les conditions hygiéniques des armées américaines et l'organisation de la Commission sanitaire. Depuis mon dernier séjour aux États-Unis, plusieurs années s'étaient

écoulées, et je ne pus qu'être profondément impressionné par la merveilleuse transformation qu'avait subie la société dans ses sentiments et dans sa conduite en général. Les goûts et les occupations de mes amis et anciennes connaissances avaient singulièrement changé : les mêmes hommes qui jadis étaient le plus complétement esclaves de leurs affaires, trouvent aujourd'hui du temps en abondance pour le consacrer aux devoirs d'un généreux patriotisme et d'une noble philanthropie ; les femmes ne sont plus absorbées par une interminable série de visites frivoles et de soirées du beau monde, mais toutes sont plus ou moins occupées à préparer une multitude d'objets pour la Commision sanitaire, à moins toutefois qu'elles ne soient dans les hôpitaux, assises à côté du lit des malades et des blessés. J'ai été édifié de voir comment cet esprit empreint d'une large et universelle bienveillance avait introduit une louable simplicité dans le genre de vie des personnes les plus intelligentes et les plus cultivées. L'extravagance des toilettes et du train de maison semblait exclusivement le fait de la classe très-restreinte des nouveaux parvenus de l'opulence, que l'on ne saurait en aucune façon considérer comme les représentants de la véritable société américaine. De tous côtés, j'ai

vu apparaître de nouvelles et éloquentes preuves de cet esprit national d'entreprise qui a fait des États-Unis « l'énigme des nations ; » j'ai pu, en même temps, mieux apprécier cette vigoureuse initiative dont la vraie cause est dans le bon sens, et qui, maintenant, trouve devant lui un champ si vaste ouvert à son activité. Après avoir contemplé de plus près et plus intimement les scènes émouvantes du drame que traverse en ce moment l'Amérique, je suis revenu à mon pays d'adoption avec une affection plus ardente et plus profonde pour le peuple et les institutions que la contrée qui m'a donné le jour.

Ajoutons que l'influence de la Commission sanitaire a dépassé les frontières des États-Unis. En Europe, l'attention publique a été mise en éveil. C'est ainsi que dans le récent conflit dano-allemand, des comités de secours, régulièrement organisés d'après le modèle exact de ceux qui existent en Amérique, ont rendu les plus grands services ; de même, Sa Majesté la reine de Prusse a ajouté à sa couronne le plus éclatant joyau par l'affectueuse reconnaissance qu'elle a méritée des blessés en visitant les hôpitaux de Slesvig et du Holstein, et par

la déclaration qu'elle a prononcée en faisant distribuer des secours aux victimes des deux armées ennemies : « Dans la crise actuelle, je ne parle pas, je ne sens pas comme reine, je n'exprime que ma sympathie de femme pour l'humanité. »

Il peut être utile de fournir ici quelques renseignements sur la forme pratique qui, en Europe, a été donnée à cette œuvre. Le premier mouvement a eu lieu à Genève, et l'honneur de lui avoir donné l'impulsion première revient de droit à M. J. Henry Dunant, dont les généreux efforts pour la création d'un corps d'hospitaliers volontaires dans la campagne d'Italie, et l'ouvrage aussi modeste qu'intéressant : *Un souvenir de Solferino*, ont rendu le nom familier au monde européen. Le 1er septembre 1863, la « Société d'utilité publique de Genève » a adressé une circulaire aux divers gouvernements, aux philanthropes les plus connus, ainsi qu'aux principaux officiers militaires, pour demander leur coopération et les inviter à une conférence internationale devant être tenue à Genève. Le but de la réunion projetée était de « considérer les moyens à employer pour remédier à l'insuffisance du service sanitaire des armées en campagne. »

Ce projet fut chaudement accueilli. Le 26 octobre

1863, se réunissaient les délégués des pays suivants : Russie, Autriche, Prusse et les principaux États d'Allemagne, France, Angleterre, Espagne, Hollande, Suède et Suisse. Un plan d'organisation fut définitivement agréé. Avant de s'ajourner, on adopta une série de résolutions très-importantes, suivies de cette recommandation :

« Que la neutralisation soit proclamée, en temps de guerre, par les nations belligérantes, pour les ambulances et les hôpitaux, et qu'elle soit également admise, de la manière la plus complète, pour le personnel sanitaire officiel, pour les infirmiers volontaires, pour les habitants du pays qui iront secourir les blessés et pour les blessés eux-mêmes. »

L'action de la conférence de Genève a reçu l'approbation et les encouragements de plusieurs gouvernements. L'Empereur de Russie autorisa le grand-duc Constantin à prendre la présidence du comité auxiliaire sous le patronage de Leurs Majestés Impériales; en Saxe, le roi et les ministres, et plusieurs personnages influents se sont réunis pour cette même œuvre; le grand-duc de Bade a donné son concours chaleureux à ce projet; en Wurtemberg,

un comité s'est organisé à Stuttgart sous la protection de la famille royale. En Espagne, don Sébastien de Bourbon et de Bragance a donné au projet sa chaude approbation et a sollicité l'autorisation de la reine pour accomplir en Espagne ce que le prince Charles de Prusse avait fait à Berlin. En Danemark, le ministre de la guerre a informé officiellement le comité central de Genève que son gouvernement approuvait cordialement les résolutions votées à la Conférence internationale d'octobre. D'un autre côté, le roi de Prusse, qui s'intéresse tout particulièrement à cette œuvre, a déjà résolu pratiquement la question de neutralisation. Les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ont, avec sa permission, fait construire à Altona un grand hôpital pour les soldats blessés dans la guerre de Danemark.

L'Empereur Napoléon III a fait adresser la lettre suivante au secrétaire de la conférence de Genève :

« Monsieur, l'Empereur a pris connaissance des vœux émis par la Conférence internationale qui vient d'avoir lieu à Genève, sous la présidence de M. le général Dufour, pour étudier la question des secours internationaux à donner aux militaires blessés sur le champ de bataille.

« Sa Majesté approuve hautement l'objet de la Conférence, et les vœux émis pour l'accomplir. Elle désire concourir à votre œuvre en favorisant la formation du comité de secours que vous cherchez à constituer actuellement à Paris, et elle vous autorise bien volontiers à faire connaître toute la sympathie qu'elle éprouve à cet égard.

« L'Empereur m'a en outre chargé d'écrire à Son Excellence le maréchal ministre de la guerre pour qu'il autorise quelques officiers d'un grade élevé dans l'armée à faire partie du comité que vous organisez.

« Je vous prie d'agréer mes sentiments dévoués.

« *Le colonel aide de camp,*

FAVÉ. »

Le 8 août 1864, une seconde réunion de la Conférence eut lieu à Genève, et en même temps se tenait dans la même ville un Congrès international, réuni avec pleins pouvoirs pour traiter officiellement de graves questions du droit des gens, que les autorités de la Confédération suisse lui avaient signalées comme se rattachant à la réforme sanitaire des armées. A la fin de cette brochure on trouvera un court exposé des travaux accomplis dans cette

importante réunion de savants et d'hommes d'État ; qu'il nous suffise de dire ici que le traité, tel qu'il a été finalement conclu et ratifié par les représentants officiels de quinze gouvernements européens, ne pourra manquer de donner un nouveau caractère au droit militaire, et de diminuer singulièrement les horreurs du champ de bataille.

L'exposé qui suit est une modeste tentative pour raconter l'histoire de la Commission sanitaire des États-Unis, et montrer la nature et les résultats de l'œuvre qu'elle a accomplie. L'auteur reconnaît que les renseignements mis sous les yeux du lecteur sont inévitablement incomplets et fragmentaires, mais il a la confiance que les points les plus saillants de cette Association auront été présentés avec un relief suffisant. Il se sentira surabondamment récompensé des peines et soins que lui aura coûtés ce résumé, quelque imparfait qu'il puisse être, s'il réveille dans le public un intérêt plus général pour la question des réformes militaires, et s'il contribue à préparer en Europe une réalisation plus pratique et plus parfaite d'une institution philanthropique semblable à celle qui existe déjà de l'autre côté de l'océan.

En préparant la présente brochure, l'auteur s'est

efforcé de prendre ses renseignements et ses faits statistiques aux sources les plus sûres. Il a généralement indiqué les autorités par des notes au bas de chaque page; mais il croit utile d'indiquer les publications qu'il a consultées avec le plus de fruit [1].

L'auteur est heureux de reconnaître ici ses obligations envers de nombreux amis, dont plusieurs remplissent de hautes fonctions auprès des gouvernements soit en Amérique, soit en Europe, et auxquels il est redevable de renseignements importants.

Paris, décembre 1864.

[1] La série des admirables *Official Papers*, ou documents officiels, publiés par la Commission sanitaire; — le *Sanitary Commission Bulletin*, journal officiel de la Commission; — le *North-American Review*, 1864; — l'*Atlantic Monthly Magazine*, 1863, 1864; — le recueil de documents intitulé *the Official Report on the Sanitary Condition of the British Army*; — le *Traité de Géographie et de Statistique médicales*, par M. Boudin.

UNIVERSITY
Library.
Of California.

LA

COMMISSION SANITAIRE

DES ÉTATS-UNIS

CHAPITRE PREMIER

L'HYGIÈNE DES ARMÉES

Observations préliminaires. — Statistique hygiénique militaire en Amérique et dans l'ancien monde. — Négligence des gouvernements à l'égard des soldats. — Conditions sanitaires et mortalité des soldats en temps de paix. — Conditions sanitaires et mortalité des soldats en temps de guerre. — Organisation militaire aux États-Unis avant la guerre civile.

Afin d'arriver à une juste appréciation des grandes choses accomplies par la Commission sanitaire des États-Unis, il est important de présenter un aperçu rapide du but qu'elle avait à poursuivre et des difficultés qu'elle avait à surmonter.

Le merveilleux succès de cette entreprise ne doit pas être attribué à un heureux concours de circonstances favorables, il est bien plutôt le résultat d'une

longue suite d'efforts presque surhumains faits par d'éminents philanthropes. Le sentier que les membres de la Commission avaient à parcourir n'était point parsemé de roses : c'était le sentier pénible et difficile du devoir, de l'oubli de soi-même et du dévouement. En faveur de la plus noble des causes qui puisse enthousiasmer les amis de l'humanité, ces patriotes offrirent leurs services dès le commencement de la guerre civile ; ils contribuèrent librement et généreusement de leur temps, de leurs ressources, de leur influence pour développer un vaste système d'opérations qui devait produire les plus heureux résultats pour le bien de tous.

En reportant nos regards sur l'œuvre accomplie, en comptant les sommes énormes qui ont été recueillies et les secours immenses qui ont été distribués, nous pouvons bien douter que les pionniers de cette mission d'humanité, entreprise « avec crainte et tremblement, » aient jamais entrevu les brillantes perspectives auxquelles elle devait atteindre plus tard. Les premiers débuts furent modestes et sans prétention, tant il est vrai que le simple est le premier élément du sublime. L'opinion publique des États-Unis sentait qu'il y avait quelque chose à faire ; toutefois, dans cette crise alors si pleine de périls, on était hésitant encore, on était préoccupé, incertain au sujet de la manière d'agir. Tout en désirant donner sa sympathie et son aide aux soldats qui se

précipitaient vers les champs de bataille, le peuple n'avait pas encore conscience de la tâche gigantesque qui l'attendait. Les premiers efforts d'organisation médicale qui furent tentés après le premier désastre de Bull-Run étaient aussi généreux qu'énergiques ; mais faute d'unité convenable et de direction, ils ne pouvaient être que confus et incomplets, et devaient s'éteindre bientôt avec l'enthousiasme qui les avait produits.

Un vaste champ d'action s'ouvrait aux sentiments de philanthropie qui animent le peuple américain aussi bien que la plupart des nations civilisées ; mais il fallait à ces sentiments une direction intelligente et une surveillance continuelle pour que l'œuvre d'humanité fût remplie dans son entier. A ceux qui ont eu assez de haute sagesse pour comprendre la grandeur de la lutte qui allait éclater et les sacrifices qu'elle devait imposer, à ceux qui ont eu le courage de se mettre à la hauteur des circonstances, à ceux-là revient tout l'honneur des actes qui ont justement excité l'admiration du monde entier.

Il suffit de jeter un regard intelligent dans les rapports de statistique militaire pour constater d'une manière certaine que les conditions hygiéniques des soldats sont de beaucoup inférieures à celles des hommes restés dans la vie civile. La proportion des morts et des malades dans toutes les armées, soit en

temps de guerre, soit en temps de paix, est relativement plus considérable qu'elle ne l'est parmi les personnes du même âge dans les professions ordinaires. C'est là un fait qui peut sembler étonnant à tous ceux qui savent comment se fait le choix des hommes destinés au service. Chaque gouvernement prend la « fleur » de son peuple pour en recruter ses armées. Une constitution robuste et vigoureuse, l'exemption de toute infirmité, sont les premières conditions imposées à tous les conscrits, sur lesquels cependant frappe la grande mortalité. Il est aussi curieux qu'instructif de mettre en regard les nombres de ceux qui en plusieurs pays se sont présentés au conseil de révision, et de ceux reconnus propres au service. Pendant les vingt années qui se sont écoulées de 1832 à 1851, un peu plus de 300,000 candidats ont demandé à être admis dans l'armée anglaise, et plus de 97,000, soit 32 °/₀, n'ont pas été acceptés pour divers motifs. En France, durant une période de treize années, de 1831 à 1843 inclusivement, 2,280,540 jeunes gens ont dû tirer au sort, et sur ce nombre près de 200,000 ont été renvoyés, parce que, vigoureusement constitués d'ailleurs, ils restaient au-dessous de la taille requise. En faisant cette déduction il reste près de 2,100,000 individus parmi lesquels 680,000, soit 32 °/₀, ont été rejetés pour inaptitude physique[1].

[1] Voir *Report on the Sanatary condition of the British army*, p. 418.

Dans l'armée américaine, les raisons matérielles de force et de santé ne sont pas les seules qui rendent impropre au service militaire. En 1852, sur 16,000 volontaires environ qui se présentèrent au bureau d'inscription, 11,000, soit 68 %, furent refusés pour des motifs autres que des défauts physiques, tels que : trop jeune, — trop vieux, — ne parlant pas anglais, — marié, — intempérant, — immoral, — déserteur d'une autre armée. Du chiffre restant, soit 5,169 hommes, près de 2,500 ont été renvoyés pour inaptitude physique. Il en résulte que les acceptations ont été de 2,726 seulement, soit une proportion de 17 %, environ un sixième des candidats. Un nombre de refusés aussi considérable ne s'est vu qu'aux États-Unis et en temps de paix[1]. En effet, il est de notoriété publique qu'à une époque de tranquillité et de prospérité générales, personne ne songe à s'enrôler dans l'armée régulière, à moins qu'il ne lui soit impossible de faire quelque chose de mieux. Mais il en est autrement quand éclate une guerre. Alors une meilleure classe d'hommes, ayant pour mobile un noble patriotisme, viennent offrir leurs services à leurs pays ; en conséquence, les refus d'inscription sont proportionnellement bien moins considérables.

La conclusion naturelle qui ressort de ces faits est qu'à l'instant de son enrôlement la population

[1] Voir *Medical statistics of the United States army, from* 1839 *to* 1854, p. 625.

militaire est physiquement très-supérieure au reste des habitants. Toutes choses étant égales d'ailleurs, si les conditions sanitaires étaient le mêmes pour les uns et les autres, les morts et les maladies devraient être moins nombreuses dans l'armée que dans la société civile.

Mais l'expérience démontre qu'il n'en est point ainsi, et les faits contredisent la théorie d'une façon déplorable. Pour maintenir à son maximum d'intensité la force vitale d'une armée, il faut autre chose que le simple choix d'hommes se trouvant tous dans la fleur de l'âge et dans la force de la santé. Le corps humain est un mécanisme admirable et délicat qui exige pour son action normale la consommation incessante d'ingrédients appropriés, et, pour sa conservation, des soins intelligents et continuels. Il lui faut en abondance une nourriture convenable et de l'air pur ; il lui faut une protection suffisante contre le froid, la chaleur, l'humidité, il lui faut l'alternance d'un travail modéré et d'un repos réparateur. La privation d'un seul repas, l'usage d'aliments peu nutritifs ou d'une digestion difficile, la perte d'un sommeil nécessaire sont inévitablement suivis d'un déficit proportionnel dans la force de l'individu, et, par le fait même de sa constitution, il est impossible que de pareils accidents ne se répercutent pas dans l'intérieur de l'organisme. Les organes digestifs s'approprient, pour les déverser dans les vaisseaux

sanguins, juste autant de substance nutritive qu'il en existe dans nos aliments sous forme assimilable, mais ils ne sauraient aller au delà. En outre, cette opération réparatrice nécessite elle-même la dépense d'une quantité déterminée d'énergie vitale. Les artères convertissent en chair vivante juste autant d'éléments nutritifs que leur en apportent les organes digestifs, mais pas davantage. Les poumons rejettent du corps autant d'atomes usés, autant de chair morte que l'oxygène aspiré en peut convertir en eau et en gaz acide carbonique; mais c'est tout ce qu'il est en leur pouvoir de faire. L'action des lois de la nature est inexorable; les résultats de leur fonctionnement ne dépendent pas de notre volonté, mais d'une inflexible nécessité. La chaudière d'une machine à vapeur n'est pas plus impérieuse que ne l'est le corps humain dans ses exigences : il lui faut aussi une certaine mesure d'eau et de charbon, pour qu'elle produise en retour un certain effectif de vapeur à une certaine tension. Amoindrissez la qualité ou la quantité du charbon, réduisez la consommation d'eau, et vous diminuerez dans la même proportion le maximum de force utile que la machine eût été capable de vous donner.

Malheureusement ces vérités à la façon de M. de la Palisse, ces banalités de mécanique et de physiologie semblent trop souvent ignorées ou complétement perdues de vue. Les leçons de l'expérience

profitent peu au monde; il ne manque pas de théoriciens superstitieux se figurant qu'on pourrait accoutumer un cheval à ne manger qu'un brin de paille par jour, et oubliant que toutes les fois qu'on a mis ce système en pratique la pauvre bête est morte avant d'avoir pu s'y habituer. Des gouvernements qui ne se sentent aucune faiblesse pour les utopistes, et qui ne voudraient pas tomber dans le paradoxe, s'étudient à réduire au minimum d'étoffe les effets du soldat tout en prétendant l'habiller suffisamment. Qu'il soit en campagne ou dans la caserne, il doit se contenter de vivre dépourvu de la plupart des comforts et commodités de la vie privée; qu'il soit couché sous la tente ou bien entre les murs d'une caserne, il dort dans des conditions d'hygiène notablement inférieures à celles qu'il avait chez lui. Même en temps de paix et dans les circonstances en apparence les plus favorables, la moyenne des morts et des maladies, constatée par des chiffres irrécusables, est bien plus considérable dans les rangs de l'armée que dans ceux de la population civile. En temps de guerre, cette moyenne est subitement augmentée. Il est donc évident qu'un bien grave défaut dans l'organisation matérielle du service militaire peut seul expliquer cette affligeante disproportion.

Pratiquement, la guerre doit être envisagée comme une association ayant un but déterminé.

L'autorité entreprend d'assurer au peuple certains droits et avantages, certaines frontières et institutions. Quand la possession de ces droits est mise en danger, elle prend les armes dans l'intérêt présumé de tous. En conséquence elle se lie par un véritable contrat avec les soldats qu'elle enrôle sous ses drapeaux. D'un côté, le gouvernement doit fournir l'argent, une surveillance vigilante et une direction habile; d'un autre côté, les soldats tout fraîchement sortis des rangs du peuple doivent donner leur force vitale, leur courage, leur persévérance. En droit et par les termes mêmes du contrat, le gouvernement est libre d'employer les vies mises à sa disposition, autant qu'il le croit nécessaire au succès de l'entreprise commune. Mais en équité, il est évidemment tenu de mettre la plus grande discrétion dans l'emploi de toutes ces vies humaines. Sans aucun doute, quand le pays est en un grave danger, quand l'existence même de la nation est en question, il peut envoyer sur le champ de carnage ses soldats à la glorieuse « orgie des batailles », car les blessures et la mort sont la récompense à laquelle le patriote aspire, et du reste elles sont inévitables pour un grand nombre. Mais l'autorité n'a point le droit de laisser perdre par sa négligence ou par sa maladministration les vies des soldats, ou d'exposer leur santé à tous les dangers des maladies, des miasmes, du mauvais air, de la nudité ou de la

disette. De l'honneur il y en aura toujours dans les blessures gagnées à la bouche des canons, mais l'imagination la plus subtile ne pourra jamais entourer d'aucun reflet glorieux la dyssenterie, le typhus ou le choléra. Jusqu'à quel point les gouvernements ont-ils tâché de remplir leur devoir? C'est là ce que vont nous dire des faits qui parlent d'eux-mêmes.

Dans son ouvrage sur les Sociétés de secours mutuels (*Friendly Societies*), M. Ansell évalue la perte moyenne subie par les hommes de 20 à 40 ans, c'est-à-dire pendant l'âge militaire, à 5,60 jours par an, soit à 1,50 %. Dans ses « Contributions à une Statistique de la Vie » (*Contributions to Vital Statistics*), M. Neilson trouve une moyenne de 7 jours de maladie, soit 1,92 %. Probablement le chiffre moyen entre ces deux évaluations, 1,71 %, nous donne la plus exacte mesure des maladies probables pour les mâles qui sont dans la force de l'âge.

Quant aux chiffres relatifs à la mortalité, nous possédons, recueillies à un grand nombre de sources, des données très-dignes de confiance. En Angleterre et dans la principauté de Galles, prises en bloc, il meurt chaque année 92 mâles de toute classe sur 10,000 individus âgés de 20 à 40 ans, ce qui nous donne la proportion de 0,92 %; cette proportion n'est que de 0,77 % dans les districts les plus salubres du pays. Un calcul analogue donne comme mortalité

annuelle, pour les mâles âgés également de 20 à 40 ans et habitant l'état de Massachusetts, le chiffre de 1,11 %, moyenne qui est à peu près celle des autres états de la Nouvelle-Angleterre, mais qui est dépassée dans ceux du Sud. De ces faits, il nous est facile de conclure que, dans toute communauté jouissant d'une santé normale, les mâles de l'âge militaire sont annuellement frappés de maladie dans une proportion qui varie de 1,50 à 1,92 %, et meurent suivant le taux de 0,77 à 1,11 %.

Entre ces chiffres et ceux que donnent les statistiques militaires pour les temps de paix et de guerre, la comparaison ne peut manquer d'être instructive. De 1839 à 1853, durant une période de treize années, la mortalité annuelle de l'armée britannique, sauf dans les corps d'artillerie, du génie et des colonies, a été de 330 sur 10,000. Pendant une année appartenant à cette même période, la mortalité était de 380 sur 10,000 dans un corps de 200,000 hommes appartenant à l'armée russe. Dans les dix années qui se sont écoulées de 1829 à 1838, la mortalité annuelle de l'armée prussienne, sur un effectif moyen de 150,000 hommes, a été de 135 par 10,000[1]. De 1840 à 1854, en retranchant les deux années de la guerre du Mexique, la mortalité annuelle de l'armée américaine a été de 283 pour 10,000. En d'autres

[1] Voir Boudin, *Traité de Géographie et de Statistique*, tome II, p. 286.

termes, pour deux citoyens qui venaient à mourir dans l'état de Massachusetts, il mourait cinq soldats américains; il en mourait trois pour un civil en Angleterre ou au pays de Galles.

Ce ne sont là que des statistiques se rapportant aux temps de paix. Les plus sombres pages de l'histoire sont celles qui nous racontent les ravages opérés par la guerre sur la vie et la santé des soldats. Avant la campagne d'Égypte, en 1801, l'armée anglaise comptait 1,820 malades par 10,000 soldats, et l'armée française, plus favorisée, en avait 1,250, soit le huitième de son effectif[1]. En 1809, le gouvernement anglais fit partir près de 40,000 hommes pour la malheureuse campagne des Pays-Bas; en 97 jours, 12,687 soldats malades avaient été déjà ramenés dans leur pays, et, quatre mois plus tard, la force effective était réduite à 4,000 hommes. Dans la guerre de la Péninsule, qui dura de 1808 à 1814, le nombre des malades variait de 2,090 à 3,300 par 10,000. Pendant les quarante et un mois finissant en mai 1814, les hôpitaux contenaient une proportion de 22,5 % de l'armée, et sur ce nombre 1,5 % seulement se composaient de blessés ; les 21 % ou 14/15° des hommes restant étaient abattus par les maladies. Pendant la même campagne, la mortalité totale était de 11,80 % pour l'ensemble de l'armée[2]. Le 14 no-

[1] Voir *London Statistical Journal*, vol. XIX, p. 247.
[2] Voir Edmonds, *London Lancet*, vol. XXXVI, p. 143.

vembre 1809, lord Wellington écrivit, dans une dépêche adressée à lord Liverpool, qui était alors à la tête du gouvernement britannique : « En tout temps et en tout lieu, la liste des malades comprend le dixième de tous les soldats. » Dans la guerre de la Péninsule, la moyenne des soldats malades dans l'armée française était de 13,60 °/₀ en Espagne, et de 14,60 °/₀ en Portugal. La légion britannique qui, en 1836, fut envoyée en Espagne était composée de 7,000 hommes, parmi lesquels 5,000, soit 71 °/₀, entrèrent à l'hôpital dans les trois premiers mois et demi. En six mois, 1,233 étaient morts, soit 35 °/₀ du nombre total. Durant la guerre de Crimée, le gouvernement britannique expédia 82,901 soldats, du 10 avril 1854 au 31 juin 1856, et pendant ces vingt-six mois trois quarts, la force moyenne de l'armée anglaise ne dépassa pas le nombre de 34,500 soldats. Tous ces hommes, engagés dans la guerre d'Orient, ont fourni 218,952 cas d'hôpital, sur lesquels 11 °/₀ provenaient de blessures reçues sur le champ de bataille et 89 °/₀ de maladies contractées au camp. Pendant les deux années finissant en mars 1856, il y eut un peu plus de 16,010 morts, soit une moyenne annuelle d'environ 23 °/₀, proportion énorme due en grande partie à l'affreuse condition dans laquelle se trouvaient les hôpitaux. En examinant les rapports plus en détail, on apprend, toujours par les sources officielles, que

sur 10,000 soldats, pendant les trois mois d'avril, mai et juin 1854, il y eut 87 cas de mort, 159 en juillet, 340 en août et septembre, 679 en décembre. Dans le mois de janvier, le chiffre fut énorme : 1,142. A ce taux, l'armée entière eût été exterminée dans l'intervalle de dix mois et demi[1]. Miss Nightingale raconte que pendant le mois de février 1855 la mortalité dans les hôpitaux de Scutari et de Kulali était de 46,7 °/₀. Les morts et les guérisons se balançaient à peu près.

D'un rapport récent adressé à l'empereur par le ministre de la guerre, maréchal Randon[2], il résulte que la mortalité varie dans l'armée française suivant le temps de service déjà accompli. Ainsi la mortalité par 1,000, pour les soldats qui ont servi moins d'une année, est de 11,35 ; elle est de 13,38 pour ceux qui ont servi de 1 à 3 ans ; de 3 à 5 ans, la mortalité se réduit à 9,30 ; de 5 à 7 ans, elle est de 7,40. Elle est à son minimum, soit à 5,35, pour les soldats de 7 à 14 ans de service. Une légère réaction a lieu ensuite, et de 14 à 25 ans de service le taux est de 7,11. La mortalité moyenne pendant les quartorze premières années est donc de 7,78 par 1,000.

[1] Voir *Report on the Sanitary Condition of the British Army*, p. 524.

[2] *Statistique médicale de l'armée, pendant l'année* 1864. Appendice au compte rendu sur le service du recrutement de l'armée. Paris, 1864.

La mortalité générale dans l'armée française a été, en 1862, année de paix, de 10,14 pour 1,000. C'est un progrès remarquable depuis 1846. A cette époque, le général Paixhans établissait[1] que la mortalité était de 19 sur 1,000 pour l'armée à l'intérieur, de 64 sur 1,000 pour l'armée d'Algérie; pour l'ensemble des troupes, elle était de 28 par 1,000, la mortalité des jeunes gens non militaires n'étant que de 13 sur 1,000.

Pendant l'année 1862, toujours d'après ce même rapport du maréchal Randon, 106,000 soldats avaient été envoyés aux hospices, 75,000 aux infirmeries réglementaires, 622,000 avaient été traités en chambre, ce qui donnait une proportion moyenne de 2,160 malades pour 1000 hommes d'effectif.

Le nombre total des journées de maladie pour 820,367 malades avait été de 6,126,736, soit un total de 16,786 années, et une moyenne de 7,47 jours par malade, et de 16 journées par homme de l'effectif moyen.

Aux États-Unis les statistiques ne sont pas moins instructives. Dans ses Esquisses médicales (*medical Sketches*), le docteur Mann mentionne un régiment de la frontière du Canada, dont la force effective fut réduite de 900 hommes à 200, dans une seule

[1] Voir le *Moniteur universel*, séance du 2 avril 1846.

année de la guerre de 1812 à 1814. Le docteur Gallup raconte, dans son ouvrage sur les épidémies (*Epidemics*), que, durant l'hiver de 1812 à 1813, des troupes en garnison à Burlington (Vermont) perdirent 750 hommes sur 2,500. Plus de 100,000 hommes partirent pour l'expédition du Mexique, et sur ce nombre 1,549 périrent par suite de blessures et 10,986 pour cause de maladies. Ces chiffres établissaient une mortalité annuelle de 11 %, dix fois plus que dans la vie civile.

Pendant la guerre qui sévit actuellement aux États-Unis, la Commission sanitaire a fait une enquête officielle et aussi exacte qu'il était possible de tous les soldats, tant volontaires que réguliers, qui composaient l'armée en avril 1862. Il résulte de cet état que la proportion des malades était, sur 1000 soldats, de :

74,6	dans les régiments	de la N^lle^-Angleterre,
56,6	»	des états du centre,
104,3	»	des états de l'ouest,

soit une moyenne générale de 90 sur 1000.

M. Elliott, membre de la Commission, nous donne, dans un travail présenté au Congrès international de statistique à Berlin, l'état sanitaire détaillé des divers régiments pendant une période de quinze mois, s'étendant de juin 1861 à la fin d'août 1862. Cet état montre que le nombre des malades variait de 30,3 à 87,6 sur 1,000. Le taux général de mor-

talité était, pour un effectif de 1,000 soldats, de 72, parmi lesquels 20 morts sur le champ de bataille ou des suites de leurs blessures, et 52 emportés par des accidents ou des maladies. Cette proportion est bien inférieure à celle qui a existé jusqu'à présent dans les armées européennes; elle n'est que le septuple de la mortalité annuelle qui règne sur la population civile des deux continents. Il est important de noter tout particulièrement que, dans la multitude des maladies qui déciment les armées d'Europe et d'Amérique, la plus forte quantité appartient à la classe des maladies zygomatiques, lesquelles pourraient être prévenues par une hygiène rationnelle.

Avant que n'éclatât la guerre civile actuelle, l'organisation militaire des États-Unis, comparée à celle des autres pays, était peu importante. Dès les débuts, la politique constante de la république américaine avait été généralement pacifique. Par l'influence de la déclaration de Monroe, le gouvernement des États-Unis, tout en protestant contre une intervention européenne dans le continent américain, se tenait en dehors des affaires de l'ancien monde, prévenant ainsi toute possibilité de conflit. Les chances de guerre étaient considérées comme très-éloignées par les hommes d'état les plus prévoyants de l'Amérique. On comprend qu'en pareille situation, il ne manquait, ni au sénat, ni dans la chambre des représentants, d'orateurs pour s'op-

poser par principe à l'institution d'une armée permanente et à l'appropriation de fonds pour l'académie de West-Point, espèce d'École Polytechnique fournissant aux États-Unis tous les officiers militaires. L'armée ne dépassait pas 20,000 hommes, chiffre beaucoup trop considérable suivant ces orateurs. De nombreux patriotes prétendaient même que l'armée était une excroissance inutile et dangereuse du corps politique, et allaient jusqu'à en demander la suppression. De leur côté, les officiers, qui tous avaient reçu une éducation brillante, étaient animés d'un esprit de corps d'autant plus intolérant que leur cercle d'action était plus limité, et dans certaines fractions de la société, on leur reprochait d'afficher une apparence de présomptueuse aristocratie, indigne d'une république moderne.

Dans les états du Sud, il est vrai, le sentiment était tout autre, vu la nature différente des éléments sociaux. Là diverses académies, organisées sur le modèle de West-Point, donnaient une éducation militaire à leurs élèves et développaient dans les populations esclavagistes le goût de la parade et des aventures; en même temps on veillait très-rigoureusement au maintien du système de la milice nationale. Mais dans les états du Nord, les institutions militaires étaient inconnues, et la milice n'existait que de nom. Le titre de général de la milice (*militia-general*) n'était qu'un sobriquet ridicule.

CHAPITRE II.

PREMIÈRES RÉUNIONS POPULAIRES. — PREMIÈRES DEMANDES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT.

Ouverture des hostilités. — Première tentative d'association pour la réforme sanitaire. — Initiative des femmes. — Association centrale fondée à New-York. — Elle se met en rapport avec le pourvoyeur en chef de l'armée. — Réponse de ce fonctionnaire. — Députation d'hommes éminents envoyée à Washington. — Démarches du comité auprès du gouvernement. — Constitution de la Société.

Tel était l'état de l'opinion, tel était le système militaire dans les deux sections du Nord et du Sud, lorsque la guerre commença par l'attaque du fort Sumter, le 12 avril 1861. L'effet immédiat de cette attaque inattendue fut d'exciter dans le peuple entier un sentiment de profonde indignation. Le géant qui sommeillait se réveilla dans la conscience de sa force. Les deux adversaires comprirent à l'instant que leur lutte devait être une guerre de Titans. Le lendemain du bombardement du fort Sumter, le président Lincoln lança sa première proclamation,

ordonnant la levée de 75,000 volontaires, nombre qui à ce moment paraissait énorme. La réponse à cet appel fut enthousiaste et instantanée. De tous côtés on entendit le bruit de terribles préparatifs. Le secrétaire de la guerre fut assiégé d'offres de régiments de la part de patriotes qui croyaient leur zèle une garantie suffisante de capacité militaire. Tant de volontaires se présentèrent, que le gouvernement fut dans la nécessité absolue de refuser un plus grand nombre de recrues. Chaque gare de chemin de fer aboutissant à la capitale était encombrée de trains chargés de milliers d'hommes accourant pour défendre leur pays en danger.

Il est évident que le tumulte et la confusion durent bientôt s'ensuivre; la discipline, et plus encore l'expérience militaire faisaient complétement défaut. Des troupes recrutées à la hâte, organisées au hasard, étaient précipitées sur le champ de bataille. Les officiers n'en savaient pas plus long sur leurs devoirs militaires que les soldats qui les avaient élus; les fourriers ignoraient jusqu'aux termes à employer pour commander les approvisionnements et les logements nécessaires. Les chirurgiens ne savaient à qui s'adresser pour avoir des médecines et des instruments, ils demandaient au bureau médical des choses qu'on ne pouvait leur donner, et, au mieux, il leur fallait attendre des semaines avant qu'on fît droit à leurs demandes.

Le désordre était lamentable. En prévision des énormes difficultés qui ne pouvaient manquer de se faire bientôt sentir, quelques hommes de cœur agirent sans plus tarder. Déjà l'on s'occupait dans les familles de fournir et d'expédier aux soldats les objets qui pouvaient en quelque sorte suppléer aux comforts domestiques. Dans les églises et dans les écoles, dans les salons et les boudoirs, des mains actives travaillaient à faire de la charpie, des bandages, des costumes d'hôpital. Les membres les plus considérables de la profession médicale faisaient chaque soir des cours dans lesquels ils donnaient les prescriptions les plus minutieuses pour la préparation de ces objets indispensables. Dans les villes, dans les villages et jusque dans les hameaux les plus reculés, des associations se formaient; chacun demandait à être instruit et guidé.

La première réunion tendant à quelque organisation définitive fut tenue au Dispensaire des femmes de New-York (*New-York Infirmary for women*), le 25 avril 1861, neuf jours après la première proclamation présidentielle. L'assemblée était composée de près d'une centaine de dames appartenant toutes aux familles les plus distinguées et les plus honorables. De cette source, modeste encore, a jailli le fleuve de charité qui a répandu ses bénédictions sur tout le pays. On suggéra l'idée d'organiser sys-

tématiquement tous les efforts individuels en une « Association centrale »; puis on mûrit l'idée, et, suivant l'usage indispensable aux États-Unis, on nomma un comité pour mettre le plan à exécution. Ce comité rédigea une « Adresse aux femmes de New-York et particulièrement à celles qui se préparaient à pourvoir aux maladies et blessures que la guerre devait inévitablement amener après elle. » Ce manifeste, qui reçut une grande publicité dans les journaux, s'exprimait catégoriquement sur la nécessité de donner à l'armée une assistance médicale plus complète. Il insistait sur ce fait que de nombreuses sociétés travaillant sans entente préalable, sans direction ni organisation, sans aucune relation avec les autorités militaires, et sans aucune instruction quant aux besoins probables ou immédiats de l'armée, ne pouvaient que dépenser leur enthousiame en efforts sans proportion avec leur but, négliger certains besoins pour donner à quelques autres une attention exagérée, et mettre dans un fâcheux embarras les autorités médicales, tant par la variété et l'irrégularité de leurs offres d'assistance que par d'inutiles demandes de renseignements. L'adresse pressait ensuite les femmes américaines de continuer à témoigner leur bonne volonté à l'égard de l'armée, d'abord en contribuant par leur travail et leur argent à la préparation de charpie, de bandages et de provisions, qui seraient mis à la disposition du service des am-

bulances, puis en s'offrant personnellement comme infirmières. Sur ces deux points, il était absolument nécessaire d'avoir des renseignements exacts et précis qu'une association centrale embrassant toute la république pouvait seule obtenir. Quatre-vingt-onze signatures de dames bien connues du public se trouvaient au bas de cet émouvant manifeste, qui se terminait en convoquant pour le 29 avril, et au *Cooper-Institute*, une nouvelle réunion plus considérable que la première.

L'assemblée eut lieu. C'est probablement la réunion de femmes la plus nombreuse qui ait eu lieu aux États-Unis. La direction des débats fut confiée à des hommes haut placés dans la confiance du pays. M. Hamlin, vice-président des États-Unis, fit un discours, et les révérends docteurs Bellows et Bethune, de même que le vénérable docteur Mott, tous philanthropes bien connus en Europe, prirent une part active à la discussion. Le président nomma un comité d'organisation, réunissant les dames de New-York en une « Association centrale des femmes pour l'Assistance médicale (*Women's Central Association of Relief*). » Les statuts exposent ainsi le but de la société :

« Recueillir et distribuer des renseignements pris aux sources officielles et concernant les besoins actuels ou probables de l'armée;

« Établir une correspondance officielle entre la société et le corps médical appartenant aux troupes fédérales ;

« S'allier avec l'Association médicale de New-York (une société très-recommandable de médecins et de chirurgiens) pour l'approvisionnement d'un magasin central de charpie et de bandages ;

« Solliciter et accepter l'aide des associations locales ;

« Ouvrir un bureau pour l'examen et l'enregistrement d'élèves devant recevoir une éducation médicale en qualité d'infirmiers et d'infirmières ;

« Prendre les mesures nécessaires pour assurer des gardes-malades expérimentés en nombre suffisant pour les besoins de la guerre. »

Le célèbre médecin Valentin Mott fut nommé président de l'Association, et le docteur Bellows reçut le titre de vice-président. Un publiciste très-distingué, M. T. Law Olmsted[1], fut choisi comme secrétaire général.

La première occupation de l'Association centrale fut de se procurer des renseignements précis et authentiques sur les besoins de l'armée. En conséquence, elle s'empressa de poser au pourvoyeur en

[1] Nous citerons surtout parmi ses ouvrages : « *Journeys and Explorations in the Cotton Kingdom*. London, 1862. — *Journey in the Back Country*. New-York. — *Seaboard Slave-States*. New-York. »

chef, résidant à New-York, la plus haute autorité médicale de l'armée régulière, une série de questions qui avaient été longuement étudiées. Elles portaient sur deux points relatifs, le premier aux fonctions du corps médical de l'armée et à la possibilité d'une entente entre ce corps et l'Association centrale pour une action commune, et le second à la nature et à l'importance des secours spontanés dont on aurait probablement besoin. En outre, l'Association demandait des réponses catégoriques à diverses questions, parmi lesquelles nous citerons les suivantes :

1. — Quelles sont les fonctions précises du corps médical dans l'armée et en temps de guerre ? Comment des aides volontaires peuvent-ils être utiles sans compromettre les règlements et les nécessités de la discipline ?

2. — Quelles sont les rations fournies par le gouvernement pour les malades et les blessés ? Y a-t-il quelque lacune que puissent remplir les offres volontaires ?

3. — Quels sont les approvisionnements médicaux les plus urgents qui ne soient pas encore à la disposition du corps médical de l'armée régulière ?

4. — Est-il désirable, est-il possible de s'entendre officiellement avec le bureau médical de Washington, le président des États-Unis et le ministre de la guerre, pour établir des relations suivies entre le

corps médical de l'armée et les associations volontaires ?

5. — Selon toute probabilité, combien de soldats seront mis en ligne durant la guerre?

6. — Quelle est la proportion des maladies dans nos armées, indépendamment du climat et du campement?

7. — Comment nos armées sont-elles affectées par un changement de climat ou de pays? Quels sont l'étendue et les résultats probables des divers déplacements auxquels elles devront être soumises?

8. — Quelles sont les maladies spéciales auxquelles notre armée sera exposée?

9. — Quelle est dans les armées en campagne la proportion habituelle entre les cas de maladies, de blessures et autres accidents?

10. — Dans la campagne du Mexique, en 1846, quelle a été la proportion des morts et des maladies relativement au nombre des hommes engagés?

11. — De récentes guerres, soit aux États-Unis, soit à l'étranger, ont-elles changé les vues de nos médecins relativement à l'hygiène de l'armée?

12. — Ne peut-on pas calculer le nombre probable des cas de maladie, en prévoir la nature, et par conséquent indiquer les remèdes qui seront nécessaires?

13. — N'y aurait-il pas à s'occuper des moyens de prévention? Ces moyens de prévention ne de-

vraient-ils pas être cherchés au moyen d'une enquête sur les maladies présumées, pour savoir la part qui, dans ces maladies, reviennent à des causes nécessaires et à des causes accidentelles? Que peut-on prévenir? A quoi peut-on remédier?

14. — Toutes les considérations précédentes ne seraient-elles pas réductibles à celles-ci : Quelle est la condition physique des soldats enrôlés? Quels sont la nature de leurs aliments et les moyens mis à leur disposition pour les préparer? Quelle est la qualité des vêtements? Quels sont le site et la disposition des camps?

15. — Ne pourrait-on pas, en conséquence, réduire à son minimum le pourcentage des morts et des maladies, en élevant à son maximum la force effective de l'armée? Ne pourrait-on pas arriver à ce résultat par une inspection préliminaire plus attentive des comforts du soldat, par un système culinaire amélioré, par une surveillance plus constante de l'hygiène des troupes, de leur habillement, de leurs préparatifs de marche, de leurs souliers, chapeaux et autres objets?

16. — Nos régiments sont-ils pourvus d'un personnel médical compétent et suffisamment nombreux? Comment inculquer l'hygiène militaire aux volontaires hospitaliers?

17. — Les conscrits ou volontaires prendront-ils avantage des avis et recommandations hygiéniques

qui pourraient leur être adressés, si les précautions sanitaires ne sont pas considérées comme une affaire de discipline rendue obligatoire par ordonnance du secrétaire de la guerre? Quels sont les moyens pratiques pour attirer l'attention sérieuse des soldats en ce qui concerne leur santé?

L'examen le plus superficiel de cette série de questions montre immédiatement que les membres du comité étaient parfaitement à la hauteur de leur tâche et comprenaient l'importance de leur mission.

La réponse que leur fit le pourvoyeur en chef du service médical fut justement celle qu'on devait attendre d'un homme intelligent, mais enveloppé dans les langes de la routine et attaché dans les linceuls de la tradition. Il ne manqua pas de dire qu'il se rendait parfaitement compte de l'importance des questions qui avaient été signalées à son attention, — qu'il appréciait l'admirable netteté avec laquelle elles avaient été posées, — qu'il rendait cordialement justice aux louables motifs qui avaient induit l'honorable commission à se mettre en rapport avec lui ; — mais il ne doutait pas qu'après mûre réflexion, le comité ne vînt à partager sa conviction au sujet de la perfection relative du bureau médical de l'armée régulière, ce corps ayant du reste amplement prouvé, dans la campagne du Mexique, être de taille à se mesurer avec les difficultés gigantesques de sa mission. — Le

pourvoyeur-général ajoutait que l'opinion publique avait été et était encore inutilement excitée au sujet de la condition sanitaire de l'armée, et que, sous la surveillance du bureau médical compétent, le tout devait aller pour le mieux. — D'ailleurs, le gouvernement était en mesure de fournir aux soldats tout ce dont ils avaient ou pourraient avoir besoin, et la peine que voulait bien se donner l'Association ne pouvait offrir la moindre utilité. — Néanmoins pour *jeter un gâteau à Cerbère*, et pour adoucir le désappointement très-naturel qu'un refus absolu aurait occasionné aux philanthropes qui l'interrogeaient, le pourvoyeur en chef de l'armée condescendit jusqu'à un certain point à s'écarter des prescriptions de la routine officielle et à permettre à l'Association de fournir une petite quantité d'articles secondaires, tels que robes de chambre, chemises de nuit, gilets de flanelle, savates, pantoufles et bandages de molleton, etc. Il espérait évidemment que, grâce à cette concession insignifiante, et dès que la fourniture demandée aurait été livrée, l'Association centrale et ses adhérents constateraient enfin l'admirable capacité du département médical pour subvenir à tous les besoins possibles, et que peu à peu se calmerait, chez ces braves gens, la fièvre de se mêler de ce qui ne les regardait pas.

Si cette réponse, bien naturelle de la part d'un fonctionnaire tout dévoué aux précédents adminis-

tratifs, eût été faite à des hommes moins convaincus et moins résolus que ne l'étaient les membres du comité, il est fort probable que le seau d'eau froide jeté sur leur enthousiasme eût dès l'origine arrêté le mouvement en faveur de la réforme sanitaire; mais, fort heureusement pour l'humanité, ceux qui avaient mis leur cœur au service de l'entreprise ne furent pas découragés par cette fin de non-recevoir. D'ailleurs ils avaient été trop loin pour s'arrêter tout d'un coup dans la marche qu'ils s'étaient tracée. En s'engageant dans l'œuvre de réforme, ils avaient souscrit les articles constitutifs de l'Association, et l'un de ces articles portait que le comité exécutif aurait à établir des relations directes avec l'état-major médical de l'armée. A cette intention, on résolut d'envoyer spécialement des délégués à Washington pour s'entendre avec le ministère de la guerre et le chef du bureau médical. Une députation se mit en route pour la capitale; elle était composée de MM. le révérend Bellows, le docteur Jacob Harsen, le docteur Elisha Harris et le docteur W. H. Van Buren, tous hommes distingués par leur éminent savoir aussi bien que par leur position sociale; en outre, le dernier possédait l'avantage d'avoir été pendant plusieurs années membre de l'état-major médical de l'armée et d'avoir été employé pendant deux années dans le bureau central.

L'état de choses dont ces messieurs furent les té-

moins à leur arrivée au siége du gouvernement est plus facile à comprendre qu'à décrire. L'administration était plongée dans la plus inextricable confusion. D'heure en heure, arrivaient des milliers de volontaires pour lesquels aucun préparatif de réception n'avait été fait : on était harcelé d'une multitude d'officiers fraîchement nommés, qui avaient encore tout à apprendre; les divers bureaux du ministère de la guerre étaient encombrés d'une masse d'ouvrages pour laquelle on n'avait pas le dixième des employés nécessaires; enfin, au-dessus de tout ce désordre, planait le génie bureaucratique des paraphes et du papier timbré.

Le fait est que plus la députation séjournait à Washington, plus elle poussait son examen, et plus elle était obligée de constater que ni l'administration, ni le secrétariat de la guerre, ni le bureau médical, ni l'armée, ni le peuple, n'avaient encore compris combien était énorme la tâche qui leur était dévolue. Le gouvernement lui-même, malgré les informations que ses aboutissants officiels pouvaient lui procurer, était incapable de donner des réponses exactes et tant soit peu satisfaisantes aux nombreuses questions que la députation lui adressait. Les délégués comprirent bientôt qu'il leur était impossible de remplir la mission à eux confiée sans se créer un système d'opérations plus étendu et des instruments plus énergiques que ceux dont ils pensaient devoir se

contenter à l'origine. Pour résoudre la difficulté, ils eurent l'heureuse idée de fonder une Commission sanitaire permanente avec un bureau régulier et des employés qui résideraient à Washington. Ils se convainquirent bientôt, à l'unanimité, qu'il était absolument nécessaire d'organiser leur mouvement en dehors de l'administration. Ils comprirent combien, dans son essence même et ses besoins, un corps de volontaires différait d'un corps de soldats réguliers. On ne pouvait pas s'attendre à ce que des hommes encore tout imprégnés de leurs habitudes civiles, et qui n'avaient pas la moindre notion de la vie des camps, entrassent dans une carrière totalement différente sans acheter bien cher leur nouvelle expérience. Cette réflexion décida le comité à entreprendre, dès le début des hostilités, cette laborieuse tâche qui ne fut commencée en France et en Angleterre qu'après les durs enseignements d'une guerre cruelle. Cette tâche était d'éveiller l'attention de l'armée sur le danger qu'il y a de négliger, aussi grossièrement qu'elle le fait d'ordinaire, sa santé pourtant si précieuse, et sur le grand avantage qui résulterait pour elle de se conformer aux prescriptions impératives de l'hygiène.

La première démarche faite auprès du gouvernement fut de lui demander l'autorisation de nommer une Commission spécialement chargée d'étudier l'hygiène militaire, et qui recueillerait les renseigne-

ments les plus exacts sur la question pour les répandre ensuite parmi les soldats. Mais afin que cette Commission fût vraiment utile, il était indispensable de l'investir de pouvoirs effectifs analogues à ceux qui, après la guerre de Crimée, en France et en Angleterre, avaient été accordés à une Commission analogue. Le seul avis respecté par l'armée est celui que donne l'homme ayant pouvoir de commander. L'institution que réclamait impérieusement la situation était donc celle d'un corps constitué et reconnu officiellement, formant part du gouvernement lui-même et muni des pouvoirs suffisants pour proposer et exécuter les réformes nécessaires. Mais en dépit, ou plutôt à cause de son inexpérience, l'autorité n'était pas préparée à faire pareille délégation de pouvoirs; et, sans accorder la requête qui lui était présentée, elle commit la faute d'accepter simplement les services d'une Commission sanitaire. L'administration centrale eût été infiniment plus prévoyante et plus sage si, comprenant mieux la responsabilité qui lui était dévolue, elle eût immédiatement attaqué la difficulté et donné à l'œuvre l'organisation complète qui lui était nécessaire.

Ayant ainsi échoué dans le principal objet de leur mission, les délégués durent, après d'interminables pourparlers avec « les pouvoirs constitués, » se contenter d'obtenir la nomination d'une Commission sanitaire n'ayant aucun droit ni pouvoir, avec voix

purement consultative. On lui permettait de recueillir des renseignements spéciaux, de visiter les camps et de faire adopter, uniquement par son influence morale et le bien-fondé de ses observations, les mesures qui lui paraîtraient utiles au bien-être des troupes. Cette reconnaissance semi-officielle de la Commission fut encore restreinte par une condition qui faillit lui être fatale : le gouvernement stipula que le Bureau médical devrait au préalable donner son acquiescement à tous les arrangements qui pourraient être pris. Ce fut une fort heureuse circonstance que le chef qui se trouvait alors à la tête de cette administration, le docteur R. C. Wood, agissant comme chirurgien général de l'armée des États-Unis, sympathisât complétement avec les personnes des délégués et l'Association qu'ils représentaient. Son assentiment fut accordé aussitôt que demandé, et il s'adjoignit immédiatement au comité pour réclamer de M. Cameron, secrétaire de la guerre, la nomination d'une Commission qui fût en intime relation avec le Bureau médical et qui l'assisterait de ses avis et de ses conseils. Comme gage du vif désir qu'ils éprouvaient de cultiver la bonne harmonie, les délégués proposèrent, pour faire partie de leur Commission, des officiers intelligents de l'armée régulière, et tout d'abord le chirurgien-général. Si le docteur Wood eût été maintenu dans le poste important qu'il remplissait avec tant d'honneur, nul doute que la Com-

mission sanitaire, telle qu'on voulait l'organiser, eût travaillé de concert avec le Bureau médical, et progressé sans obstacle dans sa mission philanthropique. Mais à ce moment décisif, et avant que le secrétaire de la guerre eût apposé sa signature au décret autorisant officiellement la Commission sanitaire, il survint un événement qui menaça sérieusement de disloquer et même de ruiner tous les plans.

Il a été mentionné incidemment que le docteur Wood agissait à ce moment comme chirurgien-général et chef du Bureau médical. Son supérieur, le chef en titre du service médical, était le docteur Lawson, auquel une maladie prolongée avait interdit le travail. Sa mort, depuis longtemps prévue, rendit la place vacante. Le docteur Finley, qui venait immédiatement après le docteur Lawson par ordre d'ancienneté, remplaça le docteur Wood comme chef du Bureau médical.

Cette complication nouvelle, qui pour quelque temps arrêta toutes les négociations pendantes, ne découragea point le comité, ne refroidit point son ardeur. Les documents qui avaient été rédigés, et au moyen desquels on comptait donner au comité une existence semi-officielle, furent arrêtés *in transitu* entre le secrétariat de la guerre et le Bureau médical. Le nouveau chirurgien-général avait, pour la routine ordinaire, la même superstition que le pourvoyeur médical en chef de New-York; il était aussi

convaincu et aussi déterminé que celui-ci à ne pas permettre qu'une chose quelconque, aussi insignifiante qu'elle fût, s'accomplît autrement que par lui et son bureau. Après un mois de cette attente inutile « qui fait languir le cœur » et le fait désespérer parfois, les délégués réussirent en partie à gagner le secrétaire de la guerre à leurs vues. Même alors, le chirurgien-général invalida partiellement l'autorisation accordée, en y ajoutant une clause qui limitait l'action de la Commission aux troupes de volontaires. Les officiers de l'armée dite régulière regardant depuis un temps immémorial avec un mépris suprême les miliciens, la stipulation ci-dessus mentionnée a peut-être été inspirée par le désir peu déguisé de livrer les volontaires à la merci d'une Commission qui, le chirurgien-général en était persuadé, serait incapable de rendre le moindre service.

CHAPITRE III

PREMIERS TRAVAUX DE LA COMMISSION SANITAIRE.

Organisation du bureau de la Commission sanitaire. — Relations avec le Bureau médical de l'armée. — Système d'approvisionnements. — Nomination d'inspecteurs sanitaires. — Mesures prises pour obtenir la coopération complète du Bureau médical. — Nomination du docteur Hammond à la place de chirurgien-général de l'armée. — Concentration des efforts et des ressources. — Vente de Chicago.

Depuis le jour où le comité s'était adressé au ministère jusqu'au 9 juin 1861, date de la signature du décret d'autorisation par le secrétaire de la guerre, huit semaines s'étaient écoulées. Le président donna son approbation officielle le 13 juin, et la Commission sanitaire fut enfin légalement constituée ; en même temps le plan d'organisation avait été examiné et approuvé par le secrétaire de la guerre.

Le caractère bien connu des vingt-deux membres composant la Commission était un gage suffisant du succès qui l'attendait. Le président et principal agent exécutif était le révérend docteur William Bellows, savant théologien, qui pouvait parler avec autorité

au nom des philanthropes du pays. Le secrétaire général était M. Frédéric Olmsted, homme de grande expérience, doué d'un remarquable talent d'organisation et d'un esprit très-pratique. Parmi les militaires, l'un était le chef d'état-major du général Scott, commandant en chef de l'armée des États-Unis ; un second était l'un des fonctionnaires actifs du Bureau médical; un troisième était à la tête du commissariat; deux autres avaient été préalablement employés au secrétariat de la guerre; un sixième avait servi à l'étranger; un septième jouissait d'une certaine réputation scientifique ; un huitième, alors employé au secrétariat de la guerre, était un médecin habile, d'une expérience spéciale; et les autres membres, qui appartenaient à la vie civile, n'étaient pas moins éminents et distingués, chacun dans sa partie.

Le document officiel issu du ministère donnait à l'institution nouvelle le titre de : *Commission sanitaire d'enquête et d'avis sur les intérêts hygiéniques des troupes des États-Unis*[1]. Aux termes de l'autorisation, la Commission avait pour objet d'instituer des recherches sur les règlements et les usages militaires ayant rapport à l'hygiène des recrues et des soldats en activité de service, d'étudier la condition sanitaire des volontaires et les moyens de maintenir

[1] *A Sanitary Commission of inquiry and advice in respect of the Sanitary Interests of the United States forces.*

ou de rétablir leur santé, d'assurer le bien-être général des troupes et leur bon état de service, de veiller à ce qu'il y eût des cuisiniers, des infirmiers et des ambulances en nombre suffisant, etc. Le document officiel ajoutait que la Commission serait libre de rédiger tels règlements qui lui sembleraient convenables au sujet du mode d'enquête, et qu'après approbation du secrétaire de la guerre, ces règlements seraient fixés comme devant servir de guide général dans les recherches. En outre, la Commission était invitée à entrer en correspondance avec le ministère et le Bureau médical pour leur rendre compte des résultats de son enquête, et leur communiquer de temps à autre les observations et conclusions qui lui paraîtraient importantes.

Ainsi qu'il était facile de le prévoir par l'attitude qu'avait prise le chef du Bureau médical, il n'y avait pas à espérer une grande cordialité de relations entre les deux institutions, l'ancienne et la nouvelle. Très-certainement, la faute n'en fut point à la Commission, dont les membres, ayant conscience de la délicatesse de leur position et de l'inévitable jalousie dont ils devaient être victimes, ne se faisaient faute de rendre pleine justice au Bureau et à son chef, en reconnaissant la pureté de leurs motifs et l'honnêteté de leurs intentions. Ils avaient même la confiance la plus illimitée dans la compétence de ce corps à remplir les devoirs médicaux; et, pour que

cette confiance fût ébranlée, il leur fallut constater que l'incapacité des fonctionnaires officiels et leur manque de connaissances pratiques étaient pour l'armée une cause de cruelles souffrances. Empêchés comme ils l'étaient de remplir une partie essentielle de leur mission, c'est-à-dire d'entrer en coopération cordiale avec les autorités médicales, ils n'avaient plus qu'à redoubler d'activité personnelle, et en même temps à se servir des armes que leur offrait la presse, en critiquant, d'une manière intelligente, l'incapacité et les erreurs palpables de ceux qui étaient en faute. Ce que les délégués ne pouvaient modifier par des remontrances privées, force leur était de le redresser par un appel au Congrès ou à l'opinion publique. En réalité, les démêlés qu'avaient ensemble la Commission et le Bureau médical tiraient leur origine de leur différent point de départ. Ils n'avaient pas une notion commune de ce qui, dans une occasion donnée, est réellement nécessaire, de ce qui est la condition normale des hôpitaux et des établissements hospitaliers, de ce qui est suffisant en fait de matériel ou de personnel. A peine sortis des rangs du peuple, avec lequel ils étaient en communication constante, les délégués étaient plus près de lui, et sentaient plus profondément les besoins du soldat volontaire que ne le faisaient les bureaucrates enveloppés dans la triple cuirasse de la routine traditionnelle.

Résolus toutefois à ne pas perdre son temps en récriminations stériles, à éviter très-soigneusement tout malentendu, la Commission se mit à l'œuvre pour son propre compte. Elle ouvrit, sans plus d'hésitation, un bureau central à Washington, et fit choix d'agents et d'employés. Son président et son secrétaire se mirent immédiatement en route pour une tournée d'inspection parmi les troupes qui se rassemblaient dans les régions de l'Ohio et du Mississipi; en même temps, d'autres délégués partirent pour les armées de l'Est. Même avant la première bataille de Bull-Run, ils s'appliquèrent à prévenir les maladies, leur œuvre spéciale, par une inspection étendue et approfondie des conditions sanitaires qui étaient faites au soldat. Au moyen de brochures spéciales, ils répandirent dans chaque division, dans chaque corps, dans chaque régiment de l'armée, des avis et d'importantes instructions relativement à tout ce qui concerne l'hygiène. Le 9 juillet, trois semaines seulement après la formation de la Commission, nous voyons déjà son secrétaire lui adresser un rapport circonstancié sur la situation hygiénique de l'armée et sur les besoins probables des régiments de volontaires. Avant tout, l'importance pratique de l'ordre, de la discipline et de l'éducation militaires, fut mise en relief, comme un moyen efficace de développer le bien-être et les capacités physiques du soldat. On s'appliqua spécia-

lement à démontrer que la santé, le comfort et la force morale et physique des combattants dépendaient en grande partie de la présence constante, de la vigilance personnelle et de l'autorité incontestée des officiers, et que les plus graves fautes du commissariat et de la police des camps étaient dues, en dernière analyse, à une discipline relâchée et à la négligence des officiers.

La Commission se mit promptement en devoir d'organiser un système très-complet d'approvisionnements pour les hôpitaux, et bientôt les ramifications de ce système s'étendirent à chaque poste de l'armée, de manière à suppléer aux oublis qui, de la part du Bureau médical, étaient inévitables. Ce fut la Commission qui, maintes fois, donna aux malades et aux blessés la plus grande part d'assistance. Six mois après avoir été organisée, à une époque où les forces militaires étaient relativement peu considérables, la Commission n'avait pas assisté moins de 6,000 blessés pour les transporter du champ de bataille ou des hôpitaux dans le sein de leurs familles lointaines. Les événements, qui dans les premiers mois de cette terrible lutte se succédèrent si rapidement, ne firent qu'accroître l'énergie et l'activité de la Commission. Afin de donner plus promptement les moyens de se laver, de se reposer et de se rafraîchir aux multitudes de volontaires que chaque nouveau train amenait à Washington fatigués, malpro-

pres et affamés, et qui attendaient impatiemment des ordres de rations, de logement ou de transport, la Commission établit dans la capitale une gare de réception ou « *Repos du soldat*[1]; et bientôt, dans les provinces de l'Ouest, s'élevèrent d'autres asiles du même genre qui donnaient comfort et assistance aux troupes de passage au moment où elles en avaient le plus grand besoin.

En fournissant à chaque inspecteur de camp dans les divers corps d'armée un même questionnaire, on donna une direction judicieuse et uniforme aux recherches entreprises dans chaque régiment au sujet d'une foule de faits pratiques se rapportant au bien-être hygiénique des soldats en campagne. La confiance du public et de l'armée dans l'efficacité de cette Commission fut telle, qu'en décembre 1861 plus de quatre cents formulaires avaient été remplis des renseignements demandés et expédiés au bureau central, qui, par l'organe de son secrétaire, résuma ces renseignements en un tableau clair et précis. La condition hygiénique de l'armée étant ainsi nettement déterminée, les causes de maladies dans tel ou tel régiment étant distinctement indiquées, l'autorité officielle elle-même ne pouvait manquer de voir quels étaient les remèdes à employer.

A cette période de son existence, la Commission ne s'était point encore proposé de fournir à l'armée sur

[1] *Soldiers' Rest.*

une grande échelle les objets nécessaires au service des hôpitaux et au comfort des soldats; elle avait borné ses fonctions à celles d'instituer des enquêtes et de donner des avis. Cependant le rapport publié en décembre 1861 mentionnait que les besoins d'effets d'habillement, de couvertures, etc., avaien naturellement augmenté, mais qu'heureusement les moyens mis par le public à la disposition du Comité avaient donné aux inspecteurs le moyen de tenir tête à l'augmentation des demandes. Près de 34,500 articles pour costumes d'hôpital, sans compter une foule d'objets non classés, avaient été, par le seul dépôt de Washington, distribués, dans le mois de novembre 1861, à 136 hôpitaux. Dans l'Ouest, 69,000 objets avaient été déjà reçus au dépôt de Cleveland, et sur ce nombre 51,000 articles, sans compter des tonnes de provisions pour hôpitaux, avaient été expédiés sur divers points occupés par l'armée de la vallée du Mississipi.

Soutenue comme elle l'était par les sympathies populaires, la Commission comprit que, pour devenir ce qu'elle devait être et pour accomplir ce qu'on attendait d'elle, la coopération entière et cordiale du Bureau médical de Washington lui devait être acquise. A mesure que le cercle de ses opérations s'étendait, à mesure qu'un champ plus large s'ouvrait à sa bienfaisante influence, cette nécessité deve-

nait de plus en plus évidente. Pour arriver à ce résultat, il était indispensable de changer le chirurgien en chef de l'armée. La Commission n'hésita pas à se charger de la responsabilité de l'attaque et se mit en devoir de battre en brèche le système d'après lequel la plus importante fonction médicale de l'armée était accordée à l'ancienneté seulement. N'ayant aucune ambition de se substituer au lieu et place du Bureau, et ne voulant point se poser en rivale, elle demandait simplement une coopération sincère et déclarait que le Bureau médical ne pourrait être administré d'une façon satisfaisante tant qu'il serait dirigé par un homme prenant à tâche d'arrêter au passage « l'avis et l'assistance » que le secrétaire de la guerre avait expressément demandés. Il fut donc résolu d'en appeler au Congrès, afin qu'il réformât l'ancien système et nommât un nouveau président du Bureau médical. L'aide toute-puissante d'une presse libre et indépendante fut mise en réquisition pour porter la question devant le public. Les comités militaires dans l'une et l'autre chambre du Congrès furent saisis de l'affaire ; un bill fut présenté pour l'abolition du principe exclusif d'ancienneté et pour le choix d'un candidat qui, après avoir été présenté par le corps médical de l'armée tout entier, serait considéré comme le plus capable de remplir une fonction aussi importante.

Le grand âge du fonctionnaire dont la position

était discutée ayant semblé à tout le monde être la vraie cause de tous ces désagréments, le président se sentit obligé de faire choix, pour le remplacer, d'un homme plus jeune et plus actif. De leur côté, les membres de la Commission assumaient une part de responsabilité en présentant un candidat. Après des délibérations communes, on fit choix du docteur William A. Hammond, de la Pensylvanie, qui jouissait alors de la plus entière confiance du peuple et de l'armée, et le docteur Finley fut, sur sa propre demande, mis à la retraite. C'est ainsi que se termina par une victoire la lutte entreprise pour obtenir la coopération sérieuse du Bureau médical.

Tout récemment, le docteur Hammond a perdu sa haute position en vertu d'une décision de la cour martiale. Il serait fort déplacé de discuter ici la justice ou l'injustice de cet arrêt ; mais il est de stricte équité de constater que le docteur Hammond a donné à la Commission sa coopération personnelle la plus active et sa sympathie la plus cordiale. Du reste, dans le chef actuel du Bureau, le chirurgien-général docteur Barnes, le pays a trouvé un officier très-capable et très-énergique, et l'Association un collaborateur des plus dignes et des plus sympathiques.

Le véritable but de la Commission dans cette lutte mémorable avait été, non point de supplanter le Bureau médical, mais, tout au contraire, d'en fortifier et d'en compléter l'action, de montrer au soldat que

le gouvernement était son ami fidèle; de rappeler l'administration au sentiment de ses devoirs et de la faire entrer peu à peu dans la sphère d'activité que la nouvelle entreprise s'était d'abord réservée. En effet, si la puissante machine administrative pouvait être amenée à faire l'ouvrage de la Commission sanitaire et des institutions analogues, ces dernières n'auraient qu'à se dissoudre. Il y a certains risques à courir en faisant, au lieu et place du gouvernement, l'œuvre du gouvernement lui-même : il y a le danger de faire trop, et, par cet excès de zèle, de diminuer l'intérêt que les employés institués pour cette tâche spéciale ont à accomplir leur devoir. La question se posa naturellement : Les agents officiels ne deviendront-ils pas négligents s'ils trouvent en foule des volontaires tout prêts à exécuter leur besogne? Il est clair en effet qu'on devait fixer un certain niveau au-dessus duquel le courant de la bienveillance publique ne devait pas monter sous peine d'abus et d'excès.

Cette difficulté a trouvé sa solution dans la nature même de la constitution politique des États-Unis. Par les stipulations de cette constitution démocratique, le peuple doit participer à toutes les affaires politiques, imprimer à l'action gouvernementale la direction qu'elle doit prendre. Dès qu'une crise survient, le cœur de la nation bat avec plus d'énergie; il communique son impulsion à l'administration, à

l'armée et aux autres institutions nationales. Dans l'espèce, il ne s'agissait pas d'une lutte entre le peuple et le gouvernement pour savoir à qui des deux, à l'exclusion de l'autre, devrait appartenir le soin de l'armée. La question est tout simplement celle-ci : Abandonné à lui-même, sans la douce violence que lui a faite la Commission, le gouvernement eût-il fini par organiser le service hospitalier d'une manière satisfaisante? L'expérience de la guerre actuelle nous oblige d'en douter.

Ce fut donc le but spécial de la Commission sanitaire de contrôler et de diriger les sympathies populaires, et de répondre aux innombrables offres de services et d'objets de toute espèce, de manière à ne porter aucun préjudice à la discipline de l'armée, et de procurer en même temps la plus grande somme d'avantages aux soldats. Il eût été cruel, il eût été même criminel d'arrêter le généreux élan de l'enthousiasme national, mais aussi il eût été funeste de négliger le développement des ressources administratives. La Commission devait donc s'employer à trouver, et effectivement elle trouva le terme moyen, si difficile et si délicat, de concilier les deux parties, et de réunir dans une même action les deux sentiments, en apparence contradictoires, de la responsabilité gouvernementale et de l'initiative individuelle.

Avec toute la bonne volonté dont firent preuve

les membres de la Commission, il était une difficulté qu'ils ne pouvaient surmonter sans un tact et un jugement vraiment exquis. A la première impulsion qui jeta les volontaires dans l'armée, et lors des premiers efforts tentés en vue de leur donner aide et assistance, les associations de secours formées dans les divers états étaient toutes plus ou moins imbues de prédilections locales. Chaque petit village, chaque comté qui avait fourni soit une compagnie, soit un régiment, désirait naturellement envoyer ses contributions à quelque agent de confiance qui les remît directement aux soldats en faveur desquels elles avaient été amassées. La noble armée des hommes et des femmes qui, restés chez eux, travaillaient jour et nuit à l'intention des volontaires, sentaient leur zèle s'accroître, en pensant que des amis et des camarades profiteraient de leurs dons et de leurs sacrifices. C'est ainsi qu'à la trop grande apathie de l'État se joignait l'enthousiasme mal dirigé de l'action individuelle et locale pour se mettre à la traverse des efforts de l'Association centrale. Toutefois les terribles exigences de la guerre, les changements continuels des régiments sur les nombreux champs de bataille et la refonte des cadres eux-mêmes rendirent peu à peu bien difficile et finalement impossible aux institutions locales d'accomplir leur objet. La Commission dut alors placer devant les yeux du peuple, dont elle était l'aumônière,

un principe plus large et plus patriotique, qui, pour manquer du surcroît de zèle que donne l'intérêt personnel et local, n'en est pas moins capable de produire les résultats les plus grandioses. Ce principe est celui de l'intérêt collectif, infiniment supérieur à l'avantage des sociétés indépendantes et isolées. En se mettant au-dessus de la vanité qu'il peut y avoir d'appartenir à tel ou tel état, et qui aurait pu devenir fatale; en sacrifiant, grâce aux représentations de la Commission, les préjugés locaux sur l'autel du bien public, le peuple des États-Unis a donné la preuve la plus convaincante de son patriotisme sincère et d'une énergie capable de surmonter la crise. C'est surtout à la chaude et généreuse sympathie des femmes américaines qu'est due la sympathie unanime qui soutint et fit triompher les efforts de la Commission. En relation directe avec les quinze succursales de l'institution-mère, il n'existe pas moins de trente-deux mille sociétés d'assistance pour les soldats[1], qui sont dirigées et contrôlées par des femmes liguées dans l'intérêt de la grande œuvre nationale.

Pour donner une image saisissante de la généreuse ardeur avec laquelle la population, sans distinction de rangs ni de classes, se mit en devoir

[1] Voir l'*Œuvre d'un grand peuple*, p. 21.

d'encourager la noble entreprise, nous insérons ici la description que l'*American Quarterly Review* du mois de janvier 1864 a faite de la grande vente de Chicago, dans un intéressant article sur la Commission sanitaire. Cette vente fut la première d'une série de grandes fêtes entreprises dans l'intention de procurer des fonds à la Commission[1].

« L'Association de Chicago a récemment organisé une vente colossale à laquelle la population du Nord-Ouest était invitée à se rendre en masse en apportant des présents de toute espèce. Le 26 octobre 1863, jour de l'ouverture de la vente, on vit dans les rues de Chicago une procession composée, sur une longueur de cinq kilomètres, de charrettes de marchandises et de provisions et d'une multitude de gens. Les magasins étaient fermés, la ville était en fête. Pendant les deux semaines que dura cette manifestation patriotique, chaque jour c'étaient de nouveaux convois d'approvisionnements et de nouveaux renforts d'acheteurs. D'un rayon de plusieurs centaines de kilomètres, les gens de la campagne expédiaient par le chemin de fer les divers produits de leurs champs, de leurs moulins, de leurs enclos. Ceux qui n'avaient rien autre chose donnaient les vo-

[1] Le montant des sommes réalisées à Chicago a été de beaucoup surpassé dans les grandes cités de New-York, de Philadelphie et de Saint-Louis. — Plus loin, nous dirons quelles sommes immenses ont été réalisées par ces démonstrations populaires.

lailles de leurs basses-cours. Bœufs, taureaux, génisses étaient envoyés de l'étable; des fermiers offraient les titres de propriété de quelques arpents de terre; de pauvres cultivateurs apportaient des boisseaux de grain ou de pommes de terre, ou bien encore des cordes d'oignons. Même des charretées de foin, expédiées de dix ou vingt kilomètres de distance, étaient vendues sur le marché. Sur toutes les routes qui convergent vers la ville, on rencontrait des chars plus ou moins vacillants et disloqués, avec un plein chargement d'objets divers : choux, chaussures, canards, barils de navets, pots de beurre, sacs de haricots. Le bon fermier conduisait fièrement l'attelage; sa femme prenait soin du bébé; deux ou trois enfants, juchés sur les barriques ou sur les boîtes, se disputaient un petit coin pour s'asseoir et s'étendre. Des milliers de tableaux semblables témoignaient du zèle dévoué de ces nobles paysans du Nord-Ouest, dont les wagons entraient en longues caravanes dans la ville de Chicago, et s'arrêtaient pour décharger leur contenu devant les portes du bazar, ouvert au profit de la Commission sanitaire.

« Les ouvriers et les artisans des villes ne le cédaient pas en patriotisme aux paysans; les fabricants envoyaient leur meilleur piano, leur meilleure charrue, leurs batteuses, leurs machines à coudre. Tous les instruments agricoles, tous les produits remarquables de l'art mécanique figuraient à la vente.

Des montrès aux fers à cheval et aux harnais, des galons, des habits et des cotonnades aux fers et aux aciers, des ouvrages en bois, en cire, en argile, au beurre, au fromage, au lard et à la viande, rien ne manquait, rien ne se trouvait à dire.

« Tous les préparatifs de la fête avaient été confiés à des femmes. C'est à elles qu'on avait donné la direction et le service du restaurant attenant aux bâtiments de l'Exposition. Là, pour cinquante sous par jour, quinze cents personnes furent nourries pendant une quinzaine. L'approvisionnement, la cuisine, le service, tout était l'œuvre des dames de Chicago, et les arrangements étaient si bien pris, si convenables, si pratiques, que chaque jour on avait la provision déterminée, toujours assez et jamais trop. La ville avait été divisée par quartiers pour l'entretien du restaurant. Lundi, le n° 16 de la rue *A* devait fournir tant de dindons; mardi, le n° 37 de la rue *B* apportait douze tartes aux pommes; mercredi, le n° 49 de la rue *C* était taxé à quarante livres de *roast-beef;* jeudi, le n° 23 de la rue *D* donnait tant de poivre; vendredi, le n° 33 de la rue *E* fournissait tant de sel. Bref, tout était prévu de façon à gêner le moins possible et à distribuer également entre les bons habitants de Chicago l'agréable devoir de nourrir les visiteurs.

« D'ailleurs tout le bénéfice revenait à la Commission sanitaire. Cent charmantes jeunes filles,

en costumes simples et gracieux, faisaient le service des tables, et certes les convives n'étaient pas moins bien traités que dans les hôtels de première classe, quoiqu'ils eussent à dépenser beaucoup moins. Plus de huit cent mille francs furent réalisés par la vente que la Commission succursale de Chicago avait organisée. »

Cette peinture, qui n'est point exagérée, donne une description exacte de cette exposition d'art et d'industrie, improvisée par le génie national. De semblables démonstrations étaient bien faites pour allumer un zèle aussi actif dans tout le pays et pour encourager les efforts de ceux auxquels était confiée la direction de la Commission sanitaire.

UNIVERSITY
Library.
Of California.

CHAPITRE IV.

PLAN DES OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ.

Organisation générale. — A. Personnel des volontaires. — B. Prévention hygiénique : 1° Inspecteurs d'hygiène ; 2° Bureau de statistique ; 3° Monographies générales. — C. Hôpitaux ; description des édifices ; passe-temps des malades. — D. Service d'assistance : 1° Service d'assistance spéciale ; *a* Agence hospitalière ; *b* Asiles des soldats ; *c* Registre des morts et enterrements ; 2° Service d'assistance générale. Organisation des sociétés auxiliaires. Ordre des distributions. Horreurs du champ de bataille. Bienfaits de la Commission. — Ambulances et wagons des blessés.

Le grand secret du succès de la Commission ne doit pas être cherché seulement dans l'enthousiasme de ses amis et partisans, il se trouve surtout dans l'action systématique de ses agents, dans leur exactitude et leur esprit de suite. Par le moyen de ses auxiliaires, elle semble toute présente ; partout son action se fait sentir, au sein des dangers du champ de bataille, au milieu des drames moins bruyants, mais plus lugubres, de l'hôpital. Au moment de la rencontre avec l'ennemi, le chef de l'armée n'oserait pas faire trop avancer ses ambulances, de peur de les exposer à être capturées ; mais la Commission sanitaire ne craint pas de mettre ses fourgons et sa pharmacie sur la ligne même de bataille, car

elle n'ignore pas que le peuple, si généreux de ses dons, n'hésiterait pas à risquer cette perte pour assurer un plus prompt secours aux soldats qui tombent sur le champ de carnage. Plus d'une fois, l'armée fut heureuse de pouvoir profiter d'une coopération aussi dévouée; plus d'une fois, les ambulances régulières, qui se trouvaient trop éloignées du lieu de l'action, arrivèrent longtemps après que les agents de la Commission distribuaient déjà leurs provisions pour alléger les souffrances des blessés et des mourants.

En tout temps, le génie de l'ordre systématique préside aux opérations de l'Association nationale. Les instructions données aux agents s'accordent parfaitement avec celles qui doivent servir de règle dans les rangs de l'armée. On leur a indiqué comme leur devoir primordial de s'entendre avec les chirurgiens militaires. Aucun article n'est délivré sans un ordre spécial de ces derniers; aucune distribution d'articles pharmaceutiques n'est faite à des gens du dehors et sans autorisation. On insiste fermement sur la discipline hospitalière, et sous aucun prétexte on ne permet d'infraction aux règlements. Si on avait laissé des hommes animés d'un zèle indiscret s'ingérer ici et là, il est certain que la Commission sanitaire eût perdu toute espèce de crédit auprès du secrétariat de la guerre et des chirurgiens des armées en campagne. Au lieu de laisser les coudées

franches aux officiers de toute sorte, elle fit donc choix d'hommes compétents pour leur faire inspecter les hôpitaux avec l'entière et cordiale approbation des chirurgiens desservants, pour obtenir le concours des employés, des infirmiers et des divers agents, enfin pour se concerter avec les officiers médicaux, qui, selon les besoins du moment, auraient à mettre en réquisition les articles de ses dépôts. Dans le choix des infirmiers, grand soin fut pris d'agir de concert avec les autorités médicales et de prendre parmi des milliers de candidats ceux-là seulement qui étaient parfaitement disposés à se soumettre aux prescriptions des chirurgiens. Actuellement deux cents infirmières habiles et deux mille infirmiers sont en activité de service.

Nous avons déjà fait allusion à l'ordre et à l'esprit de système qui caractérisent les opérations de la Commission. Pour que le lecteur en puisse juger par lui-même, et que ce plan puisse à l'avenir être mis à profit par des institutions analogues, nous allons exposer ici, avec quelque détail, le *modus operandi*.

Dès l'origine, l'on résolut de procéder à l'œuvre d'enquête et d'avis en rangeant tous les faits sous les quatre chefs principaux :

A. Personnel des volontaires.

B. Prévention hygiénique[1].

[1] Moyens prophylactiques que nous appelons *prévention hygiénique*.

C. Hôpitaux.

D. Service d'assistance.

A. **Personnel des volontaires.**

Sous ce premier chef sont classées toutes les pièces de l'immense dossier qui se rapportent aux efforts faits par la Commission pour déterminer les bureaux de la guerre à faire une plus rigide inspection des recrues. Quand les volontaires accouraient par milliers, quand les chirurgiens examinateurs n'avaient encore qu'une médiocre expérience dans l'accomplissement de leurs fonctions, on classait, comme bien portants, et on enrôlait dans l'armée une multitude d'individus dont les forces physiques laissaient beaucoup à désirer et qui ne pouvaient manquer d'entrer à l'hôpital. La prompte vigilance de la Commission découvrit bientôt cette source trop abondante de maladies dans l'armée, et immédiatement elle insista sur le remède bien simple auquel il fallait avoir recours. Des instructions détaillées furent envoyées par les bureaux de la guerre aux conseils de révision au sujet des qualités physiques requises de chaque conscrit. Dans les régiments qui furent subséquemment organisés, ces nouvelles directions ont produit leur effet, et le niveau moral et physique des dernières levées est notablement supérieur à celui des premières.

B. **Prévention hygiénique.**

Nous avons déjà fait incidemment allusion à l'immense enquête ouverte sur l'hygiène des armées américaines, et aux décisions qui en furent le résultat. L'expérience de la Commission sanitaire des États-Unis l'a conduite à formuler exactement les mêmes conclusions que le Comité anglais institué pour la réforme du système médical dans l'armée de la Grande-Bretagne. On constata une fois de plus que les règlements « ne s'inquiétaient en aucune façon de la *santé* du soldat, mais seulement de sa *maladie*. » On corrobora de nouveau la vérité du jugement si bien porté par Miss Florence Nightingale : « En temps de guerre, le gaspillage des vies humaines et la destruction des santés et du bien-être ont été et doivent être bien plus attribués aux maladies qu'aux batailles. Une histoire fidèle de toutes les guerres serait l'histoire de maladies, de morts et de souffrances qu'il eût été facile de prévenir[1]. » Animé par la même conviction, les commissaires, pour employer les propres termes d'un de leurs rapports, demandèrent « que les souffrances des malades et des blessés fussent allégées autant que les nécessités militaires en laisseraient la possibilité. D'ailleurs on ne devait point leur accorder ces soulagements comme

[1] Voir l'ouvrage intitulé : *Army sanitary Administration and its Reform under lord Herbert*, par Miss Nightingale.

si un maître âpre et dur les eût marchandés, comme s'il s'était agi de discuter les termes d'un contrat de logement, mais comme si l'amour et la tendresse des mères, des femmes, des sœurs et des amantes s'étaient unis en leur faveur à la vaste prévoyance, à l'habileté, à l'adresse, au tact d'un grand général. »

La partie strictement préventive de l'œuvre comprenait :

— En premier lieu, un corps d'inspecteurs d'hygiène [1], composé d'une vingtaine de médecins; (Ceux-ci renoncèrent à des positions lucratives pour offrir leurs services, presque sans rémunération aucune.)

— Un bureau de statistique, d'hygiène, de vitalité et de mortalité;

— Enfin la préparation et la publication de manuels pratiques sur divers sujets d'hygiène militaire, de médecine et de chirurgie. Ces brochures devaient être distribuées gratuitement aux agents hospitaliers de l'armée régulière et des corps de volontaires.

I. *Inspecteurs d'hygiène.* — Les fonctions des inspecteurs d'hygiène ont été exposées en détail dans une lettre spéciale du secrétaire général. Les principaux points sur lesquels doivent porter leur enquête ont été indiqués dans un formulaire soigneusement

[1] *Sanitary Inspectors.*

rédigé et comprenant deux cents questions. Les inspecteurs ont pour instruction de montrer en toute circonstance leur respect pour les règlements statutaires; en conséquence, ils sont tenus de s'adresser aux subalternes par l'intermédiaire des supérieurs, et seulement avec l'approbation de ces derniers. Ils doivent agir avec la conviction bien arrêtée que la discipline est dans une armée la première garantie de l'hygiène; ils doivent eux-mêmes respecter scrupuleusement la hiérarchie militaire et la faire respecter par les autres. A leur entrée dans un régiment, les inspecteurs doivent s'adresser à l'officier de service, et lui demander d'être présentés par lui au colonel ou au commandant; puis il leur faut remettre à celui-ci leurs lettres de crédit, et tâcher, autant qu'il leur est possible, de gagner sa confiance et de le faire entrer activement dans les vues de la Commission. Le capitaine ayant pour devoir, comme on l'a dit si souvent, d'être « le père de ses soldats, » rien, absolument rien de ce qui affecte leur bien-être, leur comfort et leur santé ne doit lui rester indifférent; et c'est de la conscience avec laquelle il accomplit ce devoir que dépend le bon état de sa compagnie. En conséquence, les inspecteurs sont tout spécialement chargés de faire la connaissance personnelle des capitaines et de cultiver avec eux des relations d'amitié, afin d'assurer aux conseils qu'ils pourraient donner une réception cordiale.

Nos missionnaires de l'hygiène doivent aussi entrer avec le chirurgien du régiment en rapports de confraternité professionnelle et d'émulation morale qui soient de nature à lui donner un sentiment plus profond de l'importance de ses fonctions. Lorsque cela est nécessaire, ils sont tenus de lui rappeler qu'il « est personnellement responsable des mauvaises conditions hygiéniques contre lesquelles il n'aurait pas protesté avec une persévérance et une énergie suffisantes. » Grâce à la courtoisie des relations, une entente vraiment cordiale doit s'établir entre les hospitaliers volontaires et les officiers militaires et médicaux.

Le manuel d'instructions, qui est tout un volume, est divisé en trente-deux chapitres, tels que : *Position des camps. — Drainage. — Ventilation. — Désinfectants. — Commissariat. — Rations et cuisine. — Vêtements, etc.* Afin de donner à ces instructions une utilité plus pratique, on recommande aux inspecteurs d'entrer en libre conférence avec l'officier commandant pour lui recommander telles améliorations qu'ils jugeront convenables. En cas de négligence persistante des précautions nécessaires, l'inspecteur a pour instruction d'adresser à l'officier une lettre exposant les motifs des avis qui lui sont donnés, mais de rédiger ses phrases en des termes qui ne puissent pas être désagréables ou blessants. Huit jours après, copie de la lettre et de la réponse,

s'il y en a une, doit être communiquée au bureau central de Washington. Dans les visites ultérieures, l'inspecteur est chargé d'étudier les changements qui ont été effectués depuis le premier rapport, et de constater l'étendue et l'importance des résultats que ces modifications ont produits. Et quand la nécessité s'en fait sentir, l'inspecteur indique les mesures qui, selon lui, devraient être prises par la Commission ou par le gouvernement.

II. *Bureau de statistique.* — Nous ne pouvons donner de l'organisation du bureau de statistique, une idée plus claire qu'en insérant un extrait de quelques questions prises au hasard dans le *Manuel des Inspecteurs*[1] :

83. Les rations sont-elles en quantité suffisante?

84. Sont-elles généralement considérées comme bonnes, chacune dans son genre ? En cas de réponse négative, mentionner ce que l'on dit être de mauvaise qualité.

86. Combien de fois par semaine donne-t-on de la viande fraîche? — des légumes frais ? — des légumes secs ?

145. L'hôpital du régiment se trouve-t-il dans une maison? — dans une tente ? — dans une construction provisoire ?

[1] *Sanitary Commission, Document n° 19.*

146. Est-il bien ventilé? — Comment est-il chauffé? — Est-il tenu proprement?

148. S'il est dans une tente, est-il bien drainé?

166. Quelles sont, d'après le dernier rapport, les maladies et quelle est la mortalité? Quelle était à ce moment l'effectif du régiment?

167. La santé générale du régiment est-elle en progrès ou en décroissance?

C'est grâce aux réponses faites à ces questions et à des questions analogues que la Commission, munie de renseignements statistiques indiscutables, était en mesure d'insister auprès du gouvernement pour l'adoption de nouvelles réformes. Ainsi, par des admonitions réitérées, elle attira l'attention du pays et de l'administration sur le danger imminent du scorbut, qui, plus d'une fois, avait menacé de démoraliser les grandes armées de l'Ouest. En réponse à ses appels de contributions spéciales, les campagnards envoyèrent d'énormes masses d'oignons, de fruits secs et de pommes de terre. Des témoignages compétents ont établi que les expéditions de légumes frais, faites par les soins de la Commission à l'armée du Cumberland et aux troupes qui assiégeaient Vicksburg exercèrent une influence prépondérante sur le résultat de ces mémorables campagnes.

A ce sujet le docteur Hamilton, chirurgien distingué attaché à l'état-major du général Rosecrans,

s'exprime ainsi dans un rapport officiel : « Je suis convaincu qu'un hectolitre de pommes de terre par an équivaut, pour le Gouvernement, à la vie d'un soldat. » Dans tous les hôpitaux de régiment, ainsi que dans tous les hôpitaux généraux, j'ai constaté que la Commission sanitaire avait déjà fourni les légumes dont on avait besoin pour les malades, de sorte que, dans nos régiments, aucun soldat n'est mort du scorbut. »

La Commission réussit à faire parvenir à l'armée du général Grant qui investissait Vicksburg et ne pouvait s'approvisionner dans un pays hostile qu'avec danger et difficulté, près de 2,200 hectolitres de pommes de terre, 8,000 kilogrammes de fruits secs, 13,000 citrons, une énorme quantité de conserves de légumes et autres antiscorbutiques. Mêmes précautions furent prises au printemps de 1862 pour les troupes stationnées le long du Mississipi. Ainsi que le disait d'une manière saisissante le docteur Warriner, un des inspecteurs sanitaires : « Les légumes envoyés ont changé le cours des événements et modifié l'histoire. »

Pendant l'été de 1862, l'armée du Cumberland fut aussi très-abondamment pourvue, comme nous le voyons par l'extrait suivant de l'organe officiel de la Commission, le *Sanitary Reporter :* « Récemment, quand le scorbut menaçait notre armée, un commissaire du gouvernement fit un appel pres-

sant pour qu'on lui envoyât une quantité suffisante d'oignons et de pommes de terre. Mais personne ne répondit à cet appel. On n'osait pas expédier à un point aussi dangereux les 18,000 hectolitres de pommes de terre et la quantité correspondante de légumes qui avaient été demandés. Toutefois il était bien peu de familles, dans l'Ouest, qui ne pussent disposer d'un hectolitre ou d'un boisseau de leurs produits agricoles, et grâce à leurs contributions volontaires la Commission put envoyer, dans l'espace d'un mois, à l'armée plus de 6,000 barils de légumes et la sauver d'un désastre. La Commission servit ainsi de moyen de communication entre le peuple et ses défenseurs sur le champ de bataille. »

De même, tous les hôpitaux du Gouvernement à Washington ont été approvisionnés, durant l'hiver de 1863 et l'année 1864, de légumes envoyés de New-York et de Philadelphie dans des wagons réfrigérants[1], construits expressément à cette intention. Pendant les trois derniers mois de 1863, la Commission a expédié plus de 1,030 tonnes de provisions fraîches, coûtant 700,000 francs.

Suivant M. Woodward, l'un des chirurgiens les plus honorablement connus de l'armée, « les causes essentielles du scorbut peuvent être résumées en un seul mot : la mauvaise hygiène du camp. « Probablement, dit-il, on ne pourrait pas citer un seul

[1] *Refrigerating cars.*

exemple de scorbut faisant son apparition dans une armée suffisamment approvisionnée de légumes frais. »

C'est sur de semblables données et à la suggestion de conseillers aussi intelligents, que la Commission sanitaire a fait fonctionner son service d'hygiène préventive, dont les résultats ont été si bienfaisants pour l'armée et pour le pays en général.

III. *Monographies médicales.* — Afin de fournir une preuve du zèle dont sont animés les savants médecins qui ont offert leur concours désintéressé à la Commission en rédigeant des traités médicaux et en les faisant distribuer aux chirurgiens de l'armée, nous donnons ici une liste des monographies déjà publiées.

Traité servant d'Introduction générale sur l'emploi des anesthésiques dans la chirurgie militaire.

A. Rapport sur l'hygiène et la thérapeutique militaires.

B. Devoirs des chirurgiens de l'armée sur le champ de bataille.

C. Règles à suivre pour maintenir la santé du soldat.

D. Rapport sur l'usage de la quinine comme prophylactique.

E. Rapport sur l'emploi de la vaccine dans l'armée.

F. Rapport sur les amputations.

G. Rapport sur les amputations du pied et du cou-de-pied.

H. Rapport sur les maladies syphilitiques, spécialement dans l'armée et la marine.

I. Rapport sur la pneumonie.

K. Rapport sur les fièvres chroniques.

L. Désarticulation en cas de blessures.

M. Rapport sur la dyssenterie.

N. Rapport sur le scorbut.

O. Rapport sur la nature et le traitement des fractures dans la chirurgie militaire.

P. Rapport sur la nature et le traitement des fièvres paludéennes.

Q. Rapport sur la nature et le traitement de la fièvre jaune.

R. Hémorrhagie des blessures.

S. Traitement et prévention des maladies contagieuses dans les camps, les vaisseaux de transport et les hôpitaux.

C. **Hôpitaux.**

Avec une discrétion et une promptitude égales, les commissaires consacrèrent dès le début leur attention à la construction d'hôpitaux convenables. Ils

avaient fait d'abord recueillir, par l'entremise du bureau de statistique, tous les renseignements qui leur étaient nécessaires; en outre, ils pouvaient compter sur le concours sympathique du général M. C. Meigs, quartier-maître de l'armée. La Commission fut d'avis qu'au lieu de louer d'anciens bâtiments pour les changer en hôpitaux, le gouvernement devrait faire construire, sur un modèle uniforme, un nombre suffisant de *casernes-infirmeries* en bois de charpente, assez vastes pour contenir chacune de trente à soixante lits, amplement alimentées d'eau pour les bains et le lavage, pourvues de *water-closets*, munies d'excellents appareils de ventilation, parfaitement chauffées en hiver et situées à une assez grande distance l'une de l'autre pour ne pas corrompre l'atmosphère. Ces recommandations furent bien accueillies, et le général Meigs donna des ordres pour qu'on y fît droit immédiatement.

Afin de donner une idée de la vaste organisation hospitalière dont les nécessités de la lutte ont étendu le réseau sur les États-Unis, nous insérons ici un tableau synoptique de la situation des hôpitaux militaires à l'époque du dernier rapport, en date du 13 août 1864. On voit par ce tableau que sur le théâtre de la guerre le nombre des hôpitaux n'était pas moindre de 214, renfermant 133,800 lits dont 97,751 étaient occupés.

HOPITAUX MILITAIRES DES ÉTATS-UNIS.

NOMBRE D'HÔPITAUX	CIRCONSCRIPTIONS	NOMBRE DE LITS	LITS OCCUPÉS	DATES
27	Washington.	23.364	17.085	13 août 1864
19	Susquehanna.	19.957	13.664	»
20	Ohio.	13.280	9.312	»
30	Est.	14.910	13.959	»
12	Centre.	8.294	5.973	»
19	Nord.	9.492	6.329	»
17	Tennessee.	4.367	2.577	»
23	Cumberland.	14.116	11.522	»
9	Missouri.	3.562	1.392	»
8	Golfe du Mexique.	5.921	3.568	6 août
6	Virginie et Caroline du Nord	5.902	4.054	13 août
5	Virginie occidentale. . . .	3.690	2.913	»
7	Sud.	2.969	2.495	»
3	Nord-Ouest.	2.130	1.432	»
2	Kansas.	396	212	août
2	Pacifique.	68	42	»
5	Arkansas.	1.382	1.222	»
214		133.800	97.751	

Les planches insérées dans ce volume feront comprendre, mieux que de longues descriptions, le mode de construction des hôpitaux recommandé par

la Commission sanitaire des États-Unis et adopté par le gouvernement. Bien que ces figures ne représentent qu'un seul genre de bâtiments, cependant elles peuvent donner une idée suffisante du système adopté. Les arrangements généraux sont partout les mêmes et les différences les plus notables consistent simplement dans la position relative des diverses constructions. L'idée première qu'on a réalisée dans tous les hôpitaux est de bâtir pour chaque salle un pavillon détaché n'ayant qu'un seul étage et contenant au plus soixante lits pour les malades. A une certaine distance des pavillons d'hôpital, s'élèvent les divers édifices nécessaires à la direction et au service; c'est là que se trouvent les bureaux de l'administration, le réfectoire et la cuisine des malades, le réfectoire et la cuisine des employés, la blanchisserie, les magasins du commissariat et du quartier-maître, la salle des gardes, la morgue, les chambres des hospitalières, la chapelle, l'amphithéâtre, les écuries. Ces divers bâtiments sont tous réunis par des allées à arcades, couvertes et planchéiées. Le plan et la disposition des maisons doivent varier nécessairement suivant la nature et les accidents du sol. En certains endroits, les pavillons sont disposés *en échelon* sur deux lignes convergentes qui rappellent la forme de la lettre V, et dans ce cas le bureau de la direction occupe le sommet de l'angle, tandis que les autres construc-

tions sont réparties sur les deux ailes. Ailleurs, on a préféré bâtir les pavillons en cercle ou en ellipse, et le bureau central se trouve alors à l'extrémité de l'un des rayons. Le point essentiel est d'élever les bâtiments à des distances respectives assez considérables pour que l'encombrement soit impossible et qu'une ventilation parfaite des salles soit assurée. Entre toutes les rangées parallèles de constructions, on laisse un intervalle d'au moins dix mètres; de même, on a pensé qu'il était bon d'orienter les pavillons dans la direction nord et sud.

Les diverses dépendances de l'hôpital ne sont pas représentées dans les planches annexées à ce volume, mais il ne sera pas inutile d'en donner une description rapide.

Le réfectoire des malades occupe un édifice ventilé par le haut et construit dans la forme d'un long parallélogramme. La cuisine, qui communique avec le réfectoire par le milieu d'un long côté, est partagée en deux compartiments inégaux, dont le plus grand sert à la préparation de la nourriture ordinaire et le moindre à la confection des plats supplémentaires. La cuisson se fait dans des fourneaux commandés expressément pour le service de l'hôpital. Le réfectoire est toujours assez large pour offrir un nombre de places égal aux deux tiers de celui des lits.

La salle à manger et la cuisine des employés occu-

pent un petit pavillon situé près du bureau central de la direction.

La blanchisserie est en général un édifice composé d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage servant de dortoir aux femmes de service. Le toit doit être plat et garni d'un réseau de cordes sur lesquelles on peut étendre le linge.

Le magasin du commissariat est une maison à un étage; l'intérieur du rez-de-chaussée est distribué en compartiments et pourvu d'étagères où les provisions sont rangées avec le plus grand ordre; la viande et les autres objets qui pourraient se corrompre facilement sont placés dans une glacière annexée à l'édifice; une chambre spéciale est réservée aux articles de vêtement. Le premier étage est disposé en logements pour les cuisiniers.

L'entrepôt des havresacs sert, ainsi que le nom l'indique, à l'emmagasinement de tous les effets personnels appartenant aux malades. Il contient autant de petites cases de 36 décimètres carrés qu'il y a de lits dans l'hôpital.

La salle des gardes est un édifice détaché où demeurent les gardiens de l'hôpital et qui comprend un dépôt pour les prisonniers.

La morgue, où sont exposés les cadavres, est partagée en deux compartiments éclairés par en haut et placés de manière à ne pas être vus des pavillons d'hôpital.

Le quartier des infirmières est une maison séparée contenant chambres à coucher, réfectoire et cuisine. Là se trouvent aussi les appartements destinés aux dames qui viennent offrir leurs services pour le soin des malades et des blessés.

La chapelle, convenablement disposée pour la célébration du service religieux, peut également servir de salle de lecture et renferme une bibliothèque.

L'édifice destiné aux opérations chirurgicales comprend deux salles de $4^{m}50$ de côté, dont l'une, éclairée par en haut, sert d'amphithéâtre, tandis que l'autre, pourvue de fenêtres, renferme les objets nécessaires au pansement, etc.

L'écurie, où se trouvent les chevaux des employés de l'hôpital, renferme aussi les ambulances.

Quant à l'approvisionnement d'eau, il est assuré, autant qu'il est possible, par une machine à vapeur remplissant, au moyen de pompes, un vaste réservoir. La machine doit être placée entre la cuisine et la blanchisserie, afin qu'elle puisse aider à la cuisson des aliments et mettre en mouvement les divers engins qui lavent et calandrent le linge.

Les dimensions de chaque salle d'hôpital sont assez considérables pour assurer à chaque malade plus de 27 mètres cubes d'air. En outre, un faux toit placé à $1^{m},20$ au-dessus de l'arête supérieure, active la ventilation de l'édifice pendant la belle saison. (V. plan-

che III, fig. 8). En hiver, les interstices du toit sont fermés, et l'on obtient le renouvellement de l'air au moyen de cheminées d'appel (V. planche III, fig. 6). Chacun des quatre poêles qui chauffent la salle est muni à la base d'une ouverture qui donne libre accès à l'air pur et que l'on peut fermer à volonté. Une cheminée recouverte de tôle, et large de 45 centimètres, descend à travers la charpente jusqu'à $2^m,40$ au-dessus du poêle, et reçoit le tuyau par lequel s'échappe la fumée et l'air vicié. (Dans la fig. 6, planche III, l'appareil de ventilation se présente de face; dans la fig. 7 on le voit de côté.)

Les frais d'établissement de quelques-uns de ces hôpitaux se sont élevés à des sommes fort considérables; mais les résultats obtenus ont amplement dédommagé de toutes les dépenses. Ainsi l'hôpital, construit dans la partie occidentale de Philadelphie (West-Philadelphia), se compose de trente-quatre pavillons, larges de $7^m,25$, hauts de 4 mètres jusqu'à la naissance du toit, et variant en longueur de 45 à 75 mètres; l'ensemble des bâtiments contient 3,124 lits. Les dépenses de construction, non compris l'aménagement intérieur, se sont élevées à un million de francs. Les médecins employés sont au nombre de 52, et les infirmiers, cuisiniers et domestiques forment un bataillon de 464 personnes.

L'hôpital général de Philadelphie, disposé pour la réception de 3,320 malades, couvre une surface

de 50,100 mètres carrés. Le nombre des employés attachés au service de l'administration est de 622; les frais d'établissement ont dépassé 1,250,000 fr.

Citons un fait qui prouve combien le génie inventif et pratique des Américains s'est exercé pour tromper les ennuis de la vie d'hôpital. Dans plusieurs de ces établissements, les malades eux-mêmes ont fondé des journaux qui paraissent régulièrement. A Washington notamment, les convalescents de l'*Armory-Hospital*[1], qui contient un millier de lits, ont eu l'idée d'acheter tout un matériel d'imprimerie et se sont mis à imprimer et à publier un journal hebdomadaire, dont tous les articles sont rédigés par des habitants de l'hôpital. Les dimensions de cette feuille, qui a pour titre : « *the Armory-square Hospital Gazette* », sont un peu plus considérables que celles du *Petit Journal*, et les sommes reçues des abonnés sont versées dans la caisse de l'hôpital, au profit de tous les malades. Ce journal, qui d'ailleurs est très-bien fait et magnifiquement imprimé, compte une année d'existence.

Il serait difficile de se faire une idée complète des souffrances que cette admirable organisation hospitalière a déjà épargnées. D'après le témoignage du docteur Pringle, le célèbre chirurgien en chef des

[1] Hôpital de l'Arsenal.

forces anglaises qui se fondirent à l'expédition de Walcheren comme la neige sur le sol, « les hôpitaux doivent être rangés parmi les causes principales de la mortalité dans les armées. » Un éminent médecin français de la même époque déclarait que « les hôpitaux sont un fléau de la civilisation. » Et certes, ce langage ne pouvait pas être taxé de la moindre exagération, tant les hôpitaux militaires étaient déplorablement tenus. Même pendant la dernière campagne de Crimée, Miss Nightingale a constaté une effrayante mortalité des malades et des blessés. Le nombre des morts — 46,7 % dans les hôpitaux de Scutari et de Kulali, en février 1855, — était presque aussi considérable que le nombre des guérisons. Toutefois cette terrible mortalité fut arrêtée soudain, grâce à une réforme sanitaire immédiate, si bien que le nombre des morts ne s'éleva bientôt plus qu'à 2 ou 3 % des cas. Miss Nightingale nous apprend que « durant les sept premiers mois de la campagne de Crimée la mortalité des troupes s'est élevée à 60 % pour les maladies seulement », et que, « pendant les cinq derniers mois de la campagne, après l'organisation complète du système de mesures sanitaires, la mortalité des troupes ne dépassa pas le chiffre de 11,5 pour 1,000 ou de 1,1 % par an. » En d'autres termes, le nombre des morts était devenu cinquante fois moindre, grâce aux réformes hygiéniques.

Les dangers, auxquels les hôpitaux de Scutari et de la Crimée doivent leur sinistre et terrible histoire, étaient également réservés aux établissements hospitaliers des armées américaines si l'on n'eût pris immédiatement des mesures de précaution. Pour l'établir, il nous suffira de reproduire ici les paroles du docteur Hammond, qui était alors (été de 1861) aide-chirurgien, et qui depuis occupa longtemps le poste de chirurgien-général. En parlant des vingt et un hôpitaux du Maryland, qui dès le commencement de la guerre regorgeaient déjà de fiévreux emportés les uns après les autres par une effrayante mortalité, il s'écriait : « Je n'hésite pas à dire que cet état de choses n'a son pareil dans aucun endroit du monde civilisé, et que cet hôpital[1] dépasse en horreur ceux qui furent l'*opprobre* des alliés pendant la guerre de Crimée. » Grâce à l'initiative de la Commission et à l'aide du gouvernement, cet état de choses se modifia bientôt, et maintenant les divers grands hôpitaux des États-Unis peuvent facilement soutenir la comparaison avec les plus beaux établissements de ce genre qui se trouvent dans le monde entier.

Les scènes décrites d'une manière si saisissante par le docteur Hammond n'ont de pendant que dans la partie d'un rapport du chirurgien-général des armées confédérées consacrée aux hôpitaux des pri-

[1] Situé près de Cumberland, dans le Haut-Maryland.

sonniers unionistes retenus à Richmond. Ce rapport, signé le 1er avril 1864, donne la statistique officielle des mois de janvier, février et mars de la même année. Sur 2279 malades reçus à l'hôpital pendant cette période, il n'en mourut pas moins de 1396, soit plus de 50 %. Du nombre total des patients, 2121, plus des trois quarts souffraient de débilité générale, de fièvres adynamiques, de diarrhées ou de dyssenteries, d'affections de la poitrine ou du scorbut, c'est-à-dire de maladies qui toutes avaient pour cause l'inanition, le froid, la saleté, le manque d'air respirable ou de vêtements. L'imagination est effrayée à la pensée de ces horreurs[1].

D. Service d'assistance.

Sous le titre général de service d'assistance (*relief*), on comprend les nombreuses agences établies, afin de venir en aide aux volontaires qui se rendent pour la première fois à l'armée, ou bien en reviennent avec leur congé temporaire ou définitif, ainsi que divers moyens employés pour donner aide et assistance et distribuer des provisions aux soldats qui se trouvent dans les rangs ou dans les hôpitaux divisionnaires et régimentaires. Cette distribution se fait naturellement par deux grands canaux parallèles et souvent confondus. Nous voulons dire :

[1] Voir le rapport adressé à la Commission sanitaire, par le docteur Valentin Mott, Philadelphie 1864.

Le *service d'assistance spéciale* ou extraordinaire;

Le *service général* ou ordinaire.

Ce dernier service dépend entièrement de l'inspection sanitaire; et en tant qu'il a spécialement pour but la vie et la santé des soldats, il est confié à la direction des inspecteurs ou des employés de la division d'hygiène. Tous les secours ayant d'autres objets en vue rentrent dans la partie spéciale du système.

Service spécial. — Les besoins auxquels les secours spéciaux ont été appelés à pourvoir sont d'une telle multiplicité et d'une telle variété qu'il n'a pas été possible de les classer d'une façon complète. Par l'intéressant extrait que nous empruntons au dernier rapport de la Commission, nos lecteurs se feront de ce service une idée claire et suffisamment exacte.

« Les principaux objets que se propose la Commission, en intervenant pour activer le service spécial d'assistance, sont les suivants :

« — Premièrement, de fournir aux malades des régiments nouvellement arrivés telles médecines, telle nourriture et tels soins que, vu les circonstances, leurs médecins et chirurgiens sont dans l'impossibilité de leur donner. Les soldats ainsi secourus sont principalement ceux qui ne sont pas assez malades pour avoir des droits à entrer dans un hôpital général, mais qui cependant doivent recevoir des soins

immédiats sous peine de contracter une affection grave.

« — Deuxièmement, de fournir la nourriture, le logement, les soins et secours nécessaires aux soldats qui, ayant reçu leur congé honorable pour cause de maladie, sont souvent obligés d'attendre pendant plusieurs jours avant qu'ils puissent obtenir leurs papiers et leur solde, ou même sont forcés de vendre à perte leurs droits à des spéculateurs.

« — Troisièmement, d'entrer en communication avec les régiments éloignés en faveur des soldats dont les certificats de congé ou les feuilles de route pour payement de solde seraient défectueux ; le soldat invalide devant recevoir des soins pendant l'intervalle et ne pouvant d'ailleurs s'exposer au danger et à la fatigue d'aller en personne au régiment pour faire mettre ses papiers en règle.

« — Quatrièmement, d'agir comme le conseil et l'avocat gratuit des soldats qui seraient trop malades ou incapables de se présenter eux-mêmes au bureau du payeur en chef.

« — Cinquièmement, d'examiner la situation des soldats congédiés temporairement ou définitivement, qui paraîtraient être dans l'impossibilité de payer le voyage et de leur en fournir les moyens lorsque ces hommes sont honnêtes et que leurs besoins sont réels.

« — Sixièmement, de procurer aux soldats ma-

lades ou en congé, des billets de chemin de fer à prix réduit, et de veiller à ce qu'ils ne soient ni volés, ni trompés à la station d'embarquement.

« — Septièmement, de s'employer à ce que les soldats congédiés ou rayés des cadres quittent immédiatement la ville où ils ont reçu leur solde et rentrent aussitôt dans leurs familles ; et dans les cas où de mauvais camarades les auraient induits à rester, de travailler à leur délivrance et de les expédier jusqu'à destination avec des billets de parcours entier.

« — Huitièmement, de prendre soin que les soldats congédiés définitivement ou pour cause de maladie soient, avant leur départ, dans un état de propreté et de comfort convenables.

« — Neuvièmement, d'être prêts à fournir immédiatement des aliments ou les autres objets de première nécessité aux malades qui arriveraient en nombre des champs de bataille ou des hôpitaux généraux.

« — Dixièmement, de ne pas perdre de vue les soldats qui sortent des hôpitaux sans être encore rentrés dans les rangs, et de fournir les renseignements nécessaires aux autorités compétentes au sujet des individus qui voudraient se dérober au service ou déserter. »

Sous ce même titre de Service spécial d'assistance

sont rangés le système des approvisionnements, les secours de toute nature à donner, par les soins des hospitaliers ou par tous autres moyens, aux prisonniers enfermés ou renvoyés sur parole, et généralement tous les cas particuliers que n'aurait point prévu le règlement de l'armée et qui se rapportent aux malades, aux blessés et à leurs amis.

Agence hospitalière. — Quelques explications sont nécessaires au sujet de cette agence. Primitivement il existait un bureau spécial d'enregistrement ayant pour but de fournir des renseignements récents et précis sur chaque patient traité dans les hôpitaux militaires. Dans un pays si vaste, avec une ligne d'opérations stratégiques d'une longueur de plus de 3,500 kilomètres, avec une armée de plus d'un million d'hommes distribuée sur cet immense champ de bataille et changeant constamment de position, les amis et parents devaient être naturellement très-anxieux de savoir l'endroit précis où se trouvaient les soldats qu'ils accompagnaient de leur amour. Cette mission fut confiée à ce bureau spécial, qui devint bientôt une agence de renseignements incessamment contrôlés, fonctionnant au bénéfice exclusif des malades de l'armée et de leurs amis. Comme exemple de la grandeur du travail accompli, il est relaté dans les rapports imprimés de la Commission que non moins de 513,000 noms ont été inscrits

dans les registres de l'agence du 9 juin au 1er octobre 1863, soit pendant quatre mois environ. Dans chaque registre officiel, diverses colonnes indiquent en regard de chaque nom la date de l'admission du patient dans un hôpital spécialement désigné, son rang, sa compagnie, ses états de service. De cette manière une réponse catégorique peut être donnée à chaque demande relative aux soldats qu'on suppose se trouver dans un hôpital. Depuis l'organisation du bureau jusqu'au 1er octobre 1863, un peu plus de 13,000 demandes de renseignements lui furent adressées, et sur 10,000 cas environ, les agents ont pu faire des réponses satisfaisantes.

Asiles des soldats. — Une autre branche secondaire du service d'assistance spéciale a été l'organisation des « Asiles de soldats. » Depuis le premier établissement de ces institutions jusqu'au 1er septembre 1863, ils ont fourni plus de 500,000 repas et de 250,000 logements. Les habitants de ces espèces d'hôtels sont des soldats que la rigidité du système militaire a laissés en dehors de ses cadres réguliers, d'autres qui, pour divers motifs, se sont égarés ou attardés, qui n'ont pas encore leurs états de service en règle, et enfin des convalescents ou des congédiés qui n'ont pas encore reçu leur paye.

La moyenne du séjour dans les établissements de la Commission est de trois jours environ.

Registre des morts et enterrements. — Une autre fonction du service d'assistance spéciale est de conserver la mémoire des braves qui ont sacrifié leur vie pour le salut de la patrie. Sur la demande de la Commission il est tenu, par les ordres et les soins du secrétariat de la guerre, un registre en triple pour chaque soldat mort à l'hôpital ou sur le champ de bataille et dont le corps aura pu être reconnu. On mentionne sur ce registre le nom du soldat décédé, la date de son inscription sur les rôles de l'armée, les noms de ses parents, ses blessures, les faits relatifs à sa dernière maladie, ses suprêmes volontés et le lieu de sa sépulture.

MODÈLE DU REGISTRE DES MORTS ET ENTERREMENTS.

Nom et numéro du décédé. . . . . .
Numéro et lieu de la sépulture. . . .
Numéro du décédé à l'hôpital. . . .
Régiment, bataillon, compagnie . . .
Lieu de résidence avant l'enrôlement.
État civil (si le décédé était marié, indiquer la résidence de la veuve). . .
Causes de la mort. . . . . .
Age du décédé. . . . . .
Date de la naissance . . . . . .
Observations. . . . . .
Date de l'enterrement. . . . . .

Envoyer un exemplaire à l'adjudant-général de l'armée des États-Unis, et un double au marguillier de la paroisse de...

MÉMORANDA.

Déjà des milliers et des milliers de poteaux funéraires dressés sur les tombes des soldats et portant chacun son inscription, conformément aux ordres donnés à cet effet par le secrétaire de la guerre, marquent les lignes stratégiques et les cimetières des hôpitaux de l'armée. En même temps tous les cas de mort sont exactement relevés dans chaque hôpital et dans chaque bureau de cimetière, ainsi que dans le cabinet de l'adjudant-général et sur les rôles des régiments. Les trois exemplaires du registre sont conservés, l'un à l'hôpital, le second à Washington et le troisième dans la paroisse où se trouve le cimetière ou bien au commissariat du régiment.

S'il est difficile d'apprécier à leur juste valeur l'importance des services rendus par l'agence des hôpitaux et par les registres d'enterrement, l'imagination aime à se reporter vers les innombrables foyers au-dessus desquels semblait planer l'ange de la mort et qui ont été soudain consolés et réjouis par la nouvelle que celui qu'on pleurait n'était pas perdu. Des milliers de personnes abattues sous le poids d'une affreuse incertitude, ont été soulagées d'une partie de leur fardeau de douleur en apprenant que les amis chers à leur cœur avaient au moins reçu un signe funéraire sur leur dernier lieu de repos. De pareils services ne sauraient être trop hautement appréciés.

Service d'assistance générale ou ordinaire. — Cette partie des travaux, que nous traitons en dernier lieu, est la plus importante, car elle s'applique à tous les soldats sans distinction.

Mention a déjà été faite de l'explosion des sympathies populaires qui se manifesta de toutes parts après le désastre de Bull-Run, en juillet 1861. Aussitôt après l'organisation de la Commission, celle-ci lança une circulaire invitant le public à envoyer des objets divers pour les malades et les blessés. Cette circulaire fut vivement appuyée par le président Lincoln et par le général Scott, qui était alors commandant en chef des forces militaires. Afin de stimuler la formation de comités auxiliaires de secours dans toute l'étendue des états loyaux, le directeur général des postes adressa à tous les bureaux de distribution et à tous les citoyens influents dans chaque ville, 80,000 circulaires accompagnées d'une lettre dont voici la teneur :

Direction générale des Postes.

Washington, 15 octobre 1861.

« Monsieur, vous êtes prié de prendre les mesures convenables pour aider à l'organisation d'un comité de dames, s'il n'en existe pas encore dans votre ville, ayant pour mission de répondre à l'appel ci-joint de la Commission sanitaire.

« Le pouvoir exécutif désire vivement obtenir le

concours actif des femmes américaines pour la sainte cause de l'Union ; il compte sur vous pour leur faire connaître son désir et pour travailler autant qu'il vous sera possible à l'accomplissement de cette grande œuvre.

« Je suis, avec respect,

« MONTGOMERY BLAIR.

« *Directeur général des postes.* »

Après de semblables appels, il ne se passa pas un grand nombre de semaines sans que le pays entier se couvrît d'un réseau de sociétés auxiliaires, ayant toutes des relations directes et suivies avec les grands comités centraux de New-York, de Boston, de Providence, de Philadelphie, de Cincinnati, de Cleveland, de Columbus, de Chicago, de Wheeling, de Louisville, de Saint-Louis et de Washington. Le secrétaire général, M. Olmsted, constatait dans son rapport pour l'automne de 1861, que 100,000 objets environ avaient été reçus.

Il est facile de comprendre le système éminemment pratique et l'esprit de méthode dont on fit preuve pour l'approvisionnement et l'arrangement des magasins en se rendant compte des opérations journalières de l'un des principaux dépôts, tels que ceux de Washington et de Louisville, ou en remarquant avec quelle rapidité les articles étaient expé-

diés et distribués dans les dépôts provisoires qu'on avait établis pour les armées en campagne, à Chattanooga, par exemple, ou près de Charleston. Le *modus operandi* peut être décrit comme suit :

A Washington, à Louisville et à New-York, la Commission a fondé des établissements centraux où sont réunis tous les objets achetés directement, ou bien recueillis par les soins des associations auxiliaires. Dès que ces objets sont classés convenablement, empaquetés et prêts à être embarqués au premier ordre venu, ils sont mis à la disposition des hôpitaux pour être expédiés et distribués selon que les mouvements et les exigences diverses des armées peuvent le rendre nécessaire. Quels que soient les besoins des malades, des blessés, des nécessiteux et l'endroit où ces besoins se manifestent, le premier devoir des inspecteurs est de les satisfaire. Pour obtenir encore plus de promptitude et de facilité, un bureau mobile ou provisoire de distribution est établi dans chaque division et à peu près dans chaque corps d'armée.

Ce n'est point au hasard que la Commission répartit ses trésors ; tout en se donnant pour but invariable d'épargner autant que possible tout sacrifice de vie humaine, qui résulterait d'une adhérence trop rigide aux prescriptions d'une routine aveugle ou d'une forme méticuleuse, elle a maintenu dans son système de distribution une exactitude consciencieuse pour tous les comptes, bons, reçus et certifi-

cats. Il n'a pas été délivré un seul article d'une valeur de cinq francs pour lequel il n'ait été réclamé et délivré une attestation en règle, signée par le chirurgien ou par son assistant et contresignée par un inspecteur qui s'est édifié au préalable sur l'utilité de la dépense. Les plus rigides précautions sont prises pour que les généreuses contributions apportées par le peuple des États-Unis soient employées le plus utilement possible, et que les plus nécessiteux soient traités avec le plus de libéralité. En même temps, on veille à ce qu'aucun officier de l'armée ne soit dégagé de la responsabilité qui lui incombe de s'adresser au gouvernement, comme il en a le droit et le devoir, pour tous les articles jugés nécessaires.

Les dépôts mentionnés plus haut sont placés sous la direction immédiate des agents de secours (*relief-agents*), choisis spécialement pour l'œuvre qu'ils ont à accomplir et contrôlés dans leurs actes par les secrétaires et par l'administration en chef. Lorsque des réquisitions sont adressées au dépôt de la part des officiers médicaux de l'armée ou des inspecteurs sanitaires, les agents de secours les inscrivent sur leurs livres, les classent, les ordonnancent et font mention sur leur journal de tous les articles livrés par eux. Les règles de la comptabilité doivent toujours être observées avec le plus grand soin.

Pour mieux saisir la nature et la nécessité de

l'aide incessamment apporté par la Commission de secours, il faut ne pas perdre de vue que le « Code » imprimé des règlements de l'armée, code qui est le programme de l'action officielle du gouvernement, a été établi en vue d'un état normal des choses. La liberté qu'il concède à chaque employé est nécessairement restreinte dans l'intérêt de sa propre responsabilité, et de l'économie des deniers publics. Le Code est le représentant de l'ordre au milieu de l'inévitable confusion de la guerre. Sans cet ordre, et sans un contrôle rigoureusement maintenu, rien ne pourrait être mené à bonne fin ; les bureaux de la guerre seraient dans l'impossibilité de terminer aucune affaire. Ainsi que Miss Nightingale l'a si bien exprimé : « Les besoins du soldat dépendent des circonstances ; mais les distributeurs ne peuvent pourvoir aux besoins qu'en vertu de leurs instructions. »

Les règlements fixes du service sont incompatibles avec l'élasticité et la promptitude d'expédition que les exigences spéciales et imprévues de la guerre rendent nécessaires. C'est juste au moment où les règlements et les approvisionnements réguliers de l'administration officielle viennent à faire défaut, que la Commission sanitaire intervient pour obvier aux difficultés et donner au soldat la preuve de la sollicitude paternelle du gouvernement en accordant elle-même son appui cordial. Ses agences multiples

suivent le soldat de lieu en lieu, au camp, au bivouac, dans la marche, sur le champ de bataille; et là encore, aussi loin que des non-combattants peuvent le faire, elles se présentent avec les riches contributions offertes par la bienveillance et l'affection des concitoyens aux soldats blessés et accablés de fatigue. C'est alors que, soit à l'ambulance, soit à l'hôpital général ou de campagne, les bons offices de la Commission sont mis en réquisition, tant pour les invalides que pour les convalescents et les volontaires en congé. Elle accompagne le soldat à chaque pas de sa carrière et lui sert d'ange gardien, en lui apportant des messages d'affection et de soulagement envoyés par cette armée loyale de travailleurs qui sont restés au foyer domestique. Elle agit comme le grand intermédiaire entre le soldat et sa famille, et de la façon la plus convaincante elle donne à l'armée la démonstration des sympathies du pays. Son œuvre, telle qu'elle a été formulée par les fondateurs, et telle qu'on peut la juger par ses résultats, est le développement de ce principe : « La guerre doit être menée avec une haute intelligence, avec humanité et une véritable tendresse pour la santé, le comfort et la sécurité de nos troupes. »

Toutefois, la Commission n'a pas restreint les effets de sa générosité aux soldats fédéraux seulement. Sur le champ de bataille, dans les ambulances

et à l'hôpital général, elle a toujours planté le drapeau de la neutralité. Animée de cet esprit de large humanité,

. . . . . Homo sum,
Nihil humani a me alienum puto.

elle n'a voulu reconnaître aucune distinction entre l'ami et l'ennemi. Elle a mis en pratique l'esprit de charité selon l'Évangile de la bonne volonté, et dans tout malheureux elle voit un frère et un homme.

Sur le champ de bataille, plus encore peut-être que dans les corridors tranquilles des hôpitaux, on a pu apprécier les merveilleux services de la Commission. Théoriquement le gouvernement devrait, en prévision des rencontres sanglantes, tenir prêts tous les articles qui sont nécessaires pendant le terrible conflit. Mais en pratique, la guerre, dans ses phases toujours nouvelles, produit une variété infinie de besoins qui doivent être satisfaits sous peine d'affreuses conséquences. Il est prouvé par les récits de toutes les grandes batailles que, pendant les évolutions stratégiques, et surtout à l'issue d'un engagement qui a coûté beaucoup de monde, il faut, pour la prompte assistance des blessés, une plus grande quantité d'hommes et de matériel de toute espèce qu'un gouvernement n'a pu encore jusqu'ici mettre à la disposition du service des ambulances. En de pareils moments, quelque dévoué, quelque infatigable que

soit le corps des chirurgiens, l'aide de volontaires du dehors est absolument indispensable afin de prévenir les plus horribles souffrances et le plus déplorable gaspillage de vies humaines. Pour ne citer qu'un exemple entre plusieurs, toute une armée d'hospitaliers volontaires aurait à peine suffi à l'œuvre douloureuse que leur eût imposée une bataille comme celle de Solférino. Sur ce point, nous pouvons invoquer le témoignage explicite de M. J. Henry Dunant dans l'éloquent récit qu'il nous a donné sous le titre de : *Un Souvenir de Solférino*. Témoin oculaire lui-même, il raconte l'insuffisance absolue des ressources médicales que les armées alliées avaient à leur disposition. Écoutons M. Dunant :

« Le soleil du 25 juin éclaira l'un des spectacles les plus affreux qui se puissent présenter à l'imagination. Le champ de bataille est partout couvert de cadavres d'hommes et de chevaux ; les routes, les fossés, les ravins, les prés sont parsemés de corps morts, et les abords de Solférino en sont littéralement criblés. Les champs sont ravagés, les blés et les maïs sont couchés, les haies renversées, les vergers saccagés ; de loin en loin on rencontre des mares de sang. Les villages sont déserts et portent les traces des ravages de la mousqueterie, des fusées, des bombes, des grenades et des obus ; les murs sont ébranlés et percés de boulets qui ont ouvert de lar-

ges brèches; les maisons sont lézardées, trouées, détériorées ; leurs habitants, qui ont passé près de vingt heures cachés et réfugiés dans leurs caves, sans lumière et sans vivres, commencent à en sortir ; leur air de stupeur témoigne du long effroi qu'ils ont éprouvé.

« Les malheureux blessés qu'on relève pendant toute la journée sont pâles, livides, anéantis; les uns, et plus particulièrement ceux qui ont été profondément mutilés, ont le regard hébété et paraissent ne pas comprendre ce qu'on leur dit; ils attachent sur vous des yeux hagards, mais cette prostration apparente ne les empêche pas de sentir leurs souffrances; les autres sont inquiets et agités par un ébranlement nerveux et par un tremblement convulsif; ceux-là, avec les plaies béantes où l'inflammation a déjà commencé à se développer, sont comme fous de douleur : ils demandent qu'on les achève et ils se tordent, le visage contracté, dans les dernières étreintes de l'agonie.

« Ailleurs, ce sont des infortunés qui non-seulement ont été frappés par des balles ou des éclats d'obus qui les ont jetés à terre, mais dont les jambes ou les bras ont été brisés par les roues des pièces d'artillerie qui leur ont passé sur le corps. Le choc des balles cylindriques fait éclater les os dans tous les sens, de telle sorte que la blessure qui en résulte est toujours fort grave; les éclats d'obus, les balles

coniques produisent aussi des fractures excessivement douloureuses et des ravages intérieurs souvent terribles[1].

. . . . . .

« Pendant la journée du samedi, le nombre des convois de blessés devient si considérable que l'administration, les habitants et le détachement de troupes laissé à Castiglione sont absolument incapables de suffire à tant de misères. Alors commencent des scènes aussi lamentables que celles de la veille, quoique d'un genre tout différent : il y a de l'eau et des vivres, et pourtant les blessés meurent de faim et de soif; il y a de la charpie en abondance, mais pas assez de mains pour l'appliquer sur les plaies; la plupart des médecins de l'armée ont dû partir pour Cavriana, les infirmiers font défaut et les bras manquent dans ce moment si critique[2]. »

La Commission sanitaire des États-Unis s'est proposé les moyens de pourvoir à des éventualités aussi terribles. Par l'organisation d'un système indépendant de transports, les approvisionnements peuvent être par elle dirigés sur tous les points où de grands engagements se préparent. Les employés du service des secours, étant avertis à temps par les inspecteurs sanitaires qui suivent l'armée, et munis des instruc-

[1] *Un souvenir de Solférino*, pages 49 et suivantes.
[2] *Ibid.*, pages 70 et 71.

tions des bureaux centraux, envoient à l'avance, avec les colonnes en marche et sur des points convenables indiqués près de la ligne de mouvement, tels trains d'approvisionnements qu'il est nécessaire de fournir aux ambulances et aux hôpitaux de campagne pour les besoins des blessés et des soldats épuisés. Au milieu des armées fédérales, soit campées, soit en marche, on maintient un dépôt ambulant (*flying depot*), sous la surveillance des inspecteurs et des agents de secours. Au début de la guerre, ces dépôts ne pouvaient pas être tenus à proximité suffisante des troupes, vu le manque de moyens indépendants de transport. Même plus tard, la nature montagneuse des districts dans lesquels on opérait a plus d'une fois empêché ces convois spéciaux d'arriver en temps utile; mais toutes les fois que cela est praticable, la Commission dispose d'un convoi indépendant ou de quelques wagons que le quartier-maître leur permet de faire avancer en même temps que les troupes. Les quartiers-maîtres eux-mêmes et les officiers médicaux de l'armée se sont presque toujours appliqués à faire parvenir les approvisionnements au dépôt le plus rapproché du champ de bataille. Il ne sera pas inutile de citer ici quelques exemples frappants des services rendus dans les moments d'urgence par ce corps auxiliaire.

Lors de la grande bataille d'Antietam, la Commission tenait une séance extraordinaire à Washing-

ton. Le télégraphe fut mis en réquisition pour stimuler toute l'activité des agents; ordre fut donné à tous les dépôts auxiliaires les plus rapprochés du lieu de l'action, d'y envoyer leurs approvisionnements pour un usage immédiat; de la maison même où l'on était réuni, on dépêcha divers trains supplémentaires qui se dirigèrent à toute vapeur vers le champ de bataille. Plus de 30,000 articles d'habillement, plusieurs tonnes d'aliments, des cordiaux en abondance, etc., furent expédiés en moins d'une semaine du dépôt central de Washington à destination d'Antietam. Un agent s'exprimait dans les termes suivants :

« Les blessés sont pour la plupart déposés autour des granges; ils occupent les cours, les étables, les écuries, et sont étendus sur d'épaisses couches de bonne paille. Je vis 1,500 blessés rangés sur la paille, autour de deux granges en vue l'une de l'autre. Pas de ferme, pas de magasin, pas d'église, pas d'école qui ne soit gorgée de blessés tant unionistes que confédérés; des caisses à grain, des étables à vaches sont remplies, et même en un endroit j'ai vu les crêches occupées. Plusieurs milliers de malheureux gisent en plein air, sur la paille; tous sont, de la part des chirurgiens, des fermiers et de leurs familles, l'objet d'une bienveillante sollicitude... Pour ce qui concerne notre œuvre, elle réussit admi-

rablement, grâce à la promptitude avec laquelle vous nous avez expédié de Washington les provisions nécessaires, et grâce à l'appui du docteur Lettermann et de ses collègues. Nous avons précédé tout le monde; nous avons été de deux jours en avance sur le Bureau médical, et nous devons cet avantage au fait que nous possédons des transports à nous. »

Subséquemment à cette bataille d'Antietam, livrée sur le sol du Maryland, eurent lieu dans l'Ouest les terribles chocs de Corinthe, Iuka et Perryville. Bien que ces divers points fussent très-distants de la ligne d'approvisionnements, les agents de la Commission s'y trouvèrent en temps utile et rendirent les plus grands services. Dans un rapport daté de Perryville, le docteur Reed écrivait :

« A notre arrivée, nous apprîmes que nous étions les premiers à apporter assistance, là où les secours étaient le plus nécessaires. Langue ne pourra jamais dire les horreurs de ce champ d'agonie; au moins 2,500 soldats unionistes et confédérés gisaient blessés entre Perryville et Harrodsburg, en proie aux plus grandes souffrances et manquant de tout. En outre, plusieurs des plus grièvement blessés avaient été déjà enlevés du champ de bataille, et nous rencontrâmes par escouades des soldats qui, ayant reçu des blessures moins graves, se traînaient en men-

diant tout le long de la route jusqu'à Louisville, à 130 kilomètres de là. Sur les chemins, il nous fut souvent possible de donner aide et secours à ces misérables voyageurs, en partageant avec eux quelques-unes de nos provisions..... Les blessés étaient tous dans un état de malpropreté déplorable. Quelques-uns reposaient sur la paille ou sur un matelas quelconque, plusieurs n'avaient pas de draps, d'autres pas de chemises; même cinq jours après la bataille, on nous en porta qui sous leurs abris provisoires n'avaient pas encore eu leurs blessures pansées. Chaque maison était un hôpital, toutes étaient encombrées, et la nourriture commençait à manquer. »

Peu de temps après l'invasion par les confédérés du Maryland et de la Pensylvanie, dans l'été de 1863, survinrent les terribles journées de Gettysburg, durant lesquelles le nombre des hommes laissés hors de combat ne fut pas moindre de 30,000. Il serait trop long de donner un récit détaillé des travaux de la Commission lors de cet événement mémorable qui fit appel à toutes les énergies humaines. Nous empruntons quelques fragments au récit de la femme de talent qui nous a donné l'intéressante brochure : *Trois semaines à Gettysburg :*

« Aux premières nouvelles du combat, le village de Westminster, station du chemin de fer la plus rapprochée du champ de bataille, fut fixé comme

notre point de ravitaillement. En conséquence, la Commission reçut l'autorisation d'adjoindre un wagon par jour aux convois que le gouvernement expédiait à cette station. Peu avant que la bataille ne commençât, deux cargaisons avaient été distribuées aux chirurgiens pour subvenir aux lacunes qui auraient pu exister dans leurs approvisionnements. Ces deux wagons retournèrent à Frederick pour y prendre un nouveau chargement, et deux autres, complétement chargés, arrivèrent au moment où Longstreet tombait sur notre aile gauche. C'est sous le feu que nos agents allèrent soigner les blessés, portés en arrière de la mêlée. L'un des employés, arrivant à un endroit où des centaines de patients avaient été déchargés des ambulances et couchés sur le sol, derrière une grange, à moins d'un kilomètre en arrière de notre ligne de bataille, vit un chirurgien lever les bras au ciel, en s'écriant : « Enfin voici la Commission sanitaire! Nous pourrons donc faire quelque chose ! » Déjà les approvisionnements étaient à peu près épuisés ; l'eau-de-vie, le bouillon, les éponges, le chloroforme, les bandages, la charpie, qui lui furent immédiatement remis, sauvèrent certainement la vie de bien des malheureux. »

D'une autre notice écrite le second jour de la ba-

taille par un des agents de secours nous extrayons les détails qui suivent :

« L'action s'engagea vers 4 heures de l'après-midi. Dès que les chirurgiens eurent fixé l'endroit où l'on établirait les ambulances, nous fîmes immédiatement avancer nos wagons et nous en déballâmes nos provisions, tels que bouillons concentrés, cordiaux, biscuits, conserves de lait et de café, amidon, farine, chemises, caleçons, bas, serviettes, draps, édredons, charpie et bandages. Nous allions en hâte d'un endroit à l'autre, aussi promptement que possible, délivrant à chaque chirurgien une partie de nos ressources, jusqu'à ce qu'elles fussent à peu près épuisées. Le lendemain nous reçûmes de nouvelles et abondantes provisions de Washington. »

La ville de Gettysburg est éloignée de quatre ou cinq kilomètres du lieu principal de la bataille, sur un ruisseau de l'autre côté duquel se trouve la station du chemin de fer. Le pont ayant été brûlé par l'ennemi, la station, de laquelle tout le matériel devait être transporté, se trouvait à 1,600 mètres environ de Gettysburg. Cette station fourmilla bientôt de soldats blessés légèrement, qui arrivaient en boîtant ou en se traînant, silencieux, pâles et épuisés. En cet endroit, les agents de la Commission établirent aussitôt un asile provisoire. On dressa deux

tentes, assez grandes pour abriter 75 hommes, et les agents de secours ne cessèrent de fournir à la foule des blessés, sans cesse renouvelée, une nourriture substantielle et abondante. Ces tentes provisoires furent conservées jusqu'à ce que le pont eût été reconstruit, et les wagons purent alors entrer dans la gare proprement dite, auprès de laquelle on éleva d'autres asiles. Pendant une partie da la première semaine de juillet, du mardi au samedi, on fournit à plus de 5,000 soldats plus ou moins blessés, un abri, de bonne soupe, du café, du pain frais. Dans les hôpitaux réguliers et les ambulances de campagne, ainsi que dans les hôpitaux généraux de Gettysburg, il n'y avait pas, d'après le rapport du docteur Winslow, chargé de leur inspection, moins de 5,452 confédérés blessés en traitement. En outre, suivant les rapports officiels, d'autres hôpitaux contenaient 15,050 blessés unionistes et 1,810 confédérés. Le grand nombre de ces derniers s'explique par le fait que les confédérés ayant subi une sérieuse défaite, et se trouvant obligés de repasser en hâte le Potomac pour se rapprocher de leur base d'opération, durent abandonner sur le champ de bataille une forte proportion de leurs blessés.

Au milieu de cette immense agglomération d'êtres humains dans la souffrance, l'œuvre bienfaisante de la Commission continuait nuit et jour sans interruption.

Aux chirurgiens de l'armée, ce secours fut le bienvenu; il ne pouvait venir plus à propos. Pendant les quatre semaines qui suivirent la bataille, les articles suivants furent expédiés, sans parler d'une foule d'autres articles que nous omettons :

Caleçons de laine. . . .	5,310	Œufs,	douzaines. .	8,500
— de coton . . .	1,833	Tamarins,	litres. . . .	3,000
Chemises de laine. . . .	7,153	Citrons,	caisses. . .	100
— de coton . . .	3,266	Oranges.	— . . .	46
Oreillers.	2,144	Glaces,	kilog . . .	10,000
Couvertures de lit . . .	1,630	Bouillon,	tablettes . .	1,900
— en laine . .	1,007	Lait concentré.		6,250
Mouchoirs.	2,659	Farine préparée, kilog. .		2,500
Serviettes et essuie-mains.	10,000	Fruits secs.	— . .	1,750
Éventails	3,500	Gelées.	— . .	2,000
Cuvettes en fer-blanc. .	7,003	Sucre.	— . .	3,400
Pantoufles (paires). . . .	4,000	Sirop,	bouteilles . .	785
Béquilles	1,200	Cognac,	— . . .	1,250
Éponges	1,000	Vin.	— . . .	1,148
Mouton et volaille, kilog.	5,500	Bière.	— . . .	2,000
Beurre, — .	3,215			

La valeur totale des approvisionnements expédiés pendant ces quatre semaines s'élevait à 400,000 fr. environ.

Les luttes sanglantes qui eurent lieu dans les environs de Chattanooga donnèrent une nouvelle preuve des soins prévoyants de la Commission et de la fécondité de ses ressources. Le docteur Newberry, directeur en chef des opérations de l'Association dans l'Ouest, attendait la marche en avant des

troupes fédérales. Prévoyant bien que cette marche amènerait une bataille, il fit préparer des approvisionnements considérables et s'adjoignit des assistants nombreux et dignes de confiance, prêts à se mettre à l'œuvre au premier signal. Le passage suivant, extrait de son rapport, donne un tableau très-net de ce qui se passa :

« Mercredi matin, notre drapeau flottait au sommet de Lookout-Mountain, et nos troupes avançaient sur la forte position de l'ennemi à Mission-Ridge. Après un sérieux engagement à notre gauche, dans lequel Sherman perdit beaucoup de monde, les retranchements qui longeaient la base de Mission-Ridge furent assaillis par nos soldats. Alors commença cette périlleuse, mais glorieuse ascension au pas de course, d'une colline élevée de 300 mètres au-dessus de la plaine, ascension qui surprit et découragea tellement les régiments confédérés, et couvrit d'honneur les braves qui avaient osé la risquer. Après une heure d'attente, attente mortelle pour les spectateurs incapables de porter le moindre secours, le sommet fut conquis et gardé ; le fracas des quarante pièces de canon qui le couronnaient fit place au silence, et nous comprîmes qu'une grande victoire venait d'être gagnée.

« Deux wagons avaient été retenus d'avance pour porter aide partout où il serait nécessaire. Aucun

point du champ de bataille n'étant éloigné de plus de cinq kilomètres du quartier général, toutes les mesures avaient été prises par le directeur médical de l'armée pour le transport immédiat des blessés à l'hôpital. Le contenu de nos wagons étant disposé de sorte à pouvoir être distribué instantanément, M. Ch. Read et moi, avec quelques provisions, nous parcourûmes le champ de bataille à mi-côte de Mission-Ridge, tandis que M. Loomis se dirigeait du côté du nord pour voir si le corps du général Sherman avait besoin de quelque secours. A minuit tous les blessés unionistes avaient été ramassés et transportés à l'hôpital. Ceux des ennemis qui restèrent dans les maisons où ils avaient été déposés reçurent toute l'assistance qu'il était en notre pouvoir de leur donner, et à une heure du matin nous rentrions en ville. M. Loomis arriva en même temps que nous; il annonça que tous les blessés du 15e corps d'armée avaient été rassemblés dans les hôpitaux de la division, mais que leurs approvisionnements étaient encore attendus, et qu'ils avaient un urgent besoin de notre aide. Un wagon rempli de lait, de viande, de biscuits, de sucre, de thé, de cordiaux, de bandages, etc., leur fut immédiatement expédié, et fut reçu, on peut le penser, comme un présent inestimable.

« Le lendemain, de très-bonne heure, M. Read et moi nous visitâmes les hôpitaux des 2e, 3e et 4e di-

visions du 13e corps d'armée, à cinq kilomètres en amont sur la rivière Tennessee. Nous trouvâmes la 4e division, qui avait le plus grand nombre de blessés, soit 400, suffisamment pourvue, grâce à tout ce que nous lui avions envoyé la veille; mais pour le moment seulement, car ses fournitures s'épuisaient rapidement, et, sur notre proposition, un autre chargement leur fut expédié dans la journée. Les hôpitaux des 2e et 3e divisions, situés sur le bord même de la rivière, n'avaient encore d'autres approvisionnements que ceux que les chirurgiens avaient apportés dans leurs propres wagons, pour subvenir aux premiers besoins; aussi le dépôt était à peu près épuisé. Au moment où j'offrais au docteur Rogers, qui dirigeait l'hôpital de la 3e division, de mettre à sa disposition nos ressources, un des aides-médecins s'approche : « Docteur, que ferons-nous? « Nos approvisionnements ne sont pas encore arri- « vés, nos hommes sont couchés sur le sol et n'ont « pas assez de draps. Nous n'avons ni cordiaux, « ni bandages, ni aliments convenables. Si la Com- « mission nous avait envoyé seulement un agent, « tout irait bien! » Je fus heureux de lui annoncer que le bon ange qu'il venait d'invoquer répondait à son appel. Quand je l'eus assuré que dans une heure il recevrait des tablettes de bouillon, du lait, des vêtements, de la literie, et quelques paillasses remplies de coton, sa figure s'illumina de

satisfaction, et il s'écria, en même temps que le chirurgien en chef : « Bénie soit la Commission sa-« nitaire ! »

Ces courts extraits font deviner quels genres de services étaient rendus sur le champ de bataille. Des détails plus complets pourraient remplir plusieurs volumes; mais il en a été assez dit pour qu'on puisse se former un jugement sur l'efficacité et sur l'opportunité de l'intervention des agents sanitaires au milieu des scènes de douleur et de déchirement qui suivent le choc de deux armées.

Le trait le plus caractéristique peut-être du système ainsi mis en œuvre est son élasticité et la facilité de s'adapter aux circonstances. La guerre actuelle d'Amérique est sans aucun précédent dans les campagnes antérieures des luttes européennes; la superficie du pays sur laquelle ont roulé le flux et le reflux des batailles surpasse celle de l'Europe occidentale; à travers de vastes étendues de territoire occupées par les armées ennemies, il y a absence presque complète de tout moyen de communication, sauf par eau ou par chemin de fer. Les 50,000 kilomètres de rivières navigables et les 60,000 kilomètres de chemins de fer ont donné à la science stratégique les moyens de résoudre deux nouveaux problèmes auxquels l'ancien monde n'avait jamais songé. Sur le vaste réseau de voies ferrées, sur les

côtes de l'Atlantique et sur les eaux de fleuves aussi puissants que le Mississipi, le Missouri, l'Ohio, le Cumberland et le Tennessee, ont été transportées des multitudes de soldats et d'énormes masses de matériel militaire. Les membres de la Commission n'ont pas manqué de comprendre la situation et d'adapter aux circonstances leurs moyens de faire le bien. C'est ainsi qu'ils ont fait pour le service hospitalier l'achat d'une véritable flotte de navires composée de deux grands vapeurs naviguant sur les côtes de l'Atlantique, de six vapeurs côtiers et de deux hôpitaux flottants ; sur les fleuves de l'Ouest, ils ont mis en réquisition une flotte de huit vapeurs pour transporter leurs approvisionnements et procurer aux malades et aux blessés tout le comfort que peut donner un hôpital complet. Au moyen de ces vaisseaux remontant les rivières, les agents sanitaires ont eu accès jusque dans l'intérieur du pays ennemi et jusqu'aux campements les plus reculés de l'armée fédérale. Une lettre du secrétaire de la Commission pour les régions de l'Ouest nous raconte une scène à bord de l'un de ces transports envoyés au secours des soldats malades dans le Tennessee :

« Je ne puis vous décrire, et vous ne sauriez imaginer quels bienfaits seront pour ces pauvres gens, fiévreux, épuisés et à moitié affamés, vos œufs, votre beurre, vos oranges, vos citrons, vos conserves, vos

mille corbeilles de fruits, votre glace, vos pommes de terre, votre bière, votre vin et tous ces autres objets de même valeur... Quand nous les reçûmes à bord du steamer, les plus dangereusement malades furent placés sur des hamacs dans les cabines; sur chaque hamac on étendit des édredons, des draps blancs, propres, des couvertures et des coussins : un malade n'aurait pu désirer un lit plus engageant. Cela vous eût fait du bien au cœur d'entendre les expressions de satisfaction qui s'échappaient des lèvres de ces braves gens quand, débarrassés des vêtements souillés qu'ils portaient au camp, nettoyés à fond et habillés de gilets et de caleçons propres, on les étendit entre des draps, dont depuis si longtemps ils avaient perdu l'habitude. Les moins malades furent pourvus de lits confortables dressés sur le pont, près de la chaudière; des paillasses, des édredons et des couvertures en quantité furent retirés des caisses que vous avez envoyées. La nourriture des convalescents est abondante, variée, excellente : du pain tendre, du beurre, des œufs, du bœuf frais dans la gamelle, du thé, du café, du riz bouilli, des pommes cuites, des fruits confits, du vin et de la bière pour ceux auxquels ce régime est prescrit. »

Le système si bien imaginé des hôpitaux flottants n'a pas été employé seulement sur le cours tortueux du Mississipi, du Cumberland, du Ten

nessee et de leurs nombreux affluents; sur la côte maritime orientale, dans les criques et dans les golfes intérieurs de l'Atlantique, les navires de la Commission n'ont pas rendu de moindres services, en sauvant des vies humaines et en contribuant à l'amélioration de l'hygiène de l'armée. L'histoire de la mémorable campagne du général Mac Clellan dans la Péninsule, entre les rivières James et York, rend un éloquent témoignage en faveur des efforts héroïques de la Commission. Les troupes fédérales, obligées de se frayer un chemin à travers l'ennemi jusqu'aux abords de Richmond par une série de batailles et de siéges, ne comptaient pas moins de 130,000 hommes. Le terrain marécageux sur lequel ils poursuivaient leur marche fatigante et sans résultat, était imprégné de miasmes délétères. Obligées chaque jour, comme elles l'étaient, de travailler dans les tranchées d'où surgissait la fièvre, épuisées presque au delà des forces humaines par des escarmouches incessantes, ces troupes, vaillantes et composées d'hommes dans la force de l'âge, eurent à subir des rigueurs comme peu d'armées en ont enduré. Des multitudes de soldats malades et épuisés étaient incessamment renvoyés au nord par les fleuves de York, de James et de Pamunkey. Sur tous les points d'embarquement, les bons offices rendus par les agences sanitaires de la Commission furent au-dessus de tout éloge. L'hono-

rable Moses F. Odell, membre du Congrès pour la cité de Brooklyn (New-York), et témoin oculaire des événements de cette campagne désastreuse de la Péninsule, raconta ses impressions dans un discours auquel nous empruntons le paragraphe suivant:

« Avant d'être resté longtemps au village de White-House, il nous vint de Fair Oaks, dans une file de wagons, quelque cinq à six cents soldats blessés. C'est à ce moment que je compris les vastes ressources et l'extrême utilité de la Commission. A bord des bateaux à vapeur, je trouvai nombre de dames et de messieurs prêts à venir en aide de leurs mains et de leurs cœurs aux blessés et aux mourants. Je n'hésite pas à le dire, le gouvernement avait certainement, dès l'origine de la guerre, apprécié exactement les besoins du soldat : il avait fait tout ce qui était en son pouvoir ; mais la Commission fit mieux que lui, et le précéda constamment de quelques heures, ou même de quelques jours, dans l'administration des secours. Je m'adjoignis immédiatement à elle, et m'enrôlai, comme membre actif, pendant quatre jours et quatre nuits. Dans cet espace de temps 3,465 blessés furent admis ; on pourvut à leurs besoins immédiats, les secours médicaux leur furent donnés ; puis on embarqua ces hommes pour les hôpitaux de Washington et d'autres cités du

nord. Sans la présence de ces navires et des approvisionnements qu'ils contenaient, les souffrances de ces malheureux eussent été réellement indescriptibles. »

Une particularité frappante de la guerre actuelle, nous avons eu déjà l'occasion de le remarquer, c'est que les principaux mouvements et les principales positions stratégiques ont dépendu de la direction que suivent les chemins de fer et les rivières navigables. Nous avons vu comment la Commission avait utilisé notre système de communications maritimes et fluviales en employant des bateaux à vapeur et des hôpitaux flottants. Mais les exigences du service et la position des différents corps d'armée rendaient inévitable le renvoi de la plus grande partie des blessés dans les états du nord par le moyen des chemins de fer et non par celui des bateaux à vapeur. Or, les ébranlements et le tangage des wagons ordinaires exposaient plus ou moins les soldats blessés à de douloureuses tortures. Pour les amoindrir ou les prévenir, un membre de la Commission dessina le modèle d'un wagon qui, par des moyens mécaniques, devait assurer un transport assez confortable des blessés (voir les planches 4 et 5). Sur les divers chemins de fer communiquant entre l'armée et les hôpitaux, douze de ces wagons ou même un plus grand nombre roulent constamment, tous disposés

avec le plus grand soin et la plus grande intelligence pour le bien-être des malades. Chacune de ces ambulances est munie de tout le confort et de toutes les ingénieuses inventions qui se trouvent dans les bons hôpitaux; les lits-brancards, que l'on peut détacher à volonté sans déranger les malades, sont disposés régulièrement de chaque côté du wagon et suspendus au moyen de fortes bandes en caoutchouc amortissant les contre-coups. La ventilation y est bien entendue, la lumière est doucement tempérée, il y a des tuyaux pour la communication verbale entre chirurgiens, infirmiers et infirmières. Chaque détail est soigneusement calculé pour donner au patient la position, assise ou inclinée, la plus commode, soit sur des lits, soit sur des chaises d'invalides. Les agents ont sous la main des approvisionnements bien empaquetés de vêtements chauds, de tablettes alimentaires, de thé, de café et de drogues pharmaceutiques; ils disposent d'un fourneau très-ingénieux pour la cuisine; ils ont des provisions d'eau et une pièce de débarras.

Les témoignages favorables sont nombreux au sujet d'une amélioration aussi importante. Nous citerons celui du docteur Thurston, directeur médical de l'armée à Nashville : « Le transport rapide, le traitement donné aux patients dans leur voyage, les soins intelligents des infirmiers qui accompagnent le train, ont, j'en suis persuadé, sauvé bien des exis-

tences. Les malades et les blessés, et moi-même, ajouterai-je, nous devons à la Commission beaucoup de reconnaissance; mais dans mon opinion, c'est le « train sanitaire » qui a fait, pour le bien-être des malades, plus que toute autre institution. » Citons aussi l'opinion du docteur Barnum, qui a rendu les plus grands services en se chargeant, dans l'Ouest, du service des ambulances par chemins de fer : « Depuis que je m'occupe des trains hospitaliers, j'ai fait transporter 20,472 patients, et j'en ai perdu seulement un, qui, malgré l'avis du chirurgien et le mien, demanda avec supplications qu'on voulût bien lui permettre d'aller mourir au sein de sa famille. »

UNIVERSITY
Library.
Of California

CHAPITRE V.

RÉSULTATS DE L'ŒUVRE

État sanitaire de l'armée américaine pendant la première année de guerre. — Salubrité des États qui bordent le Pacifique. — Diminution constante des maladies dans l'armée américaine. — Conditions hygiéniques très-satisfaisantes en Louisiane, dans la Floride, dans la Caroline du Sud. — Budget de la Commission sanitaire; générosité du peuple américain.

Afin d'obtenir une idée vraie des conditions hygiéniques de l'armée fédérale, nous consulterons les rapports officiels du chirurgien général, chef du bureau médical au secrétariat de la guerre. Au mois de janvier 1863, ce fonctionnaire soumit au congrès américain un exposé donnant les chiffres les plus précis qu'il fût possible d'avoir pour l'année écoulée entre le 1er juillet 1861 et le 30 juin 1862. Pendant cette première année de guerre, les médecins des troupes de volontaires n'envoyaient pas encore au Mississipi les résumés statistiques que les règlements ont depuis rendus obligatoires. Les nombres indiqués dans le susdit rapport annuel du

chirurgien-général ne s'appliquent donc pas à l'armée entière, mais seulement à un certain nombre de régiments. Néanmoins, bien qu'il n'ait pas été possible d'établir l'état sanitaire pour l'ensemble des forces nationales, les renseignements authentiques ont été coordonnés pour un si grand nombre d'hommes, la quantité de régiments sur lesquels on a opéré est si considérable, que cette statistique médico-militaire est très-certainement la plus vaste et la plus complète qui ait jamais été dressée. Elle a été faite sous la direction spéciale de J. J. Woodward, aide-chirurgien dans l'armée des États-Unis, et s'applique à la période la plus défavorable de toutes, celle de l'ouverture de la guerre, alors que les troupes étaient presque entièrement composées de volontaires inexpérimentés, et que les officiers militaires et médicaux ne savaient encore faire observer ni les règles de l'hygiène ni celles de la discipline. La Commission sanitaire n'avait pas créé ses puissantes agences, qui ne fonctionnèrent d'une façon satisfaisante qu'au terme de la période indiquée. Ces statistiques doivent donc être acceptées comme un tableau des faits qui se répètent inévitablement au commencement de chaque guerre.

M. Woodward évalue le taux de la mortalité générale dans les armées des États-Unis, pendant cette première année de la lutte, à 676 par 10,000

hommes de force moyenne. Dans ce nombre, la mortalité provenant des seules maladies était de 504, et celle résultant de coups et blessures, de 172. Pendant dix-huit années de paix, la mortalité annuelle moyenne causée par les maladies seulement avait été de 240 par 10,000 dans l'armée américaine. Dans la guerre des États-Unis contre le Mexique, elle a été de 1,038 par 10,000. Or, nous savons, en nous en rapportant aux chiffres insérés au commencement de cette brochure, que, dans l'armée anglaise, pendant la guerre d'Espagne contre Napoléon Ier, la mortalité pour cause de maladies s'est élevée à 1,650, et durant la guerre de Crimée à 2,320; elle a été de 330 pendant les quinze années qui se sont écoulées de 1839 à 1853. Dans l'armée française, elle est actuellement, suivant le rapport du maréchal Randon, de 77,8.

Nous en concluons que la mortalité provenant de maladies a été beaucoup plus considérable, il est vrai, dans l'armée des États-Unis, durant la première année de cette guerre, qu'elle ne l'est dans l'armée anglaise en temps de paix; mais elle a été bien inférieure à celle qui eut lieu pendant les guerres du Mexique et de la Crimée.

Pour faciliter la comparaison, le docteur Woodward a classé dans ses tableaux les différentes armées américaines en trois séries correspondant avec les régions géographiques qu'elles occu-

paient. La première division est formée des troupes opérant sur la côte de l'Atlantique, entre la mer et la chaîne des Apalaches, et comprend l'armée du Potomac et les divers détachements échelonnés sur la côte. La mortalité annuelle résultant de maladies était parmi ces troupes de 334 par 10,000 hommes de force moyenne. La seconde division comprend les troupes opérant dans le grand bassin central du continent, entre les chaînes des Apalaches et les montagnes Rocheuses; aux corps réguliers d'armée sont adjointes les divisions éparses dans les postes militaires du Kansas, du Nebraska, du Nouveau-Mexique et du Nord-Ouest. La mortalité annuelle causée par les maladies est dans cette région alluviale, et par conséquent malsaine, de 821,9 par 10,000.

La troisième division est celle des troupes cantonnées sur le versant du Pacifique entre la mer et les montagnes Rocheuses. La mortalité pour cause de maladies y est annuellement de 107,6 seulement par 10,000. On voit que sur les côtes de l'Atlantique le taux de la mortalité était trois fois plus considérable que sur les rivages du Pacifique; dans la grande région centrale arrosée par l'immense réseau fluvial du Mississipi, la mortalité était deux fois et demie plus forte que sur le littoral de l'Atlantique, et huit fois plus que sur le versant du Pacifique.

Cette faible mortalité est digne d'une attention

particulière; elle est à peine supérieure à celle attribuée par les statisticiens anglais et américains aux jeunes hommes de cet âge dans la vie civile. Il est nécessaire de se rappeler qu'à cette époque les troupes de l'Orégon et de la Californie étaient placées dans des conditions qui se rapprochaient assez de l'état de paix. En effet, la grande marée de la guerre civile ne se fit pas sentir à l'ouest de la pacifique barrière des montagnes Rocheuses; mais la proportion indiquée étant bien inférieure à celle qui existait dans l'armée des États-Unis en temps de paix, il en résulte une présomption bien naturelle en faveur de la grande salubrité des côtes du Pacifique.

Malheureusement, les renseignements obtenus sur la proportion constante des malades pendant cette même période sont si imparfaits, que le chirurgien-général a dû renoncer à traiter cet intéressant sujet dans son rapport. Toutefois, il indique pour chaque mois le nombre de ceux qui sont tombés malades, et de ces tableaux il résulte que l'état maladif dans ces trois régions est proportionnel à la mortalité. Les fluctuations mensuelles de l'état des hôpitaux sont naturellement bien moins instructives que ne le seraient celles de chaque maladie spéciale. Toutefois, cette statistique est suffisante pour démontrer que, dans les derniers mois de la première année de guerre, une amélioration lente mais continue se

produisait dans les conditions hygiéniques de l'armée américaine.

On comprend que, pendant les deux dernières années de la lutte, les autorités médicales n'aient pas eu le temps de coordonner tous les détails qui leur sont parvenus sur l'état sanitaire de l'armée, et, quand même elles auraient pu dresser des statistiques complètes, elles ne se seraient pas senties autorisées à les publier. En effet, ces rapports auraient fourni à l'ennemi des renseignements trop importants en lui donnant la connaissance exacte de la force des troupes dans chaque division, le nombre précis des soldats mis hors de combat, de ceux qui restaient en ligne, etc. Toutefois, des informations sûres, glanées çà et là dans les publications de la Commission, nous présentent au moins quelques aperçus sur l'état hygiénique de plusieurs corps fédéraux. Bien que pour ces statistiques il ne faille pas appliquer aux différents corps d'armée l'adage *ab uno disce omnes*, les résultats acquis d'une manière positive pour certaines divisions nous donneront un repère pour juger des autres.

Vers la fin de 1863, le docteur Crane, un des inspecteurs de la Commission, présenta un rapport intéressant sur les conditions hygiéniques du corps d'armée commandé par le major général Banks, et

cantonné dans la Louisiane, région tristement connue par la fréquence des cas de fièvre jaune.

« La santé de nos troupes est vraiment remarquable, écrivait ce médecin. Je n'ai jamais vu moins de cas de maladie dans une armée. Sur la liste des malades, nous ne comptons que 450 soldats sur 10,000, et si l'on y comprend tous ceux qui ont été envoyés à l'hôpital général depuis le 1er octobre, on n'arrive qu'à un total de 540 sur 10,000. L'état maladif le plus général et le plus intense est dans la division de cavalerie, obligée de faire le plus de gardes : une division de l'armée ne donne que 140 malades sur 10,000 soldats. »

Dans le rapport de la Commission sanitaire pour l'année 1864, nous avons trouvé le résumé suivant sur l'hygiène de l'armée du département du *Sud* (Caroline du Sud, Georgie et Floride) :

« Après s'être engagée dans de laborieuses opérations de siége et avoir établi une ligne continue de postes et de retranchements sur les rivages dangereux, de Morris-Island et de Beaufort jusqu'à Saint-Augustin, la grande armée des volontaires qui occupent les entrées marécageuses de Charleston, de Savannah, de Brunswick, de Saint-John, n'a point été annihilée, ni même affaiblie, par l'insalubrité toute particulière du climat et les rigueurs de la vie

des camps dans cette région; à la fin d'une année de service, elle n'est pas atteinte de plus de maladies que n'en subissent les mêmes classes d'hommes poursuivant dans la vie civile le cours de leurs occupations et de leurs habitudes ordinaires. »

En janvier 1864, le docteur Marsh, observateur très-soigneux et l'un des inspecteurs les plus capables de la Commission, s'exprimait ainsi sur le compte de l'armée qui, sous les ordres du général Seymour, campait près de Jacksonville, dans la Floride : « Les cas de maladies ont été réduits à un minimum presque sans exemple dans l'histoire des armées sous n'importe quelle latitude. » Il parle en termes non moins favorables de la santé des troupes opérant devant Charleston : « Une réinspection minutieuse de la plupart des troupes dans ce département a été faite le mois dernier ; leurs besoins ont été constatés et satisfaits, leur hygiène a été étudiée en détail. Le pourcentage des maladies est très-peu considérable ; mais des raisons militaires nous interdisent de préciser combien il est peu important. »

Dans le bref exposé qui précède, nous avons indiqué le système suivi par la commission et l'importance des résultats obtenus. Il ne sera pas hors de propos de donner ici quelque idée du nombre immense d'objets représentant des sommes

considérables que le peuple américain a généreusement envoyés dans les dépôts centraux et dans les succursales de la Commission. Il faut se souvenir que la guerre éclata au moment où la session des chambres législatives était close, alors qu'aucune disposition légale n'avait été prise pour autoriser la perception de sommes destinées à subvenir aux nécessités imprévues. Mais chaque état, chaque district répondit à l'appel du président; de chaque colline, de chaque vallée accoururent les volontaires; dans toutes les villes, dans tous les hameaux retentit le cri : Préparez-vous à la bataille! On n'attendit pas les fonds du gouvernement pour payer l'équipement des cent mille hommes qui se précipitaient vers le théâtre de la lutte. Chacun porta son offrande, une partie de sa fortune ou de ses épargnes sur l'autel de la patrie, et tous, donnant un exemple de désintéressement public qui ne fut jamais surpassé, si toutefois il a été égalé, s'abstinrent de demander le moindre avantage en retour. Une évaluation, faite par le *New-York Herald*, au commencement de 1862, des sommes apportées spontanément par les patriotes pour l'équipement des régiments et leur transport sur le champ de bataille, donne un total s'élevant à un milliard de francs! somme qui, nous le répétons, fut donnée librement, par bonne volonté, et sans la moindre suggestion de la part du gouvernement.

Il n'est donc pas étonnant qu'un peuple qui sait prodiguer ses ressources avec tant de générosité pour armer ses défenseurs, n'ait pas hésité non plus à les soutenir de la manière la plus libérale. La gloire de la Commission sanitaire est d'avoir réalisé son œuvre magnifique sans avoir reçu du gouvernement le moindre écu. Le dernier rapport annuel, arrêté au 1er octobre 1864, constate qu'à ce moment les divers articles envoyés par les femmes américaines s'élevaient déjà au nombre de plusieurs millions, ayant une valeur collective qui n'a pas été estimée à moins de 46 millions de francs. A ces articles doivent être ajoutées les nombreuses contributions en espèces, qui s'élèvent à la somme de 18,330,000 francs. Cet énorme total, auquel depuis cette époque se sont ajoutés encore d'autres millions, a été recueilli, grâce surtout à l'exemple contagieux donné par les grandes ventes et les expositions industrielles qu'inaugura la ville de Chicago. Nous en avons déjà parlé. La vente de Cincinnati produisit 1,400,000 francs, celle de Brooklyn, au mois de mars 1864, 2,100,000 francs, celle de New-York, en avril, 7 millions, et celle de Philadelphie, en juin, près de 6 millions.

D'ailleurs, le fleuve de charités n'était pas alimenté uniquement par des sources américaines. Des succursales ont été établies à Londres et à Paris sous la direction de citoyens des États-Unis bien

connus dans ces capitales. Les recettes encaissées à la branche succursale de Paris, et obtenues presque exclusivement d'Américains résidant en Europe, montaient, au commencement de 1864, à la somme de 239,000 francs. Les contributions adressées à la branche de Londres se sont élevées à 160,000 francs [1].

Ces résultats financiers, qu'on les considère dans leur ensemble ou dans leurs détails, révèlent un sentiment de générosité qui fait honneur à la race humaine. Certainement ils devraient stimuler un esprit d'émulation dans tous les pays du monde où l'on sait apprécier des actes de dévouement. Mais ce qui ajoute le plus d'éclat aux résultats financiers obtenus par la Commission est le fait que le total des frais de distribution n'a pas atteint 4 pour cent.

[1] Voir l'*Œuvre d'un grand peuple*, par J. N. P. Paris, 1864.

CHAPITRE VI.

CONCLUSION.

Merveilles que peut accomplir l'initiative unie à la discipline. — Efforts de la Société génevoise d'Utilité publique. — Visite du docteur Gurlt aux hôpitaux prussiens du Slesvig-Holstein. — Congrès international. — Convention signée à Genève. — Précédents historiques. — Maintien de la discipline militaire. — Témoignages rendus à la Commission par les généraux américains. — Associations sanitaires dans les états séparés — Commission chrétienne. — Avenir de la Commission sanitaire.

Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé modestement de présenter aux lecteurs un récit clair et explicite de l'origine, du développement et des œuvres de la Commission sanitaire des États-Unis. L'auteur, qui aurait pu dire bien davantage et entrer dans beaucoup plus de détails, a préféré être concis, tout en donnant l'exposé des faits le plus impartial et le plus sincère. Il pourra sembler que trop d'importance a été donnée aux difficultés personnelles et administratives qui ont embarrassé la marche de l'œuvre philanthropique à ses débuts; mais notre conviction réfléchie est que la mention de ces obstacles était absolument nécessaire pour donner la véritable

intelligente du sujet. Toutes nos critiques sur des personnages officiels ou sur des faits politiques nous ont été inspirées par un seul motif, celui de servir la cause de la vérité, et de faciliter en d'autres pays la cause de la réforme sanitaire. En indiquant nettement les périls qui ont environné l'institution naissante, en montrant avec quelle prudence et quelle sagacité les dangers qui en menaçaient l'existence ont été heureusement écartés ou surmontés, nous avons été animé de l'espoir que ce récit pourrait contribuer, dans les pays étrangers, à préserver les entreprises analogues de sombrer sur des écueils de même nature. Les progrès et le succès complet de cette œuvre colossale, au moyen de laquelle on a distribué des secours représentant une somme de la valeur pécuniaire de 60 millions de francs, doivent être considérés comme le produit légitime et spontané du caractère et des institutions nationales. Ces sommes presque incroyables versées entre les mains des collecteurs volontaires, ces millions d'objets, œuvre de femmes américaines, qui se dévouaient de tout leur cœur au soulagement des défenseurs de la République, sont pour nous d'irréfragables preuves de ce noble esprit d'individualisme qui a fait des États-Unis l'une des premières nations pour l'éducation populaire, pour les améliorations d'utilité publique, pour tout ce qui constitue la véritable

gloire d'un pays. C'est à cette initiative personnelle, c'est à ce sentiment de confiance en soi-même qui ne requiert l'assistance d'aucun pouvoir extérieur pour concevoir des plans ou pour les réaliser, que nous attribuons les développements extraordinaires de la Commission. L'occasion lui était favorable, en tant qu'il existait un courant naturel de sympathies et d'affection entre le peuple et ce million de volontaires partis pour défendre tout ce qu'ils avaient de plus cher, la préservation de l'Union et de leurs institutions républicaines. Mais à ces sympathies il fallait une direction appropriée, et, par-dessus tout, la capacité pratique pour diriger sagement ce grand élan national; et c'est ici que se montrèrent dans toute leur admirable énergie le bon sens si cultivé et l'étonnante présence d'esprit qui distinguent ce peuple et le mettent en état de se plier à toutes les circonstances. Du moment que la nation eut pris à cœur d'accomplir cette œuvre philanthropique, de longs préparatifs ni des expériences prolongées ne furent point nécessaires pour préparer les agents. Chacun, dans sa sphère d'action, offrit ses services. Aussitôt après avoir compris ce dont il s'agissait, le médecin, le légiste, le ministre, le négociant, l'étudiant, tous étaient prêts, chacun voulait consacrer son temps et ses moyens à l'accomplissement de cette mission bénie. Les milliers de volontaires qui offraient leur concours furent joyeu-

sement accueillis et placés sous la direction d'employés expérimentés dont le nombre n'excédait pas deux cents, et qui se trouvaient eux-mêmes sous le contrôle du comité exécutif. Avec ce personnel, restreint en apparence, ont été accomplies les grandes choses qui ont illustré le nom de la Commission sanitaire. On peut manifestement inférer que pour mener à bonne fin une œuvre semblable, il n'est pas besoin d'un nombreux et fastueux état-major. Avec une administration entendue, quelques hommes intelligents, inspirés par un amour sincère de leur œuvre, peuvent accomplir des miracles qui, à première vue, sembleraient incroyables. Comme l'a si bien montré la Commission, distribuant indistinctement ses ressources aux amis et aux ennemis couchés côte à côte sur un lit de douleur, le sentiment d'humanité n'est arrêté par aucune frontière, et ne dépend point des conditions du climat. Il n'attend que l'occasion pour répandre ses bienfaits au près et au loin.

Il est à peine nécessaire d'insister sur l'opportunité et sur l'importance qu'il y aurait à établir des institutions de cette nature dans les divers pays de l'Europe. L'œuvre a déjà été inaugurée par l'initiative dévouée de la Société génevoise d'Utilité publique, qui doit son origine au zèle incessant de M. Henry Dunant, si bien secondé par M. Gustave

Moynier, et les docteurs Th. Maunoir et Appia de Genève. Grâce à leur influence, plusieurs comités secondaires se sont mis en relation avec la société mère et ont rendu les plus grands services. Dès la première année, les événements du Slesvig-Holstein ont fourni à ces associations diverses l'occasion de prouver leur utilité. Le docteur Gurlt, médecin de la cour de Berlin, se rendit, à l'invitation de la reine, sur le théâtre de la guerre; puis, après son retour, il exposa d'une manière complète, en trois lettres manuscrites, l'état sanitaire des hôpitaux de l'armée, et signala les efforts pratiques tentés par les hospitaliers volontaires pour l'amélioration de ces établissements.

Nous avons déjà, dans notre introduction, fait allusion au congrès international, convoqué à Genève en août 1864, par M. Dunant et ses intelligents collaborateurs. Les discussions qui ont eu lieu dans cette assemblée, et le traité qui est sorti de ses délibérations, roulaient sur ce point : la reconnaissance de la neutralité du corps *officiel* d'hospitaliers au milieu des armées en campagne. Le projet primitif, tel qu'il avait été soumis à la première conférence par les amis de la réforme sanitaire, comprenait aussi la neutralisation des *volontaires* hospitaliers. Mais, dans les discussions subséquentes, cette proposition fut expressément éliminée, par ce motif qu'un con-

grès ne serait pas en mesure d'imposer aux gouvernements les règlements particuliers qu'il aurait adoptés. L'organisation d'un corps de volontaires hospitaliers fut donc envisagée comme regardant uniquement les citoyens de chaque état, auxquels l'initiative de l'œuvre doit être réservée.

Nous donnons ici la transcription du traité tel qu'il a été conclu :

Convention pour l'amélioration du sort des militaires blessés, dans les armées en campagne.

Son Altesse Royale le grand-duc de Bade,
Sa Majesté le roi des Belges, etc., etc., etc.,

Également animés du désir d'adoucir, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre, de supprimer les rigueurs inutiles et d'améliorer le sort des militaires blessés sur les champs de bataille, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse Royale le grand-duc de Bade, le sieur, etc.

Sa Majesté le roi des Belges, le sieur, etc.,

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les ambulances et les hôpi-

taux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés.

La neutralité cesserait, si ces ambulances ou ces hôpitaux étaient gardés par une force militaire.

Art. 2. — Le personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration, de transport des blessés, ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera, et tant qu'il restera des blessés à relever ou à secourir.

Art. 3. — Les personnes désignées dans l'article précédent pourront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou l'ambulance qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel elles appartiennent.

Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis, par les soins de l'armée occupante.

Art. 4. — Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne pourront, en se

retirant, emporter que les objets qui sont leur propriété particulière.

Dans les mêmes circonstances, au contraire, l'ambulance conservera son matériel.

Art. 5. — Les habitants du pays qui porteront secours aux blessés, seront respectés et demeureront libres.

Les généraux des puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité, et de la neutralité qui en sera la conséquence.

Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant qui aura recueilli chez lui des blessés sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées.

Art. 6. — Les militaires blessés ou malades seront recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiendront.

Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires ennemis blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettront et du consentement des deux partis.

Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir.

Les autres pourront être également renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.

Art. 7. — Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau national.

Un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé; mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire.

Le drapeau et le brassard porteront croix rouge sur fond blanc.

Art. 8. — Les détails d'exécution de la présente convention seront réglés par les commandants en chef des armées belligérantes, d'après les instructions de leurs gouvernements respectifs, et conformément aux principes généraux énoncés dans cette convention.

Art. 9. — Les hautes puissances contractantes sont convenues de communiquer la présente convention aux gouvernements, qui n'ont pu envoyer des plénipotentiaires à la conférence internationale de Genève, en les invitant à y accéder; le protocole est à cet effet laissé ouvert.

Art. 10. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne, dans l'espace de quatre mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève, le vingt-deuxième jour du mois d'août de l'an mil huit cent soixante-quatre.

Sans contester l'avis des savants et des hommes d'état distingués qui ont pris part à ces délibérations, nous considérons comme un sujet de vive satisfaction pour tous qu'un traité si conforme aux prescriptions d'une civilisation progressive ait pu être conclu. En effet, l'adoption d'un semblable protocole par douze des gouvernements les plus influents de l'Europe, est le signe qu'un immense pas a été fait. Déjà huit puissances ont ratifié la convention : la Suisse, la Belgique, la France, le Danemark, la Hollande, l'Espagne, l'Italie, la Russie, et les plénipotentiaires de plusieurs autres états doivent y ajouter leur signature avant le 22 mai 1865. Ces stipulations introduisent dans le droit international le principe si juste et si humain, qu'en temps de guerre les hôpitaux, les ambulances et tout le personnel engagé dans leur surveillance seront déclarés neutres et respectés comme tels.

A ce point de vue, il est intéressant d'observer comment l'idée de diminuer les horreurs des batailles a de tout temps préoccupé les amis de l'humanité, et comment elle s'est développée par degrés et parallèlement avec la civilisation.

Xénophon, le patient et minutieux historien de la vie de Cyrus le Jeune, nous raconte que ce monarque se distingua par sa sollicitude pour le bien-être de ses soldats, et par ses efforts pour l'allégement des maux résultant de la guerre. Flavius Vopiscius nous dit comment l'empereur Aurélien publia un édit spécial afin d'inculquer à ses soldats le devoir d'assister les malades et les blessés de l'armée ennemie.

Au neuvième siècle, Léon VI, empereur d'Orient, recommanda expressément à ses généraux de former un corps spécial de *despotats*, employés dont la fonction était de recueillir les blessés. Ils recevaient une paye régulière et devaient porter de l'eau fraîche sur le champ de bataille pour étancher la soif des soldats altérés.

Nous voyons aussi dans l'histoire des croisades le noble exemple donné par l'illustre sultan Salah Eddin qui, au douzième siècle, institua un code reposant sur des principes presque identiques à ceux sur lesquels s'appuie le traité de Genève. Ce monarque autorisa les chevaliers de Saint-Jean, qui étaient ses ennemis, de donner aide et consolation aux croisés

dans la cité de Jérusalem qu'il avait conquise sur les chrétiens.

Vers la fin du quinzième siècle, la reine Isabelle la Catholique fit dresser devant Grenade assiégée six vastes tentes garnies de lits dans lesquels les médecins devaient prendre soin des malades et des blessés. A cette ambulance improvisée les soldats de Castille et d'Aragon donnèrent le nom d'Hôpital de la Reine.

Mais ce fut à l'époque de Henri IV seulement qu'un service sanitaire tant soit peu régulier fut organisé dans les armées; il était, on le devine, encore bien incomplet.

En 1743, durant la guerre de succession d'Autriche, peu de temps avant que le hasard des batailles eût décidé du sort de la campagne, un traité fut conclu à Aschaffenburg, ayant pour objet de donner protection aux hôpitaux et aux blessés. Entre le comte de Stair, commandant l'armée austro-hanovrienne, et le duc de Noailles, général en chef de l'armée française, un engagement fut conclu, aux termes duquel les hôpitaux devaient être regardés et respectés comme des sanctuaires. Il faut constater à l'honneur des deux armées que ce pacte fut religieusement observé.

Pendant la guerre de Sept-Ans, un traité analogue fut signé le 6 février 1759, à l'Écluse, en Flandre, entre le major-général Conway, commandant les

troupes anglaises, et le marquis de Barrail, représentant de la France.

Le 7 septembre 1759, Louis XV et Frédéric II de Prusse accordèrent le droit de neutralité à tout le personnel médical, qui désormais devait être exempt de capture.

Dans la campagne de 1800, le général français Moreau et le général autrichien Kray, qui opéraient en Souabe l'un contre l'autre, convinrent que leurs blessés, à quelque nationalité qu'ils appartinssent, seraient recueillis et soignés, et à leur convalescence renvoyés sans molestation aucune dans l'armée à laquelle ils avaient appartenu. Nous croyons intéressant de reproduire le premier article d'une convention qui mérite certainement d'être immortelle. Elle fut rédigée par le chirurgien en chef de l'armée française :

« Les hôpitaux militaires sont considérés comme autant d'*asiles* inviolables où la valeur malheureuse sera respectée, secourue, et toujours libre, quelle que soit l'armée à laquelle ces hôpitaux appartiennent et sur quelque terrain qu'ils soient établis. »

Après la première victoire des Français à Montebello, le *Moniteur* du 29 mai 1859 rendait ainsi compte de l'un des faits les plus mémorables dans l'histoire des guerres :

« L'empereur Napoléon III, voulant diminuer autant qu'il dépend de lui les maux que la guerre entraîne avec elle, et donner l'exemple de la suppression des rigueurs qui ne sont pas nécessaires, a décidé, en date du 28 mai, que tous les prisonniers blessés seraient rendus à l'ennemi, sans échange, dès que leur état leur permettrait de rentrer dans leur pays. »

En harmonie complète avec l'esprit de ce décret, les représentants de la France siégeant au congrès de Genève s'appliquèrent à donner à la neutralisation projetée la plus large extension. Tout en s'efforçant de prévenir, par une rédaction des plus nettement formulées, toute possibilité de malentendu au sujet de la portée précise de la convention, les députés français s'appliquèrent à donner aux généraux en chef des armées en campagne le plus de marge possible relativement à une interprétation libérale des lois et des nécessités de la guerre. Nul doute que ce traité ne reçoive tôt ou tard l'approbation et la signature de toutes les puissances, et que les doctrines qu'il professe ne soient pratiquées également par toutes les nations.

Mais pour donner à ce nouvel élément du code international une autorité et une durée suffisantes, il faut que les peuples coopèrent cordialement à ce projet de leurs gouvernements. Pour atteindre ce

but, le meilleur moyen est l'organisation d'associations de volontaires hospitaliers dont les membres seront en temps de guerre prêts à payer de leur personne, et à rendre ces bons services qu'il est impossible d'exiger d'un corps médical officiellement organisé.

Les exigences de la guerre sont si soudaines, si inattendues et si terribles, elles sont marquées toujours d'un caractère si exceptionnel de nouveauté, qu'avec toute la bonne volonté du monde, et tout en disposant des moyens immenses que leur procurent des ressources en apparence inépuisables, le gouvernement ne peut y subvenir. Il y a toujours, il y aura toujours des besoins que le peuple seul est capable de satisfaire. Aux États-Unis, l'expérience a prouvé qu'on avait eu raison de se fier à la nation pour ces secours additionnels, malgré les obstacles continuels opposés par une routine inepte et réactionnaire. Cependant tout était neuf en Amérique, la guerre elle-même était une exception ; quand la rébellion éclata, il n'existait pas, à proprement parler, d'armée régulière; l'éducation des camps devait commencer à la fois pour un million de conscrits, qui devaient tous être pris *ab initio* avant de pouvoir servir à quelque chose. L'armée, qui à ses débuts possédait à peine quelques éléments de discipline, s'est peu à peu développée jusqu'à ce qu'officiers et soldats aient

appris à respecter sincèrement et cordialement les règlements auxquels ils ont dû être soumis. C'est donc au milieu des éléments les plus divers et les plus hétérogènes que la Commission sanitaire a dû entreprendre ses premiers travaux. Loin de se mettre en antagonisme avec les officiers réguliers, loin de relâcher les liens obligatoires de la discipline militaire, elle a usé de son influence pour fortifier la hiérarchie et l'organisation officielle de l'armée.

Ce point est essentiel. Il n'est que juste de mettre en relief cette conduite et de la citer en exemple. Avec les institutions libérales des États Unis, avec le sentiment de fraternité existant entre le peuple et l'armée, le comité central sanitaire et ses succursales ont pu accomplir une œuvre plus étendue et plus importante qu'il n'eût été possible d'entreprendre en Europe; cependant l'exemple de l'Amérique peut être imité dans son esprit, et l'on peut compter sur des résultats non moins magnifiques.

On aurait eu quelque motif de supposer que, par suite de l'aversion native d'un peuple républicain contre tout ce qui offre une apparence dictatoriale, il aurait pu naître un conflit, ou du moins un défaut de sympathie, entre les agents de la Commission et les officiers de l'armée. Mais le résultat a prouvé combien ces appréhensions auraient été

chimériques; les relations entre les uns et les autres ont été bienveillantes et amicales. Cette heureuse entente est due surtout au bon sens des organisateurs du mouvement. Dans un des premiers documents, nous voyons déjà le secrétaire général formuler, en s'adressant au secrétaire associé, la règle de conduite suivante : « Le but principal de notre organisation est d'éviter les retards et les inutiles paraphrases, et d'assurer une action prompte, directe et énergique. » Dans son rapport officiel pour l'année 1864, la Commission emploie aussi un langage catégorique :

« Le département médical de l'armée n'a rien négligé pour donner sa sanction et une autorité officielle à tous les plans et à tous les actes du comité. De son côté, ce dernier s'est, dès l'origine, étudié à faire cadrer ses méthodes et ses travaux, tant permanents que provisoires, le plus harmoniquement possible avec les règlements et les exigences du service médical. Cet accord a été conservé constamment et de diverses manières. Disons à l'éloge de la division médicale de l'armée que, malgré toutes les incitations en sens contraire, et malgré les difficultés des relations officielles, elle a maintenu avec la Commission une entente cordiale, grâce à laquelle ses agents et ses approvisionnements sont les bienvenus dans tous les camps,

dans tous les hôpitaux et sur tous les champs de bataille. »

Par l'extrait suivant du même rapport, on pourra juger combien la réussite du comité a été complète dans ses efforts, comment elle a su accomplir son œuvre de bienfaisance, sans porter la moindre infraction à l'ordre qui doit exister sous les drapeaux.

« Il n'est pas d'exemple que les avis ou les services de nos diverses agences aient été déclinés ; il n'a pas été formulé une seule plainte à leur égard, personne ne les a accusés d'avoir entravé un seul officier dans l'exercice de ses fonctions, ou d'avoir en aucune manière contrevenu à la discipline. »

Ce témoignage est confirmé par l'éminent docteur Parrish, un des inspecteurs de la Commission, qui écrivait, après une tournée spéciale d'inspection faite dans le département de la Caroline du Nord : « Je suis heureux de constater que les plus cordiales relations existent entre les chirurgiens de l'armée et la Commission, et qu'ils rivalisent d'une noble ardeur pour le bien-être des troupes... Le docteur Page, membre du comité, accompagnait le corps médical dans sa tournée d'inspection ; ce simple fait est une preuve satisfaisante de l'unité de vues et de l'entente qui existent entre les uns et les autres dans l'œuvre commune en faveur de nos soldats. »

Dans son rapport annuel sur ses travaux dans le département du *Sud* (Caroline et Georgie), le docteur Marsh écrivait : « J'appelle votre attention spéciale sur la bienveillance fraternelle et sur l'appui qui nous ont été donnés pour l'accomplissement de nos devoirs par tout le corps médical de ce département. Son concours nous a dispensés de l'emploi de nombreux agents, a facilité les travaux personnels de votre inspecteur, et lui a inspiré une reconnaissance qu'il n'oubliera jamais. »

Le docteur Newberry, du département du Cumberland, s'exprime de la même manière : « Nulle part notre œuvre n'a été faite plus systématiquement et d'une façon plus satisfaisante. L'éloge n'en est pas dû seulement à votre Commission, il doit être partagé par moitié avec les autorités médicales et militaires, qui ont toutes, et en tout temps, coopéré cordialement avec nous, non-seulement en accordant sans délai nos demandes, mais en prévenant même nos désirs. Je puis dire que toutes nos relations ont été des plus agréables. »

La sympathie était réciproque, et les chirurgiens de l'armée appréciaient également à leur juste valeur les services que leur rendait la Commission.

Le 28 septembre 1863, le général Grant exprimait cet éloge bien mérité : « La Commission a rendu de si grands services au pays et à l'armée

que je suis prêt, par tous les moyens qui sont à ma disposition, à étendre ses pouvoirs pour faire le bien. »

Le 1er août 1863, le général Burnside disait dans un ordre du jour spécial : « Tous les officiers de ce département sont invités à donner aux agents de la Commission sanitaire des États-Unis tout le concours compatible avec l'exercice de leur propre devoir; ils les traiteront avec respect et les aideront dans l'accomplissement de leur œuvre de charité. »

Le général Gilmore, commandant en chef de l'armée du *Sud*, rendait le témoignage suivant :

« Le brigadier général commandant désire reconnaître publiquement les services qu'a rendus à son armée la Commission sanitaire des États-Unis, et lui exprimer toute sa gratitude des efforts qu'elle a faits pour l'acquisition et la distribution d'approvisionnements divers qui ont été d'un précieux secours aux soldats blessés et souffrants. »

De pareils témoignages, auxquels nous pourrions en ajouter d'autres *ad libitum*, n'ont besoin d'aucun commentaire. Ils établissent de la façon la plus péremptoire la confiance dont l'œuvre hospitalière était l'objet de la part de l'armée, de ses officiers et médecins, et la cordialité des relations qui existaient entre les agents officieux et officiels. Soutenue par l'entière approbation de la nation,

encouragée par les bénédictions de toute l'armée qui lui savait gré de sa munificence et de sa libéralité, assistée par la coopération précieuse de toutes les autorités gouvernementales, la Commission sanitaire des États-Unis peut attendre avec une calme et sereine assurance le jugement que l'histoire impartiale prononcera sur son œuvre.

Outre la Commission sanitaire, il existe encore dans les États-Unis plusieurs autres sociétés qui s'occupent du bien-être du soldat et qui toutes ont leurs agents, leurs journaux, leurs budgets. Telle est la *Western Sanitary Commission*, que le général Frémont fonda dès les premiers jours de la guerre pour s'occuper spécialement des armées envoyées par les états de l'Ouest. Telle est aussi la *Commission chrétienne*, qui travaille à la moralisation des troupes en répandant des livres et des brochures dans les camps, en ouvrant des cabinets de lecture gratuits dans toutes les villes de garnison, en abonnant les soldats aux journaux politiques et religieux.

Avant de clore cet exposé des réformes accomplies par la Commission sanitaire des États-Unis et de ses associations connexes, il n'est que juste de donner aussi quelques détails sur les travaux philanthropiques analogues entrepris dans les états du Sud. Malheureusement les moyens d'information qui existaient autrefois entre les deux fractions de la com-

munauté ayant été suspendus, il ne nous a pas été possible d'avoir accès aux sources officielles. Nous avons dû nous borner à glaner çà et là quelques renseignements intéressants auprès de personnes dignes de foi.

Pendant les deux premières années de la guerre, les seules institutions du Sud fondées en faveur des combattants furent des associations isolées dans chaque ville et chaque district, connues sous le nom de *Soldier's Aid-societies* (sociétés pour l'assistance des soldats). Elles avaient été formées en toute hâte, au moment où les premiers volontaires quittèrent leurs foyers pour le théâtre de la guerre. Les premiers régiments comprenaient l'élite de la jeunesse, et nombre de soldats appartenaient aux familles les plus distinguées et les plus respectées du pays. Cette circonstance ne manqua pas de stimuler le zèle. Les contributions qui, au début, répondirent à l'éloquent appel adressé par les femmes du Sud, furent très-considérables, et provenaient de toutes les classes de la société. Mais le manque d'une organisation centrale et de direction se fit bientôt sentir. Les dons étaient de nature diverse et faisaient honneur aux petites associations qui les avaient généreusement envoyés; mais en beaucoup de cas, ils ne parvenaient ni aux compagnies ni aux régiments pour lesquels ils étaient destinés. Un très-grand nombre de caisses d'approvisionnements hospitaliers ou au-

tres se perdirent, furent volés en route, ou se moisirent dans quelque gare, faute d'agents pour les soigner et les envoyer à destination. Plusieurs fois, ces articles furent expédiés sur des points menacés et l'on dut les détruire, afin d'empêcher qu'ils ne tombassent entre les mains des unionistes. Le *coulage* et la déperdition qui résultaient à peu près inévitablement de cet état de choses démontrèrent, de la façon la plus concluante, la nécessité d'une centralisation des efforts.

Le cercle des opérations fut alors agrandi. Dans chaque état on établit une organisation centrale qui fut mise en relation directe avec les groupes secondaires et qui reçut pour fonction spéciale de s'enquérir des besoins des soldats appartenant à chaque état et de subvenir à leurs nécessités. Les traits généraux de ces associations étant à peu près les mêmes partout, une esquisse des opérations de l'association centrale de la Caroline du Sud pour l'assistance des soldats fera comprendre quel était leur mode d'action.

Cette société est composée d'hommes exemptés de la conscription militaire et jouissant de la plus haute influence, ministres de toute dénomination, professeurs, magistrats, avocats, médecins. Le comité exécutif est chargé de fonctions purement administratives. Il comprend les membres les plus zélés et les plus expérimentés qui sont chargés de solliciter

pour cette œuvre charitable l'aide et les contributions des sociétés succursales. A Columbia, capitale de l'État, de grands magasins servent de dépôts pour les approvisionnements de l'association. Le comité central a sous ses ordres un certain nombre de courriers qui sont pour la plupart des hommes avancés en âge, ou des soldats invalides, et dont la fonction spéciale est de se mettre en communication avec les officiers commandant les troupes de la Caroline du Sud, et avec les agents des hôpitaux de campagne, de manière à distribuer, en prenant bien soin qu'ils ne s'égarent en route, tous les articles qui seraient requis. En cas de longues étapes, on envoie à la rencontre du régiment un courrier qui se charge des boîtes et paquets expediés par les parents aux soldats de leur famille, etc., et que suit un fourgon d'approvisionnements et de cordiaux pour les hommes les plus fatigués.

C'est ainsi que sont distribués des couvertures, des souliers, des effets d'habillement, etc., à ceux qui en ont le plus besoin. La plupart des troupes de la Caroline du Sud stationnant en Virginie, l'association centrale a loué à Richmond un grand hôtel, connu sous le nom de « maison du bord de la route » (*way-side home*), où sont déposées de grandes quantités de provisions. A son arrivée aussi bien qu'à son retour, chaque soldat trouve gratuitement dans cette maison un lit et la nourriture,

s'il en a besoin. Sous les auspices de l'association, des agents résidant à Richmond prennent en main les intérêts des militaires, afin de leur assurer l'obtention de leur solde, de leur feuille de route, de leur passe-port, etc.

Plusieurs de ces *maisons* ont été établies dans les divers États sur les principales lignes de chemins de fer, aux gares et aux bifurcations les plus importantes. Analogues en général à ces *asiles du soldat*, dont nous avons parlé plus haut, elles sont placées sous la surveillance immédiate des dames du voisinage. Dans le Sud, comme dans le Nord, la femme s'est mise, pendant toute la guerre, à la tête de toutes ces œuvres de charité.

Les nécessités de la guerre ont aussi fait organiser des *comités d'ambulances*, composés d'hommes d'un certain âge, ou d'invalides qui s'occupent de rendre quelques services près du champ de bataille ou même sur le lieu de l'action, et qui se mettent à la disposition des chirurgiens de l'armée. Plusieurs sociétés veillent aussi aux intérêts religieux des soldats. Aux divers corps d'armée, on envoie des livres et des revues, surtout des journaux et des traités religieux. A Petersburg (Virginie), on imprime un journal religieux, le *Messager de l'Armée et de la Flotte*, qui circule spécialement dans les rangs des troupes.

Nous manquons de détails sur l'organisation finan-

cière des diverses associations volontaires de secours dans les états sécessionistes. On dit que les contributions remises au comité de la Caroline du Sud dépassent annuellement la somme de cinq cent mille francs. En tout cas, il est probable que, dans les pénibles circonstances où se trouvent actuellement les populations du Sud, elles ont contribué de leur mieux à toutes ces œuvres de charité. Un même sentiment d'humanité anime les cœurs aussi bien au sud qu'au nord du Potomac, et les circonstances le révèlent dans toute sa plénitude.

Nous avons décrit l'œuvre actuelle entreprise par la Commission sanitaire des armées américaines. Il nous reste maintenant à parler brièvement de la mission qui lui reste à accomplir. La guerre qui sévit aux États-Unis ne sera pas éternelle ; bientôt, nous en avons la ferme confiance, la paix fleurira de nouveau dans les campagnes dévastées et les citoyens du nord et du sud de l'Union jouiront d'une prospérité plus grande encore que celle d'autrefois ; mais alors, comme aujourd'hui, la sollicitude de la Commission devra s'exercer de la manière la plus large. C'est à elle qu'il incombera surtout de faciliter aux soldats licenciés le retour de la vie militaire à la vie civile ; c'est elle qui devra suivre les invalides dans leurs foyers pour éviter qu'ils ne soient obligés de recourir à la pitié publique et ne déshonorent ainsi

la nation. Il est vrai que l'administration fournit à chaque invalide un membre artificiel en échange du bras ou de la jambe qu'il a perdu et lui sert une pension d'au moins 45 francs par mois reversible sur sa veuve ou sur ses enfants mineurs ; en outre, le soldat blessé peut, comme tout autre chef de famille, réclamer du gouvernement une propriété de 64 hectares prise sur le domaine national ; mais la pension est insuffisante dans un grand nombre de cas, et seulement une faible minorité de soldats se trouvent en mesure d'accepter la terre qu'on leur offre dans les états et les territoires de l'Ouest. Quant aux militaires valides, ils ne reçoivent pas de pensions de retraite, bien que la vie des camps ait pu diminuer considérablement leur aptitude au travail.

La Commission devra donc intervenir afin de procurer des occupations paisibles aux volontaires congédiés qui pourraient se trouver dans la gène, et de les ramener, sans secousse trop douloureuse pour eux, dans le sein de la société civile. L'expérience que les agents sanitaires acquièrent journellement leur permettra d'agir de la manière la plus sage à cet égard ; en tout cas, il est probable qu'ils n'imiteront pas les institutions européennes par la création de grands hospices militaires semblables aux hôtels des Invalides. Soutenus dans leurs avis par l'opinion générale des Américains, les membres de la Commission prétendent, à tort ou à raison, que toute ag-

glomération d'hommes oisifs devient fatalement un foyer de démoralisation, et qu'elle engendre des habitudes de paresse très-fâcheuses dans un pays où tous les citoyens ont jusqu'à ce jour demandé leur subsistance au travail ; ils conseillent au soldat mutilé de rentrer dans le sein de sa famille et d'employer à une tâche utile le reste de ses forces au lieu de mener dans quelque grande cité une vie de désœuvrement et d'ennui. Toutefois si la Commission sanitaire s'interdit de fonder des hospices proprement dits, en revanche elle s'occupe d'autant plus de construire des hôpitaux et d'améliorer le service de ceux qui existent déjà. Récemment elle a fait bâtir un *home* sur la côte orientale de la Floride, dans la ville de Saint-Augustin, qui est le Cannes de l'Amérique ; c'est là qu'elle envoie les invalides attaqués de maladie de poitrine, afin de les guérir ou du moins de prolonger leur vie.

Nous ne pouvons mieux terminer cet exposé de la grande œuvre entreprise aux États-Unis que par les paroles d'un écrivain distingué qui s'exprimait ainsi dans l'*Atlantic Monthly Magazine* :

« La grandeur et l'importance de l'œuvre qui a été accomplie ne sera dignement comprise que lorsqu'on aura publié l'histoire détaillée de ses origines, de ses progrès et de ses résultats. Même alors, la Commission sanitaire ne sera point appré-

ciée suivant ses mérites. Jamais elle ne le sera tant que ne seront pas venus témoigner en sa faveur tous les mourants dont elle a adouci les dernières angoisses, tous les blessés dont elle a réchauffé le sang déjà refroidi et ranimé la flamme de vie qui commençait à s'éteindre; tous ceux dont elle a rappelé la raison égarée, nourri et restauré l'organisme épuisé; tous ceux dont elle a fortifié le cœur languissant par un souffle de sympathie. Jusqu'à ce que toute âme reconnaissante de ses bienfaits ait versé ses effusions de gratitude, ce récit ne sera pas complet. Mais longtemps avant qu'il le soit, et depuis le jour où sa main bienfaisante s'est étendue pour la première fois en faveur des souffrants, il est une voix bénissante qui dit : « Ce que vous avez fait au moindre de mes frères, vous l'avez fait à moi-même! »

TABLE DES MATIÈRES.

Préface. . . . . Pages I

Chapitre premier. — **L'hygiène des armées**. 21

Observations préliminaires, p. 21. — Statistique hygiénique militaire en Amérique et dans l'ancien monde, p. 23. — Négligence des gouvernements à l'égard des soldats, p. 27. — Conditions sanitaires et mortalité des soldats en temps de paix, p. 30. — Conditions sanitaires et mortalité des soldats en temps de guerre, p. 32. — Organisation militaire aux États-Unis avant la guerre civile, p. 37.

Chapitre II. — **Premières réunions populaires. Premières demandes adressées au gouvernement**. 39

Ouverture des hostilités, p. 39. — Première tentative d'association pour la réforme sanitaire, p. 41. — Initiative des femmes, p. 42. — Association centrale fondée à New-York, p. 43. — Elle se met en rapport avec le pourvoyeur en chef de l'armée, p. 42. — Réponse de ce fonctionnaire, p. 48. — Députation d'hommes éminents envoyés à Washington, p. 50. — Démarches du comité auprès du gouvernement, p. 52. — Constitution de la Société, p. 56.

Chapitre III. — **Premiers travaux de la Commission sanitaire**. 57

Organisation de la Commission sanitaire, p. 57. — Relations avec le Bureau médical de l'armée, p. 59. — Système d'approvisionnements, p. 62. — Nomination d'inspecteurs sanitaires, p. 63. — Mesures prises pour obtenir la coopération complète du Bureau médical, p. 64. — Nomination du docteur Hammond à la place de chirurgien général de l'armée, p. 66. — Concentration des efforts et des ressources, p. 68. — Vente de Chicago, p. 71.

Chapitre IV. — **Plan des opérations de la Société**. . . . Pages 75
Organisation générale, p. 75. — A. Personnel des volontaires, p. 78. — B. Prévention hygiénique, p. 79 : 1° Inspecteurs d'hygiène, p. 80 ; 2° Bureau de statistique, p. 83 ; 3° Monographies générales, p. 87. — C. Hôpitaux, p. 88; description des édifices, p. 90; passe-temps des malades, p. 96. — D. Service d'assistance, p. 99. I. Service d'assistance spéciale, p. 100; *a* Agence hospitalière, p. 103 ; *b* Asiles des soldats, p. 104; *c* Registres des morts et enterrements, p. 105. — II. Service d'assistance générale, p. 107. — Organisation des sociétés auxiliaires, p. 108. — Ordre des distributions, p. 109. — Horreurs du champ de bataille et bienfaits de la Commission, p. 113. — Hôpitaux flottants, p. 128. — Wagons-ambulances, p. 133.

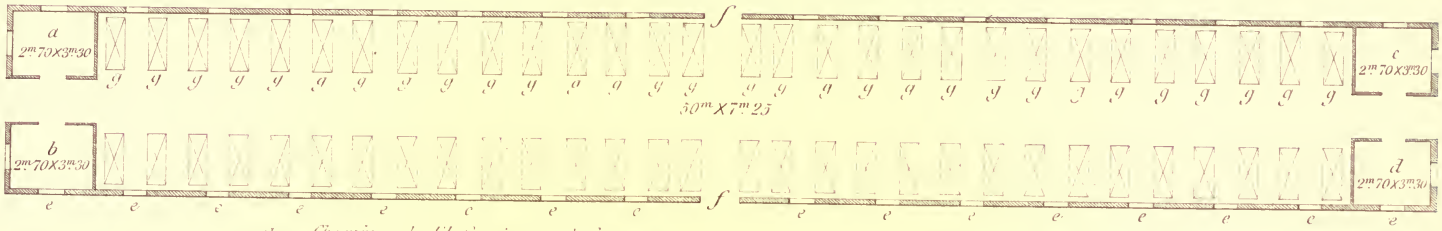
Chapitre V. — **Résultats de l'Œuvre**. 136
État sanitaire de l'armée américaine pendant la première année de guerre, p. 136. — Salubrité des États qui bordent le Pacifique, p. 139. — Diminution constante des maladies dans l'armée américaine, p. 141. — Conditions hygiéniques très-satisfaisantes en Louisiane, dans la Floride, dans la Caroline du Sud, p. 142. — Budget de la Commission sanitaire; générosité du peuple américain, p 143.

Chapitre VI. — **Conclusion**. 147
Merveilles que peut accomplir l'initiative unie à la discipline, p. 147. — Efforts de la Société genevoise d'Utilité publique, p. 150. — Visite du docteur Gurlt aux hôpitaux prussiens du Sleswig-Holstein, p. 151. — Congrès international, p. 157. — Convention signée à Genève, p 152. — Précédents historiques, p. 157. — Maintien de la discipline militaire, p. 161. — Témoignages rendus à la Commission par les généraux américains, p. 165. — Commission chrétienne, p. 167. — Associations sanitaires dans les États séparés, p. 167. — Avenir de la Commission sanitaire, p. 172

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

PAVILLON D'HÔPITAL

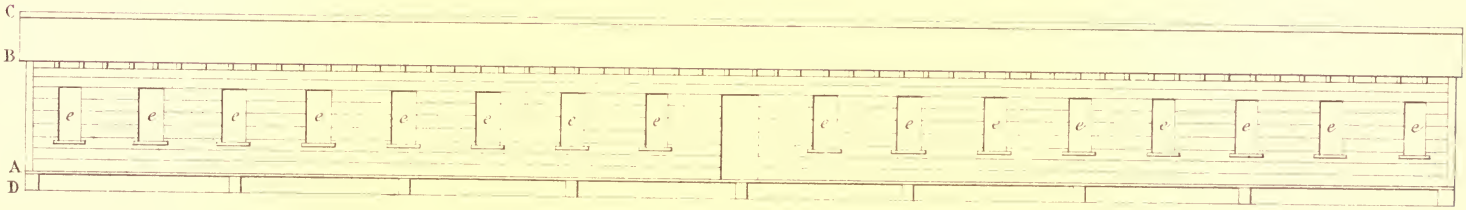
Fig 1. A



a Chambre de l'Infirmier en chef
b Pharmacie
c Chambre au Bains
g.g Lits de Malades
d Water Closet
e.e.e Fenêtres
f.f Portes
g.g Lits de Malades

ELÉVATION

Fig 2. B



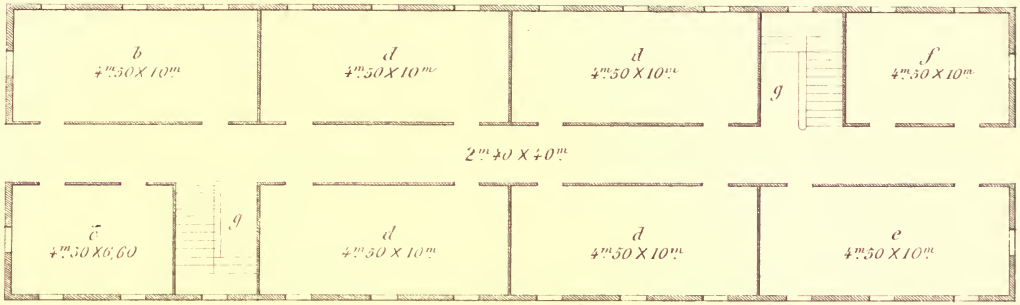
AD Hauteur du plancher au dessus du sol avec libre passage pour l'air... 45 centimètres

AB Hauteur du plancher au bord du toit 4m.5

BC Hauteur du pignon variant avec les matériaux employés

Rez de Chaussée

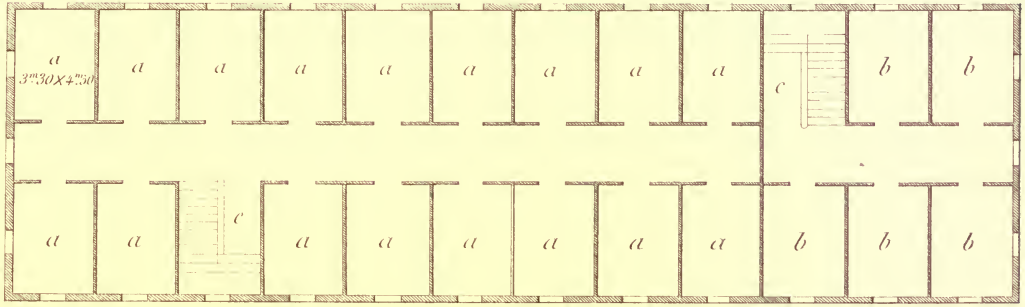
Fig. 3.



a Corridor
b Bureau central
c Cabinet du Chirurgien en chef
d,d,d Lingerie et Magasins
e Dispensaire
f Cabinet de l'Aumonier
g,g Escaliers

1er Etage

Fig. 4



a,a Chambres des Officiers
b b Economat
c c Escaliers

ÉLÉVATION DU BÂTIMENT DE L'ADMINISTRATION

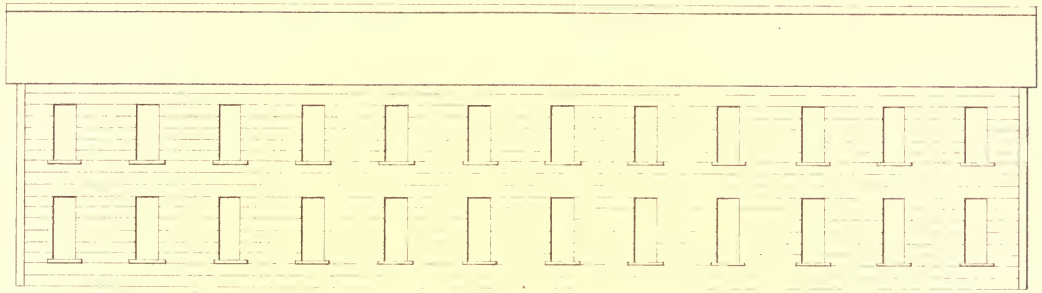
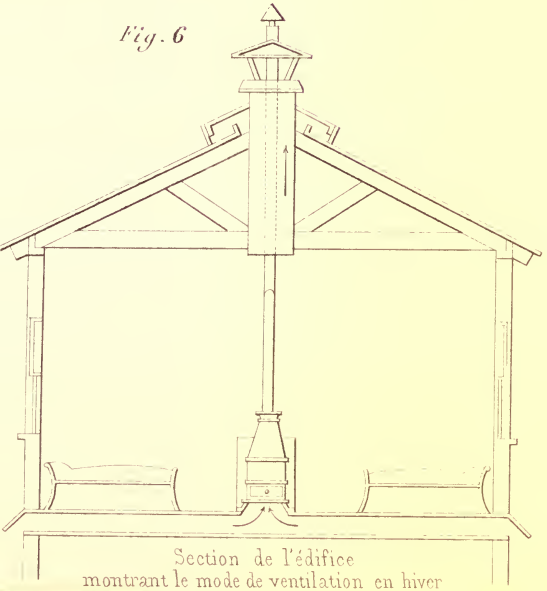
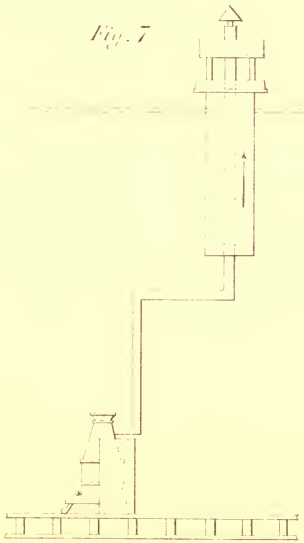


Fig. 6



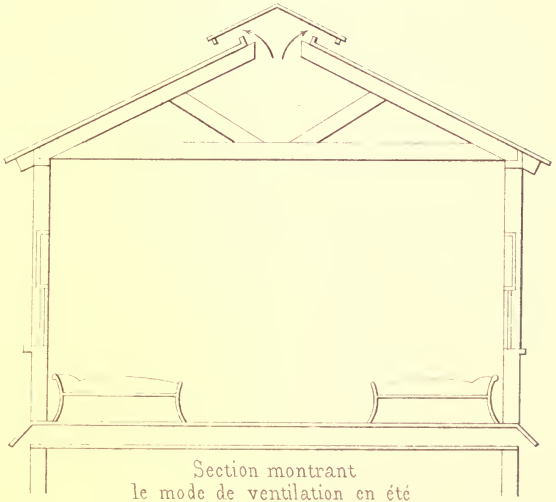
Section de l'édifice
montrant le mode de ventilation en hiver

Fig. 7



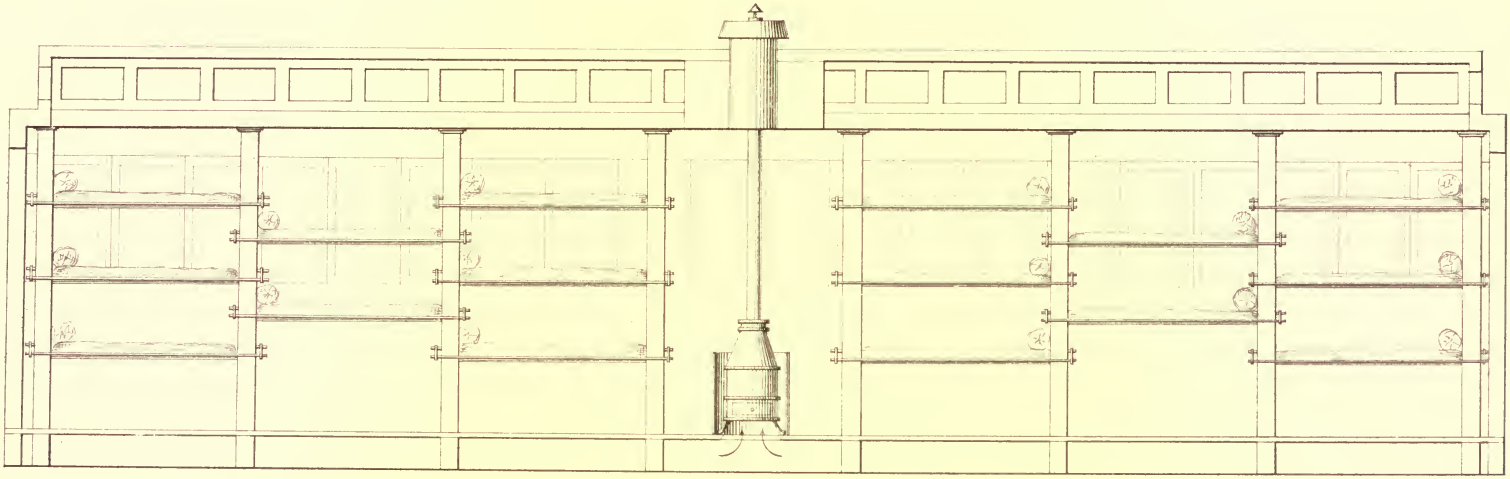
Vue latérale
du système de ventilation en hiver

Fig. 8



Section montrant
le mode de ventilation en été

WAGONS - AMBULANCES

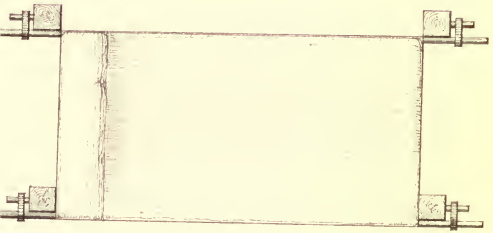


Elévation du Wagon - ambulance et mode de ventilation

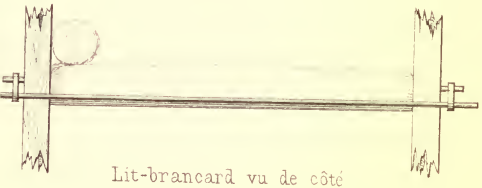
Gravé par Erhard

Paris - Imp. A. Bry, r. du Bac 114

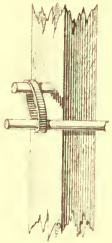
WAGONS-AMBULANCES



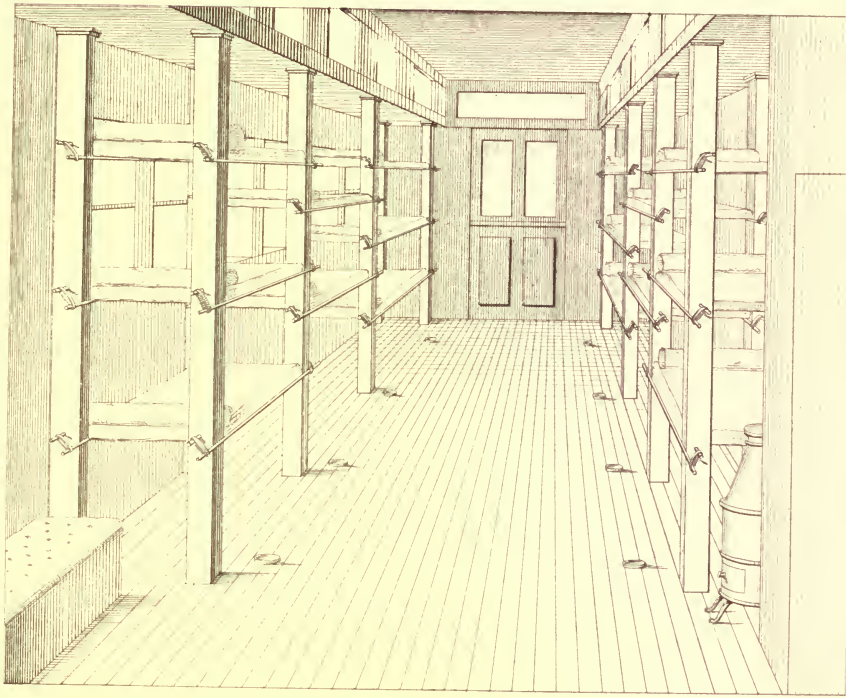
Lit-brancard, vu de haut



Lit-brancard vu de côté



Mode de suspension



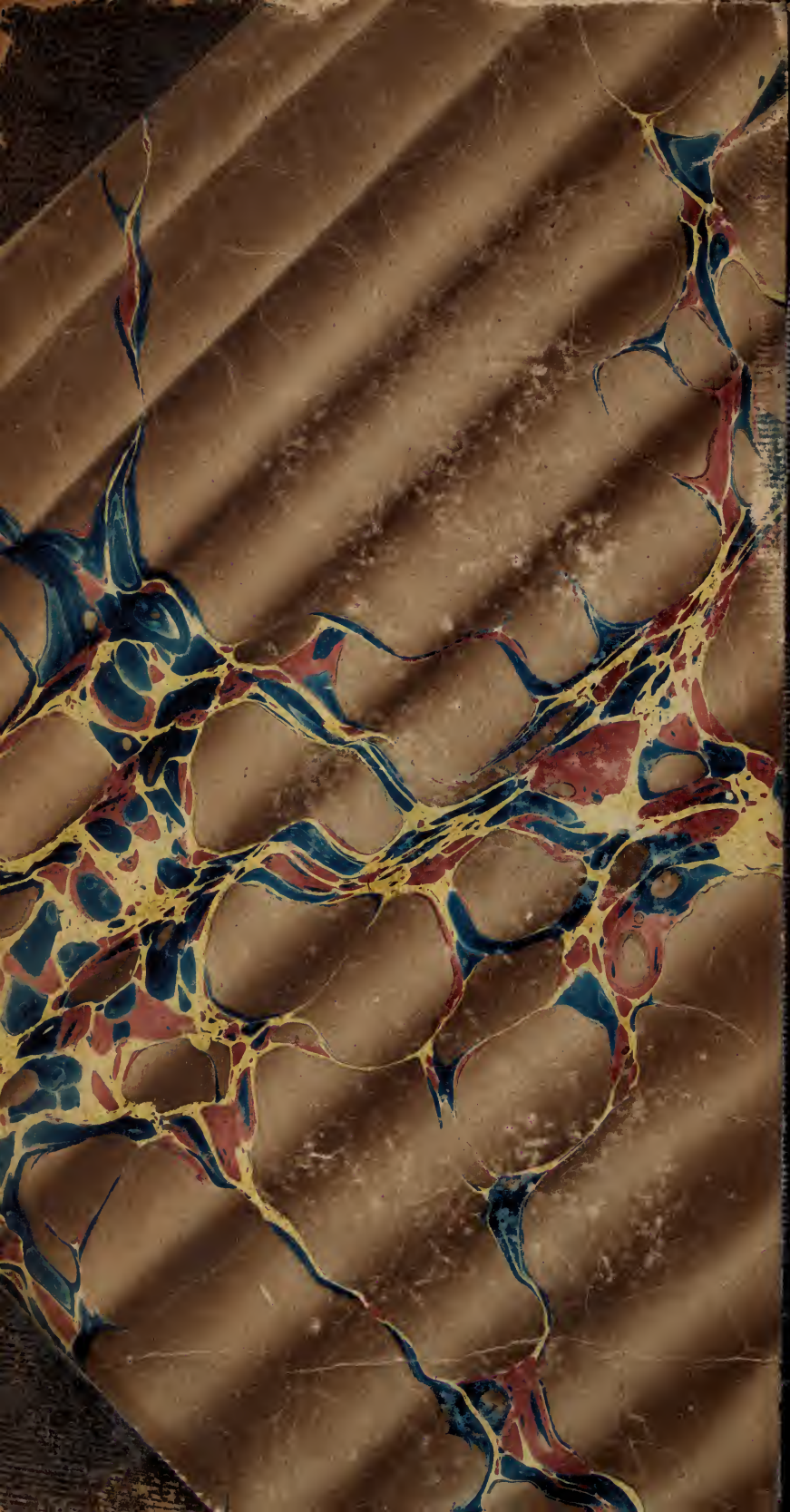
Intérieur du Wagon

Gravé par Erhard

Paris - Imp. A. Bry, r. du Bac 72

YC 28107

10825

E631
E9

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY